

Rapport d'avancement des priorités stratégiques globales 2016



Sommaire

1	INTRODUCTION
3	LES PROGRÈS RÉALISÉS EN 2016 EN BREF – PSG OPÉRATIONNELLES
4	LÉGISLATION RÉGISSANT LE STATUT DES RÉFUGIÉS
5	LOI ET POLITIQUE RÉGISSANT LE STATUT DES PDI
7	APATRIDIE
9	ENREGISTREMENT DES NAISSANCES
10	ENREGISTREMENT
11	VIOLENCE SEXUELLE ET DE GENRE
13	INTÉRÊTS SUPÉRIEURS
15	ACCÈS AUX SERVICES NATIONAUX POUR L'ENFANT
17	MALNUTRITION AIGUË GLOBALE
19	TAUX DE MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS
20	ABRI
22	EAU
24	PARTICIPATION DES FEMMES AU LEADERSHIP
26	COEXISTENCE
28	AUTONOMIE
30	ÉDUCATION
32	RETOUR VOLONTAIRE ET RÉINSTALLATION
34	INTÉGRATION LOCALE
36	RÉINSTALLATION
39	LES PROGRÈS RÉALISÉS EN 2016 EN BREF – PSG D'APPUI ET DE GESTION
40	RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE ET CONTRÔLE
41	PROTECTION INTERNATIONALE
43	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
44	MÉCANISMES DE COORDINATION HUMANITAIRE
46	GESTION DE PROGRAMME
48	PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE
50	MOBILISATION DE SOUTIEN
52	RESSOURCES HUMAINES

Jordanie. Enfants réfugiés syriens dans le camp de réfugiés de Za'atari. Enfants dans le camp de Za'atari pour réfugiés syriens avant la rupture du jeûne pendant le Ramadan. HCR/Mohammad Hawari

PAGE DE COUVERTURE :

Pakistan. Des filles attendent leurs amies tôt le matin pour se rendre à leur école dans le village de réfugiés de Kotchandana, dans la province du Pendjab, au Pakistan. HCR/Sara Farid



Introduction

Les priorités stratégiques globales (PSG) continuent de mettre en avant les principaux domaines de préoccupation du HCR dans le cadre de ses efforts généraux pour renforcer la protection, améliorer les conditions de vie et trouver des solutions pour les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence. Représentant un ensemble commun de priorités clés et un guide de planification pour les opérations du HCR dans le monde entier, les PSG assistent également les opérations sur le terrain dans la mise en œuvre des stratégies opérationnelles. Elles se divisent en deux catégories. La première catégorie compte huit PSG opérationnelles, assorties de 22 indicateurs, reflétant les domaines principaux du travail du HCR. Elle s'applique aux opérations sur le terrain. La deuxième catégorie contient huit PSG d'appui et de gestion qui sont axées sur les services de soutien et de supervision assurés par le siège et les bureaux régionaux en vue de renforcer les interventions opérationnelles et d'améliorer l'efficacité et l'efficacé à travers un éventail de domaines fonctionnels.

Le présent rapport fait état des progrès réalisés en 2016 dans la mise en œuvre de ces PSG et met en avant les pratiques qui ont réussi dans les opérations sur le terrain. La description du caractère critique de chaque PSG détaille et mesure le niveau d'avancement des progrès réalisés en les comparant aux seuils fixés pour chaque indicateur de la PSG et propose une comparaison avec la situation à la fin de l'année précédente.

La concentration des efforts sur les domaines des PSG a permis d'atteindre des résultats positifs en 2016, de nombreuses opérations signalant des améliorations de la situation des personnes relevant de la compétence du HCR dans un certain nombre de domaines prioritaires. Une telle réalisation relève des efforts collectifs réalisés à travers les partenariats entre le HCR et les gouvernements, les communautés d'accueil, les ONG, les agences des Nations Unies et les acteurs du développement. Le Programme de développement durable d'ici à 2030 qui souligne l'importance de « ne laisser personne pour compte » génère également de nouvelles approches et partenariats afin de garantir que la situation et les besoins des réfugiés, des autres personnes relevant de la compétence du HCR et des communautés d'accueil sont pris en compte dans les plans nationaux et internationaux de développement en vue de réaliser les Objectifs de développement durable.



Ouganda. Fuyant le conflit, des Sud Soudanais cherchent refuge en Ouganda.
Enfants réfugiés sud soudanais dans la zone d'installation de Bidibidi.
HCR/Alessandro Penso

Les progrès réalisés en 2016 en bref PSG opérationnelles



Environnement de protection favorable

Des changements législatifs améliorant la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile ont été signalés dans 25 pays.

8 pays ont apporté des améliorations à leurs lois et politiques nationales relatives aux Personnes Déplacés Internes (PDI).

16 pays ont apporté des améliorations à leur législation sur la nationalité, conformément aux normes internationales sur la prévention de l'apatridie.

60 800 personnes apatrides ou dont la nationalité était indéterminée ont acquis une nationalité ou ont vu leur nationalité confirmée.



Processus équitable de protection et établissement de documents

64 % des 53 situations ont maintenu ou augmenté les niveaux de délivrance de certificats de naissance.

78 % des 96 situations ont maintenu ou augmenté les niveaux d'enregistrement à titre individuel.



Sécurité face à la violence et à l'exploitation

82 % des 104 situations ont amélioré ou maintenu la fourniture de soutien aux personnes connues ayant survécu à des violences sexuelles et de genre.

80 % des 70 situations ont signalé une augmentation de la participation communautaire à la prévention des violences sexuelles et de genre et à la protection des survivants.

70 % des 74 situations ont signalé un maintien ou une augmentation du nombre d'enfants réfugiés non accompagnés ou séparés pour lesquels un processus de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant a été achevé ou entamé.

82 % des 44 situations ont signalé un maintien ou une augmentation de l'accès non discriminatoire aux services sociaux et de protection de l'enfance nationaux.



Besoins et services essentiels

57 % des 108 camps ou zones d'installation étudiés ont atteint la norme du HCR de ≤ 10 % de malnutrition aiguë globale.

98 % des 142 sites faisant l'objet d'un suivi ont atteint la norme du HCR concernant les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ($< 1,5/1000$ /mois).

67 % des 70 situations ont maintenu ou augmenté le pourcentage de ménages vivant dans des logements adéquats.

91 % des 46 situations ont maintenu ou augmenté les niveaux d'approvisionnement en eau sur les sites.

73 % des 96 situations ont maintenu ou augmenté le taux d'inscription des enfants d'âge scolaire dans le primaire.



Responsabilisation et autonomie des communautés

62 % des 58 situations ont augmenté ou maintenu la participation des femmes aux structures de leadership.

52 % des 65 situations ont signalé des améliorations des relations entre les personnes prises en charge et les communautés locales.

68 % des 38 opérations ont signalé un nombre accru de personnes prises en charge, âgées de 18 à 59 ans, qui étaient employées à titre indépendant ou avaient leur propre entreprise.



Solutions durables

71 % des 42 situations ont signalé quelques améliorations relatives à l'intégration locale des réfugiés.

Les dossiers de plus de 162 000 réfugiés ont été soumis en vue d'une réinstallation.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE LÉGISLATION RÉGISSANT LE STATUT DES RÉFUGIÉS

Chercher à améliorer les lois et les politiques nationales dans 80 pays, pour qu'elles répondent aux normes internationales sur les réfugiés et les demandeurs d'asile.

AMÉLIORATIONS DANS 25 PAYS

25

TOTAL DE 80 PAYS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Des processus législatifs étaient en cours dans 78 pays, avec l'adoption de lois ou d'amendements législatifs dans 47 d'entre eux. Le HCR a appuyé le processus de préparation et de rédaction, et a fourni des commentaires et des analyses concernant le droit international et/ou régional relatif aux réfugiés dans divers contextes. Le HCR préconise la participation de représentants de la société civile aux processus de réforme législative chaque fois que possible. Fin 2016, 148 États étaient parties soit à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ou à son Protocole de 1967, ou bien aux deux. La Convention de 1951 et son Protocole sont les seuls instruments mondiaux couvrant explicitement les aspects les plus importants de la vie des réfugiés et s'avèrent essentiels pour garantir aux réfugiés la jouissance d'un ensemble minimum de droits.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- À **Djibouti**, une nouvelle loi nationale relative aux réfugiés a été finalisée en décembre 2016 qui, une fois promulguée, assurera la protection des réfugiés et leur donnera accès à des droits et services fondamentaux tels que l'éducation, l'emploi et la naturalisation.
- En **Arménie**, des amendements ont été apportés à la loi sur les réfugiés et le droit d'asile. Ces amendements affirment des garanties importantes, y compris l'octroi d'une protection temporaire dans les situations d'afflux massif, l'acceptation de revendications indépendantes de membres individuels d'une famille, le respect des garanties procédurales pour les demandeurs d'asile ayant des besoins spécifiques et la fourniture d'une aide financière aux demandeurs d'asile non hébergés dans des centres d'accueil.
- Au **Guatemala**, un nouveau code de migration a été adopté, qui, entre autres, prévoit des visas humanitaires pour les victimes de catastrophes naturelles. Cette mesure fait suite aux évolutions législatives positives de ces dernières années, y compris celles qui ont eu lieu en Argentine et en Bolivie.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

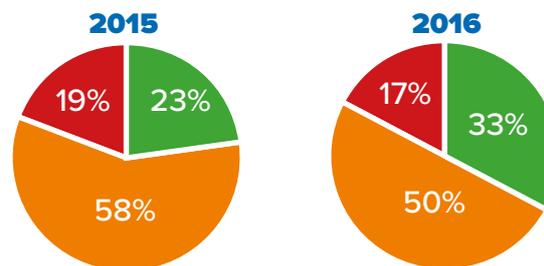
Dans l'exercice de sa responsabilité de supervision, le HCR cherche activement à améliorer les lois et les politiques nationales afin d'assurer la conformité aux normes internationales et régionales, et d'aboutir à une interprétation cohérente entre les États parties aux instruments juridiques relatifs aux réfugiés. Le processus d'amendement des lois, qui implique de nombreuses parties prenantes au sein de toutes les branches du gouvernement, demeure un défi en raison de sa longueur. Un travail de plaidoyer rigoureux et patient est donc nécessaire à plusieurs niveaux. Le HCR joue un rôle important, notamment en prodiguant des conseils et des orientations en matière de droit et de politique relatifs aux réfugiés. La sollicitation par l'État de l'avis du HCR sur les changements législatifs proposés se produit souvent sans réel préavis et les conseils ne sont pas toujours suivis. Une telle démarche conduit de plus en plus à l'adoption d'une législation assortie de garanties de protection réduites ou de dispositions pouvant s'écarter des obligations juridiques

internationales ou régionales du pays. En Europe, le mouvement de masse de réfugiés a incité certains États européens à apporter des amendements plus restrictifs à leurs lois et leurs politiques, afin de limiter les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le HCR a publié des orientations juridiques et interprétatives majeures sur une série de questions, y compris concernant l'application de notions de pays tiers sûr, le *non-refoulement*, l'interception et le sauvetage en mer, ainsi que la gestion des frontières et l'accès au territoire et à l'asile. Le HCR a publié des lignes directrices sur la protection internationale (n° 12) qui clarifient les principes juridiques applicables à la détermination des demandes de statut de réfugié des personnes fuyant les conflits armés et d'autres crises violentes. Le HCR a également publié des orientations de pays importantes concernant des pays en conflit et a déposé 21 demandes d'interventions judiciaires officielles dans 15 juridictions à travers le monde.
- Le HCR a apporté son soutien à l'amélioration des lois, des politiques et des pratiques nationales dans de nombreux pays. L'organisation a fourni des conseils juridiques techniques et une formation aux autorités compétentes en matière d'asile et de gestion des frontières, aux parlementaires et aux praticiens du droit, notamment, sur diverses questions juridiques et de protection. En outre, le HCR, en collaboration avec diverses autorités gouvernementales chargées de l'asile, continue de surveiller et d'améliorer la qualité de la prise de décision en matière d'asile par le biais de plusieurs projets d'assurance qualité.

LÉGISLATION RÉGISSANT LE STATUT DES RÉFUGIÉS



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
≥85 % la loi adhère aux normes internationales sur les réfugiés
- **Amélioration nécessaire**
Entre 85 % et 50 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 50 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

LOI ET POLITIQUE RÉGISSANT LE STATUT DES PDI

Chercher à améliorer les lois et les politiques nationales dans 20 pays, pour qu'elles répondent aux normes internationales sur les PDI.

AMÉLIORATIONS DANS 8 PAYS

8

TOTAL DE 20 PAYS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Huit pays ont apporté des améliorations à leurs lois et politiques relatives aux personnes déplacées internes (PDI). Le HCR a réalisé ces améliorations à travers la promotion de lois ou de politiques axées sur des solutions durables, un plaidoyer pour l'amélioration des mécanismes de coordination, des conseils aux gouvernements sur les aspects des lois nationales qui ne sont pas alignés sur les Principes directeurs, et à travers une assistance technique visant à renforcer la capacité des gouvernements dans la mise en œuvre des lois et des politiques.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Ukraine**, des politiques mettant en place une aide juridique gratuite ont été adoptées. Depuis le début de la crise des PDI en 2014, le HCR et ses partenaires plaident pour que les PDI puissent bénéficier d'une aide juridique gratuite.
- Au **Mali**, le HCR a organisé différents forums pour soutenir le travail du comité technique chargé d'intégrer la Convention de Kampala dans le droit national.
- Au **Puntland**, en **Somalie**, le HCR a élaboré un atelier sur la politique et le plaidoyer en concertation avec des PDI, des aînés et des propriétaires fonciers. Ces ateliers étaient axés sur des solutions durables et ont conduit à l'extension du régime foncier aux personnes déplacées. La nouvelle politique relative aux PDI d'Hargeisa a également été approuvée par le Cabinet du *Somaliland* en janvier 2016.
- En **Colombie** et en **Bosnie-Herzégovine**, le HCR a œuvré à l'amélioration des mécanismes de coordination dans des contextes administratifs et juridiques complexes. Cet effort a permis de mettre en œuvre des lois et des politiques existantes.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Le conflit armé peut compromettre l'élaboration et/ou la mise en œuvre des lois et politiques nationales relatives aux PDI. Par exemple, dans la province du Haut-Katanga, en République démocratique du Congo, une stratégie récemment adoptée sur les solutions durables n'a pas été mise en œuvre en raison des combats. De même, la détérioration de la situation sécuritaire en Irak a empêché l'élaboration d'une législation nationale et régionale. Le HCR plaide fermement contre la création d'un statut officiel de PDI et de relier ce statut à un droit à des avantages car cette différenciation au sein de la population, souvent associée à la politisation des questions relatives aux PDI, tend à créer des défis plus tard lorsque les États cherchent des solutions durables pour les PDI. En Géorgie, par exemple, le plaidoyer du HCR s'est avéré important dans la transition récente d'une aide fondée sur le statut vers une aide axée sur les besoins. De même, en Ukraine, le HCR et ses partenaires ont plaidé avec succès pour la dissociation des avantages sociaux d'un système d'enregistrement des PDI.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- L'équipe de travail du Groupe mondial de la protection sur le droit et la politique, actuellement coprésidée par le HCR et le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées, a été établie en 2015 en vue d'aider à l'organisation des activités de renforcement des capacités et à l'apport de conseils techniques sur les projets de lois, de politiques et de stratégies liées aux PDI. En 2016, cette même équipe a appuyé la réalisation d'une étude décrivant les enseignements tirés des processus nationaux et régionaux sur le processus législatif et l'élaboration des politiques.

Yémen. Les convois d'aide humanitaire du HCR arrivent à Mokha. Des milliers de Yéménites déplacés en provenance des villages du district de Mokha reçoivent des matelas, des tapis pour dormir, des couvertures, des ustensiles de cuisine et des seaux dans un point de distribution du HCR. HCR/Adem Shaquiri



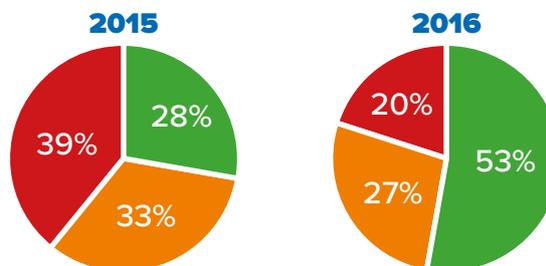
PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE LOI ET POLITIQUE RÉGISSANT LE STATUT DES PDI (cont.)

Cette étude, rédigée par l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), est destinée aux gouvernements, aux institutions internationales et à d'autres organisations avec pour objectif principal d'améliorer les lois et les politiques relatives aux PDI. Elle décrit les enseignements tirés des processus nationaux et régionaux, tels que l'élaboration et l'adoption de la Convention de Kampala.

- Le HCR a appuyé la 12^e formation annuelle de l'Institut de San Remo sur la loi relative au déplacement interne, organisée en Italie pour les gouvernements, la société civile et les partenaires du HCR issus de 11 pays différents.
- L'équipe de travail du Groupe mondial sur la protection a également apporté son soutien à un certain nombre d'ateliers et de formations sur le droit et la politique, notamment un événement avec le gouvernement éthiopien et des membres de la société civile pour discuter de la ratification de la Convention de Kampala ; un atelier régional de trois jours à Panama City destiné aux autorités nationales, à la société civile et aux partenaires du Salvador, du Honduras, du Guatemala, de la Colombie et du Mexique, afin de promouvoir une compréhension collaborative des problèmes régionaux liés au déplacement interne, et de l'intégration des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays¹ dans la législation nationale ; et la première formation des formateurs sur le droit et la

politique, qui a été dispensée à 12 membres du personnel d'organisations humanitaires qui ont ensuite été en mesure de reproduire cette formation au sein de leurs opérations.

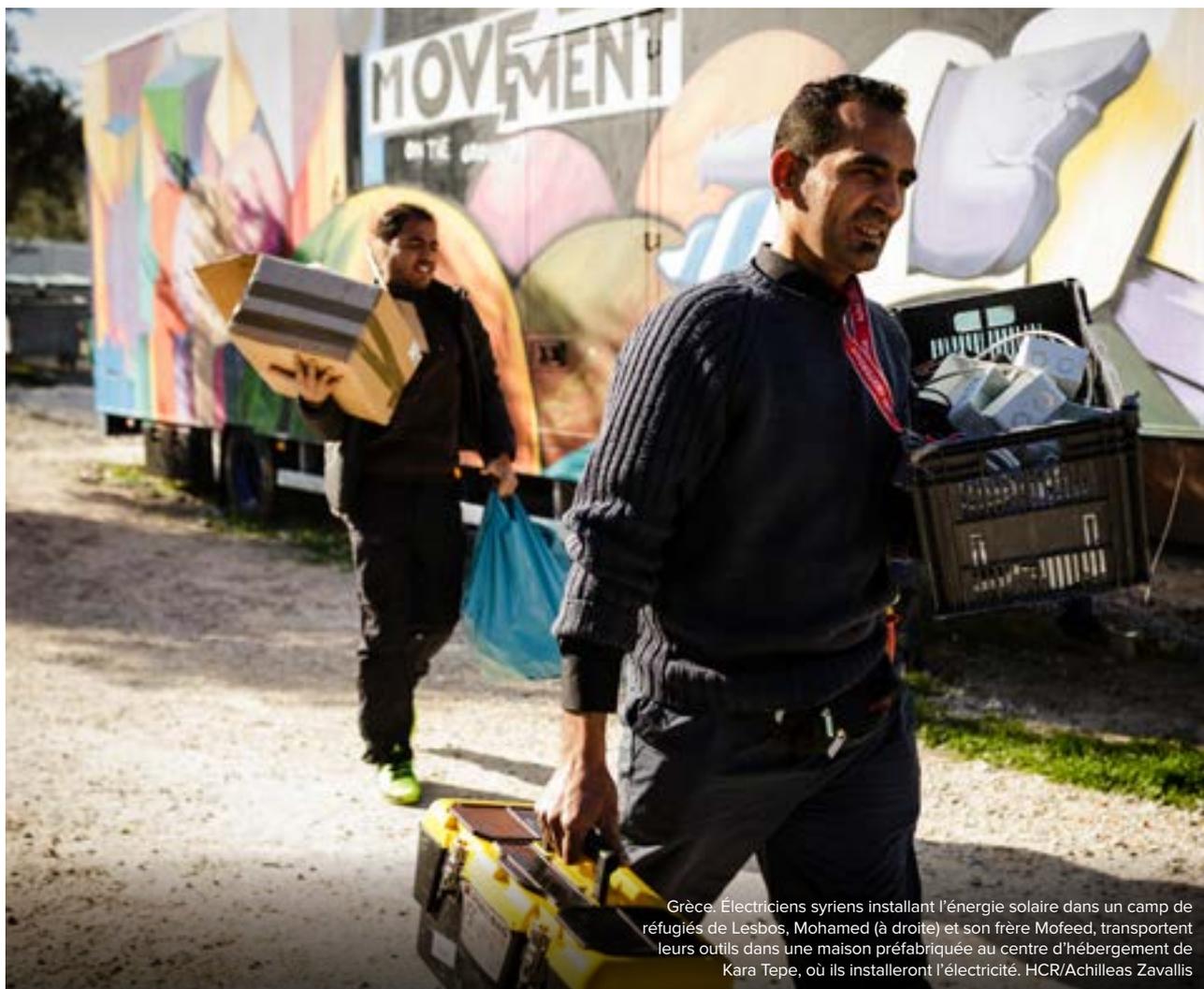
LOI ET POLITIQUE RÉGISSANT LE STATUT DES PDI



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
≥66 % des lois et des politiques adhèrent aux normes internationales
- **Amélioration nécessaire**
Entre 66 % et 40 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 40 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs



Grèce. Électriciens syriens installant l'énergie solaire dans un camp de réfugiés de Lesbos, Mohamed (à droite) et son frère Mofeed, transportent leurs outils dans une maison préfabriquée au centre d'hébergement de Kara Tepe, où ils installeront l'électricité. HCR/Achilleas Zavallis

1 OCHA, « Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays », 2004. Disponible à <http://www2.ohchr.org/english/issues/idp/GPFrench.pdf>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

APATRIDIE

Chercher à améliorer la législation sur la nationalité dans 41 pays, pour qu'elle réponde aux normes internationales sur la prévention de l'apatridie

AMÉLIORATIONS DANS 16 PAYS

16

TOTAL DE 41 PAYS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Des améliorations ont été réalisées dans 16 pays où des mesures ont été prises pour aligner la législation nationale sur les normes internationales en matière de prévention de l'apatridie. Le plaidoyer et les conseils techniques du HCR pour empêcher l'apatridie ont continué de se concentrer sur l'importance d'introduire des garanties contre l'apatridie à la naissance et plus tard dans la vie. L'introduction de ces garanties constitue l'un des objectifs de la campagne #IBelong (#J'existe) visant à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024, à remédier aux situations d'apatridie existantes et à empêcher l'apparition de nouveaux cas.

Chercher à augmenter le nombre de personnes apatrides qui acquièrent la nationalité ou voient leur nationalité confirmée dans 16 situations

AMÉLIORATIONS DANS 8 SITUATIONS

8

TOTAL DE 16 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

On estime à 10 millions le nombre de personnes apatrides à travers le monde dont les droits humains fondamentaux, comme l'accès aux soins médicaux, à l'éducation ou à l'emploi légal, sont souvent niés. Un certain nombre d'États ont pris des mesures importantes pour accorder la nationalité aux personnes apatrides, avec au moins 60 800 personnes apatrides ou ayant une nationalité indéterminée obtenant une nationalité ou voyant leur nationalité confirmée à travers le monde. Dans plusieurs pays, dont le Kirghizistan, le Monténégro, la Malaisie et la Thaïlande, le HCR et des ONG locales ont collaboré avec les gouvernements pour identifier, enregistrer et aider les personnes apatrides ou ayant une nationalité indéterminée à déposer une demande de nationalité ou de documents confirmant leur nationalité. Dans les pays qui accueillent de larges populations de personnes apatrides, le HCR a fourni des conseils techniques et a plaidé en faveur de réformes législatives et politiques qui permettraient aux personnes apatrides d'acquérir une nationalité. L'un des principaux objectifs de la campagne #IBelong consiste à résoudre le problème majeur de l'apatridie qui existe actuellement.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- **Madagascar**, avec l'appui technique du HCR et de partenaires de la société civile, est devenu le premier État depuis le lancement de la campagne #IBelong à modifier sa loi sur la nationalité de manière à permettre aux femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants au même titre que les hommes.
- En **Norvège**, le ministère de la Justice et de la Sécurité publique a publié une directive pour faciliter l'acquisition de la nationalité norvégienne pour les enfants apatrides nés dans le pays.
- Au **Kenya**, une avancée importante a été réalisée pour remédier à l'apatridie prolongée de la population Makonde, groupe ethnique minoritaire présent au Kenya depuis des générations. Des années de plaidoyer par le HCR et la société civile, y compris la communauté Makonde elle-même, ont abouti en octobre 2016 lorsque le Président Uhuru Kenyatta a accordé une audience à des membres de la communauté et des partisans de la société civile. Il a ensuite officiellement reconnu la tribu Makonde comme étant le 43e groupe ethnique du Kenya et ordonné que des titres de citoyenneté leur soient remis le plus tôt possible.
- En **Thaïlande**, où le HCR et le gouvernement royal thaïlandais ont renforcé leur collaboration sur l'apatridie au cours de ces toutes dernières années, le gouvernement a publié une nouvelle résolution en vue d'élargir la portée de l'admissibilité

des personnes apatrides à faire une demande de nationalité. Selon les estimations, jusqu'à 80 000 enfants devraient bénéficier de cette politique.

- La **Guinée-Bissau**, le **Mali** et la **Sierra Leone** ont adhéré aux deux Conventions des Nations Unies sur l'apatridie.
- Des plans d'action nationaux visant à mettre fin à l'apatridie ont été élaborés avec l'appui du HCR dans un certain nombre de pays, dont le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, le **Nigéria** et le **Togo**.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Dans certains pays, y compris dans des pays abritant des populations assez importantes de personnes apatrides, les sensibilités entourant les problèmes d'apatridie continuent à entraver le degré d'engagement et de mise en œuvre de solutions efficaces. Pour y remédier, le HCR continuera de renforcer les partenariats avec les acteurs mondiaux, régionaux et nationaux, notamment à travers un nouveau partenariat avec l'UNICEF par l'intermédiaire de la « Coalition pour assurer le droit de chaque enfant à une nationalité » (Coalition to Ensure Every Child's Right to a Nationality). Dans d'autres pays, où il existe une volonté politique de résoudre ces problèmes, des contraintes liées aux capacités ont ralenti les efforts visant à adopter des mesures de prévention et de réduction de l'apatridie.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE APATRIDIE (cont.)

Afin d'attirer l'attention sur les ressources financières nécessaires pour renforcer la mise en œuvre de la campagne #IBelong, le HCR a lancé en décembre 2016 son tout premier appel spécial, axé sur l'apatridie. Cet appel a souligné qu'on estimait les fonds nécessaires à la réduction et à la prévention de l'apatridie dans 11 pays abritant de larges populations de personnes apatrides ou menacées d'apatridie, à environ 47 millions pour la période 2017-2018.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le HCR a également collaboré avec la Banque mondiale, y compris dans le cadre des Principes généraux sur l'identification pour un développement durable élaborés pour soutenir et renforcer la mise en œuvre par les États de l'Objectif de développement durable n° 16 des Nations Unies concernant la paix, la justice et l'efficacité des institutions.

Cet objectif comprend une cible spécifique concernant l'identité juridique pour tous, y compris l'enregistrement des naissances.

- Le HCR et l'Institut international de droit humanitaire de San Remo ont organisé une nouvelle formation dédiée à l'apatridie, se déroulant à l'Institut, axée sur le renforcement des capacités des fonctionnaires et des acteurs de la société civile pour lutter contre l'apatridie.
- Un nouveau réseau de la société civile pour la région Asie Pacifique, Statelessness Network Asia Pacific (SNAP), a été lancé, avec l'appui du HCR, en complément des réseaux similaires dans les Amériques, en Europe et ailleurs. Fort de plus de 40 organisations membres, le réseau SNAP vise à consolider et à renforcer la coopération et la capacité de mettre fin à l'apatridie parmi les acteurs de la société civile sur l'ensemble de la région.



Mexique. Des réfugiés fuyant la violence des gangs en Amérique centrale. Les radeaux de fortune sur la rivière Suchiate constituent un moyen de transport vers le Mexique pour des milliers de réfugiés qui fuient chaque année les pays du Salvador, du Honduras et du Guatemala pour échapper aux gangs.
HCR/Daniele Volpe

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

Chercher à accroître la délivrance systématique de certificats de naissance aux nouveau-nés dans 53 situations

AUGMENTÉ DANS 22 SITUATIONS ET MAINTENU DANS 12 SITUATIONS

22

12

TOTAL DE 53 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

22 situations au total ont enregistré une augmentation de la délivrance systématique de certificats de naissance pour les enfants de moins de 12 mois, avec un maintien des niveaux de délivrance dans 12 situations supplémentaires. Sur ce nombre, 24 situations (23 situations de réfugiés et une situation de personnes déplacées internes) ont signalé la délivrance systématique de certificats de naissance à plus de 80 pour cent des enfants. L'enregistrement des naissances représente la première reconnaissance juridique de l'enfant. Le droit international des droits de l'homme définit ce droit, stipulant que la naissance des enfants devrait être enregistrée le plus tôt possible et sans discrimination. Dans le cadre de son mandat pour la protection des enfants réfugiés, le HCR considère l'enregistrement des naissances comme un aspect important de ses interventions de protection auquel il donne la priorité.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Yémen**, en dépit d'un environnement opérationnel difficile et d'un conflit en cours, le HCR et ses partenaires ont considérablement amélioré les taux d'enregistrement des naissances chez les réfugiés et les demandeurs d'asile.
- Au **Bangladesh**, le HCR continue d'appuyer le gouvernement dans le cadre de l'enregistrement en ligne des naissances des enfants réfugiés. En 2016, plus de la moitié de tous les enregistrements se sont déroulés en ligne, ce qui a permis d'améliorer les taux d'enregistrement généraux des enfants relevant de la compétence du HCR.
- En **Colombie**, le HCR, de concert avec le bureau d'état civil, a poursuivi son travail de soutien aux communautés vulnérables vivant dans des régions isolées, par le biais d'équipes mobiles d'enregistrement. En conséquence, les enfants nés de parents PDI peuvent recevoir un certificat de naissance. En outre, des campagnes de documentation et d'enregistrement ont été menées dans plus de 200 municipalités dans 31 des 32 départements colombiens.
- Au **Rwanda**, le HCR a enregistré une augmentation de 76 pour cent de l'enregistrement et de la délivrance de certificats de naissance à des nouveau-nés, grâce aux services mobiles d'enregistrement et à la sensibilisation communautaire dans des endroits clés, tels que les cliniques de santé et les églises.

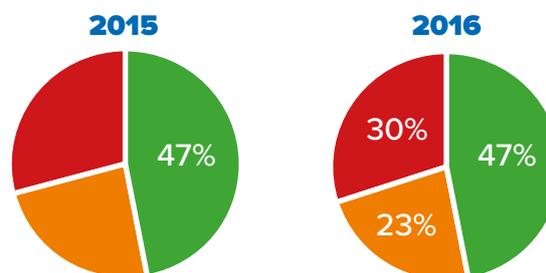
RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Afin de remédier à la détérioration de la délivrance systématique de certificats de naissance, le HCR a continué de plaider auprès des gouvernements d'accueil pour faciliter l'accès à l'enregistrement civil et simplifier les procédures pour les réfugiés qui ne disposent pas de documents préalables, impossibles à faire refaire en situation d'exil. Dans leur effort en vue d'augmenter les taux d'enregistrement, le HCR et ses partenaires continuent de sensibiliser les parents sur le caractère essentiel de l'enregistrement des naissances pour garantir les droits de leurs enfants.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le HCR et l'UNICEF ont lancé la Coalition sur le droit de chaque enfant à une nationalité (Coalition on Every Child's Right to a Nationality). Cette Coalition vise à développer, élargir et renforcer la coopération internationale afin de sensibiliser au problème caché de l'apatridie infantile et de la combattre. Elle a également pour mandat de promouvoir le droit de chaque enfant d'acquiescer une nationalité pour laquelle l'enregistrement de la naissance s'avère être une étape clé.
- Le HCR a travaillé avec le Groupe de la Banque mondiale sur l'élaboration d'un module sur les réfugiés, les PDI et les apatrides, qui sera présenté sous forme d'une formation en ligne organisée par le Groupe mondial des registres et statistiques d'état civil². Cette formation consiste en un projet collaboratif mené par le Groupe de la Banque mondiale, des institutions en République de Corée, le Groupe mondial des registres et statistiques d'état civil et le Campus d'apprentissage ouvert. La formation en ligne sera lancée en 2017.

ENREGISTREMENT DES NAISSANCES



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Plus de 80 % des enfants de moins de 12 mois se sont vu délivrer un certificat de naissance
- **Amélioration nécessaire**
Entre 40 % et 80 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 40 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE ENREGISTREMENT

Maintenir ou augmenter le niveau des enregistrements individuels dans 96 situations de réfugiés

AUGMENTÉ DANS 24 SITUATIONS ET MAINTENU DANS 51 SITUATIONS

24

51

TOTAL DE 96 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Les niveaux d'enregistrement individuel ont augmenté dans 24 situations de réfugiés et ont été maintenus dans 51 situations de réfugiés. En 2016, le HCR a continué de renforcer sa capacité de gestion de l'identité par le déploiement du Système global de gestion biométrique de l'identité (BIMS) dans 13 opérations – la République démocratique du Congo, l'Indonésie, le Kenya, le Zimbabwe, le Maroc, l'Afrique du Sud, la Tunisie, l'Angola, la République centrafricaine, le Népal, l'Érythrée, le Niger et le Rwanda. Le système BIMS est à présent déployé dans 24 opérations, avec plus de 1,1 million de réfugiés enregistrés avec succès et plus de 800 membres du personnel formés à l'utilisation du système. Le système BIMS a facilité la vérification de l'identité des réfugiés et des demandeurs d'asile sur les sites au sein des opérations et aux frontières, renforçant ainsi l'efficacité de la protection et l'assistance apportée aux bénéficiaires. Suite à la création d'une section d'enregistrement et de gestion de l'identité (IMRS) début 2016, l'organisation a continué de définir sa vision de la gestion de l'identité et de renforcer les activités de gestion de l'identité grâce à une technologie innovante, à des processus d'enregistrement robustes et à une collecte de données de qualité.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Malaisie**, le HCR a été en mesure de perfectionner les politiques et les procédures de traitement des enregistrements de manière à faciliter un enregistrement plus efficace et plus rapide des nouveaux demandeurs d'asile. L'amélioration du processus d'enregistrement de la population Rohingya, qui consistait notamment à définir le statut de réfugié et à délivrer des documents au moment de l'enregistrement, a permis d'améliorer la protection et de simplifier davantage la hiérarchisation des personnes ayant des besoins spécifiques. En réponse au grand nombre de Rohingyas présents dans les centres de détention, le HCR a procédé à l'enregistrement individuel de plus de 2 000 personnes dans 11 centres de détention, ce qui a facilité leur libération anticipée des centres.
- Au **Rwanda**, fin 2016, 99 pour cent des réfugiés en milieu urbain avaient été enregistrés individuellement et leurs données biométriques recueillies. L'enregistrement individuel a permis de garantir la disponibilité des informations requises pour justifier des interventions spécifiques de protection.
- En **République-Unie de Tanzanie**, depuis le début de la situation d'urgence au Burundi, un processus d'enregistrement a été mis en œuvre et continue d'être la norme sur l'ensemble des camps (Nyarugusu, Nduta et Mtendeli). Au cours de la période considérée, 204 102 personnes ont été enregistrées à l'aide du logiciel d'enregistrement *proGres* du HCR. La technologie biométrique a été utilisée pour recueillir les empreintes digitales de tous les individus âgés de 6 ans et plus. L'utilisation renforcée de cet outil a permis d'améliorer le profilage et l'analyse des besoins.
- En **Libye**, malgré le contexte opérationnel actuel difficile, le HCR et ses partenaires ont coordonné avec succès le processus d'enregistrement. Il a mené à bien l'enregistrement de quelque 1 900 personnes extrêmement vulnérables identifiées par le biais du suivi de la protection au centre de développement

communautaire (CDC), des lignes d'assistance téléphoniques du HCR et des cas rapportés par des organisations humanitaires.

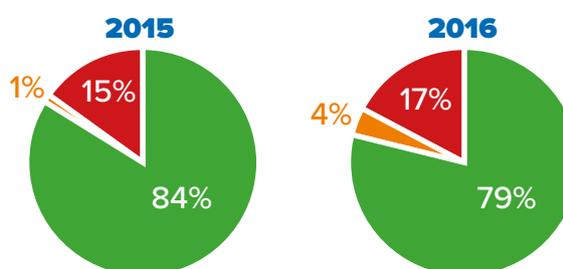
RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

La capacité des gouvernements d'accueil, qui peut être limitée par la nécessité de mise à niveau des outils et des systèmes, représente un défi majeur pour assurer un enregistrement de qualité. À la date de décembre 2016, le nombre de Syriens enregistrés par le HCR au Liban s'élevait à environ 1 011 000 personnes. La suspension de l'enregistrement des réfugiés syriens au Liban s'est poursuivie tout au long de 2016, cependant le HCR a maintenu ses activités de vérification afin d'assurer la mise à jour et la bonne qualité des informations requises pour les programmes d'assistance ciblée. En Ouganda, la situation d'urgence au Sud-Soudan a entraîné des pressions croissantes sur les services d'enregistrement. Pour y remédier, le HCR a apporté un appui continu au gouvernement, notamment avec la mise à jour du système d'enregistrement biométrique et l'amélioration du partage des données au niveau central avec le Bureau du Premier ministre. Un accès plus aisé aux données individuelles des réfugiés facilitera également les activités de protection et l'identification des bénéficiaires de l'aide.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le logiciel mis à jour d'enregistrement et de gestion de cas du HCR, *proGres in Partnership*, a été déployé dans 11 opérations sur le terrain en 2016, au Belize, en Grèce, au Sri Lanka, dans la Fédération de Russie, en Serbie, au Swaziland, en Thaïlande, en Ukraine, aux États-Unis d'Amérique, en Australie et en Trinité-et-Tobago.
- L'Outil global de distribution (GDT) a été mis à l'essai dans le camp de Kakuma au Kenya, en introduisant un élément de vérification de l'identité biométrique automatisée dans le cadre de la distribution de denrées alimentaires, améliorant ainsi l'efficacité et l'intégrité des distributions de l'aide.

ENREGISTREMENT



LÉGENDE*

- Satisfaisant**
Plus de 90 % des personnes relevant de la compétence du HCR sont enregistrées sur une base individuelle
- Amélioration nécessaire**
Entre 80 % et 90 %
- Insatisfaisant**
Moins de 80 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE VIOLENCE SEXUELLE ET DE GENRE

Fournir une aide - et chercher à l'améliorer - aux victimes connues ayant survécu aux violences sexuelles et de genre dans 91 opérations concernant des réfugiés, dans 10 situations où le HCR intervient auprès des PDI et dans 3 situations de personnes de retour dans leur pays

AMÉLIORATIONS DANS 33 SITUATIONS ET MAINTIEN DANS 51 SITUATIONS



RÉSULTATS ET ACTIONS

Les opérations du HCR ont signalé une amélioration de l'aide apportée aux victimes connues ayant survécu à la violence sexuelle et de genre (SGBV) dans 25 situations de réfugiés, sept situations de PDI et une situation de personnes de retour dans leur pays, ainsi qu'un maintien des niveaux d'aide dans 52 situations de réfugiés. Ces améliorations comprenaient un meilleur accès des victimes aux services médicaux, psychosociaux et juridiques. L'accès à l'aide juridique a été renforcé par le biais d'une coordination avec les partenaires d'aide juridique et les autorités gouvernementales, tandis que l'amélioration de la gestion et de l'analyse des données sur la violence sexuelle et de genre a contribué à de meilleurs programmes de prestation de services. Le HCR a consolidé la mise en œuvre de la stratégie et des lignes directrices sur la lutte contre la violence sexuelle et de genre, en renforçant de manière continue les capacités du personnel, des partenaires, du gouvernement et des personnes prises en charge ainsi qu'en appuyant la mise en œuvre des projets. Les opérations multiplient leurs efforts pour s'assurer que les services sont inclusifs et adaptés aux personnes à risque. Le HCR a également identifié des moyens d'assurer la protection contre la violence sexuelle et de genre et d'y répondre lorsqu'elle se produit par le biais d'une aide monétaire aux victimes et à leur famille. L'aide monétaire est généralement utilisée par les personnes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre pour accéder aux installations médicales, aux abris sécurisés ou au transport.

Chercher à améliorer la participation communautaire à la prévention des violences sexuelles et de genre et à la protection des victimes y ayant survécu dans 58 situations de réfugiés, 8 situations où le HCR intervient auprès des PDI et 4 situations de personnes de retour dans leur pays

AMÉLIORATIONS DANS 43 SITUATIONS



RÉSULTATS ET ACTIONS

La participation communautaire à la prévention de la violence sexuelle et de genre et à la protection axée sur les survivants s'est améliorée dans 35 situations de réfugiés, 6 situations de PDI et 2 situations de personnes de retour dans leur pays, et a été maintenue dans 13 opérations de réfugiés. Le HCR et ses partenaires ont renforcé la sensibilisation des communautés et ont entrepris des initiatives de plaidoyer, de formation et d'éducation afin de sensibiliser à la violence sexuelle et de genre, y compris sur l'impact des pratiques nuisibles. Cette sensibilisation a permis d'établir un dialogue continu avec les communautés, en favorisant la participation des hommes et des femmes à divers programmes, y compris la mobilisation de structures communautaires pour mener des initiatives de prévention et de réponse. Des partenariats avec les communautés ont permis de mettre en œuvre des activités encourageant le changement de comportement, entraînant ainsi une réactivité et une appropriation accrues des programmes. Plusieurs opérations ont identifié une amélioration des signalements par les victimes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre grâce aux efforts de la communauté.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Cameroun**, le HCR a renforcé l'identification précoce des victimes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre et leur orientation en temps opportun vers des services gérés par le gouvernement, par l'intermédiaire de 13 comités communautaires établis dans des quartiers abritant de fortes concentrations de réfugiés urbains.
- Au **Rwanda**, par l'entremise des Centres à guichet unique du gouvernement, des personnes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre, issues de Kigeme, Mugombwa, Gihembe et Nyabiheke, ont pu accéder à un ensemble complet de services de réponse, y compris de santé, de soutien psychologique, de conseils juridiques et de représentation.
- Au **Nigéria**, le HCR a collaboré avec l'Association du barreau nigérian pour former une cinquantaine de fonctionnaires du système judiciaire sur la prévention de la violence sexuelle et sexiste et les réponses face à celle-ci. De plus, le ministère de la Condition de la femme, des partenaires et des PDI ont été

- mobilisés par le biais de plusieurs formations sur la protection et l'intégration de la dimension de genre et sur la prévention de la violence sexuelle et de genre, y compris la protection contre l'exploitation et les sévices sexuels (PSEA).
- En **République-Unie de Tanzanie**, le personnel médical s'est efforcé d'améliorer les méthodes de dépistage visant à repérer aux points d'entrée frontaliers les personnes nécessitant une aide en matière de santé et de protection. Cette démarche a permis d'identifier à temps des personnes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre et de les orienter au plus vite vers des services de santé et d'aide psychosociale. Le programme Engaging Men in Accountable Practices, conçu pour renforcer la mobilisation communautaire, comptait 213 femmes et 248 hommes diplômés.
- En **Irak**, le HCR et ses partenaires ont régulièrement mené des séances d'information et de sensibilisation à la violence sexuelle et de genre, permettant ainsi de sensibiliser 83 064 femmes, hommes, garçons et filles. Environ 9 800 femmes,

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE VIOLENCE SEXUELLE ET DE GENRE (cont.)

hommes, garçons et filles, y compris des personnes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre, ont reçu un soutien psychosocial et juridique.

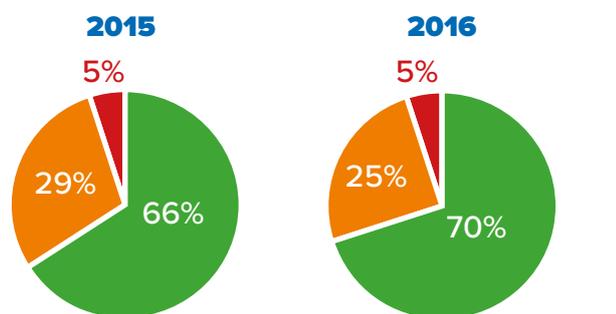
RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Des systèmes d'intervention et de réorientation faibles et surchargés continuent de poser un défi majeur à l'amélioration de la prévention de la violence sexuelle et de genre et de la réponse qui s'en suit. Les personnes en déplacement courent un risque particulièrement élevé d'être victimes de violence sexuelle et de genre. Cependant, l'identification au sein de cette population des personnes ayant survécu à ce type de violence et la mise en œuvre de réponses restent toujours difficiles. Le HCR a continué de fournir des services de réponse innovants face à la violence sexuelle et de genre, particulièrement adaptés aux personnes en déplacement, notamment par le biais des Blue Dots (Points bleus) en Grèce et le long de la route des Balkans. Les réfugiés en milieu urbain sont confrontés à des risques considérables de violence sexuelle et de genre dans des contextes où la sécurité est faible et où les prestataires de services locaux sont mis à rude épreuve. Le manque de solutions alternatives durables en matière de combustible pour la cuisine fait également courir des risques aux femmes et aux filles lors de la collecte de bois de chauffage. Dans le camp de Nyarugusu de la République-Unie de Tanzanie, un projet pilote mené par la Community Environmental Management and Development Organization (CEMDO) a fourni des poêles utilisant du gaz de pétrole liquéfié à 3 000 ménages. En fin de compte, la participation des hommes et des garçons à la prévention de la violence sexuelle et de genre et aux processus de réponse pour y faire face reste limitée. Une telle situation contribue à une stigmatisation des personnes ayant survécu à la violence sexuelle et de genre et à une impunité des auteurs très marquée, ce qui nuit aux signalements faits aussi bien par des victimes masculines que féminines. Le HCR continuera de promouvoir l'intégration efficace de mesures visant à atténuer et à prévenir la violence sexuelle et de genre dans tous les secteurs, notamment par le biais d'une collaboration avec les institutions nationales.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Dans les situations d'urgence, le HCR a amélioré la prévention de la violence sexuelle et de genre et la réponse qui s'en suit, en déployant dans 10 pays un personnel de protection expert dans ce domaine pour une période totale de 53 mois dans le cadre de l'initiative Safe from the Start du Département d'État des États-Unis³. Une évaluation a révélé que les opérations du HCR bénéficiant d'un soutien technique ont réalisé des progrès significatifs dans l'atténuation du risque de violence sexuelle et de genre et dans l'amélioration de l'accès à des services essentiels et de leur qualité.
- Dans le cadre de l'initiative Safe from the Start, 13 pays supplémentaires ont mis en œuvre des projets multisectoriels et communautaires pour la prévention de la violence sexuelle et de genre. Dans chaque pays, les projets ont été conçus de manière à prévenir les risques spécifiques de ce type de violence qui touchent la communauté dans des secteurs précis, y compris l'énergie alternative, les moyens de subsistance et les technologies de l'information et de la communication.
- En février 2016, le HCR a convoqué son premier groupe consultatif de haut niveau sur le genre, le déplacement forcé et la protection sous la direction du Haut-Commissaire adjoint pour la protection. Ce groupe de visionnaires, d'agents de changement et de leaders de la société civile appuie le HCR dans l'élaboration de moyens innovants visant à atténuer les risques liés à la protection, de renforcer les capacités et d'améliorer la protection contre la violence sexuelle et de genre.
- Dans le cadre de la promotion par le HCR de la redevabilité systémique en matière de prévention de la violence sexuelle et de genre et de la réponse qui s'en suit dans les situations d'urgence, le HCR et divers partenaires humanitaires sont membres du Partenariat pour la redevabilité en temps réel (Real Time Accountability Partnership (RTAP)). En 2016, le RTAP a élaboré un cadre d'évaluation des progrès réalisés dans les interventions de lutte contre la violence sexuelle et de genre, et des évaluations de référence ont été menées au Myanmar, en Irak, au Nigéria, au Sud-Soudan et au niveau de la plaque tournante de Gaziantep en Turquie.

SOUTIEN AUX SURVIVANTS DE LA VIOLENCE SEXUELLE ET DE GENRE

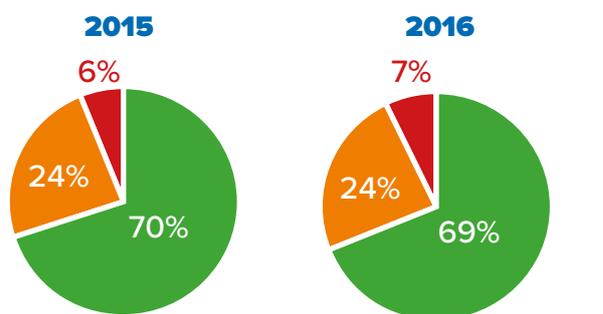


LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Soutien total fourni aux personnes connues ayant survécu à la violence sexuelle et de genre
- **Amélioration nécessaire**
Soutien partiel fourni aux personnes connues ayant survécu à la violence sexuelle et de genre
- **Insatisfaisant**
Soutien très limité fourni aux personnes connues ayant survécu à la violence sexuelle et de genre

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE À LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE SEXUELLE ET DE GENRE



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Forte participation de la communauté à la prévention de la violence sexuelle et de genre et à la protection axée sur les survivants
- **Amélioration nécessaire**
Participation partielle de la communauté à la prévention de la violence sexuelle et de genre et à la protection axée sur les survivants
- **Insatisfaisant**
Participation très limitée de la communauté à la prévention de la violence sexuelle et de genre et à la protection axée sur les survivants

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE INTÉRÊTS SUPÉRIEURS

Maintenir ou augmenter le pourcentage d'enfants réfugiés non accompagnés ou séparés pour lesquels un processus de détermination de l'intérêt supérieur (DIS) a été achevé ou entamé dans 74 situations de réfugiés

AUGMENTÉ DANS 35 SITUATIONS, MAINTENU DANS 17 SITUATIONS

35

17

TOTAL DE 74 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

La proportion d'enfants réfugiés non accompagnés ou séparés pour lesquels un processus de détermination de l'intérêt supérieur a été initié ou mené à bien a augmenté dans 35 situations de réfugiés et a été maintenue dans 17 situations. Le HCR a renforcé les équipes de protection de l'enfance chargées des « évaluations de l'intérêt supérieur » (EIS) et des « déterminations de l'intérêt supérieur » (DIS) par une formation et un déploiement de personnel dédié à la protection de l'enfance ayant pour mission de renforcer les procédures d'intérêt supérieur. Les opérations du HCR ont également consolidé les structures communautaires de protection de l'enfance, afin d'accroître l'identification des enfants à risque, y compris des enfants non accompagnés ou séparés, en travaillant notamment avec des bénévoles en contact avec les réfugiés et des travailleurs para-sociaux. Le HCR a en outre renforcé la capacité d'identification et de réorientation des comités de protection de l'enfance, ainsi que celle des clubs pour enfants et du personnel travaillant dans des espaces sûrs et des centres d'accueil, y compris dans le cadre d'activités périscolaires. Le HCR a plaidé auprès des institutions gouvernementales pour renforcer les procédures d'intérêt supérieur, ainsi que l'identification et l'enregistrement des enfants à risque. L'élaboration et l'amélioration des procédures opérationnelles standards (POS) du HCR ont joué un rôle important dans l'amélioration de la protection des enfants.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Mexique**, le HCR a travaillé avec le gouvernement et l'UNICEF afin de renforcer les procédures d'intérêt supérieur et d'augmenter le nombre d'enfants non accompagnés ou séparés ayant accès à la procédure d'asile. Le HCR a concentré ses efforts sur les activités de renforcement des capacités et sur la fourniture d'une assistance technique aux autorités fédérales et locales de protection de l'enfance dans les États qui accueillent les plus grands nombres d'enfants et d'adolescents sollicitant une protection. Le HCR a appuyé le déploiement d'un expert en DIS et d'un conseiller en représentation juridique, et a également organisé, en conjonction avec l'UNICEF, un atelier sur la protection internationale et les normes et procédures visant à promouvoir l'intérêt supérieur des enfants pour les membres du personnel postés dans les États clés.
- Au **Liban**, le HCR et le Comité international de secours (IRC) ont renforcé la capacité des superviseurs de la gestion des cas et des chargés de cas dans le cadre du Programme d'encadrement sur la protection de l'enfance. Ce programme vise à renforcer les compétences et les capacités en vue d'améliorer les procédures d'intérêt supérieur ainsi que la qualité des services fournis aux enfants réfugiés et à leurs familles. Le HCR a également dispensé une formation aux bénévoles en contact avec les réfugiés qui travaillent avec les enfants non accompagnés ou séparés et d'autres enfants à risque.

- En **Éthiopie**, à Shire, dans le cadre de l'initiative régionale « Live, Learn and Play Safe (2014-2016) », le bureau du HCR a continué de renforcer les procédures d'intérêt supérieur, en intégrant le processus d'enregistrement des réfugiés à un entretien EIS, tout en saisissant l'ensemble des données recueillies dans *ProGres*, la base de données d'enregistrement du HCR. Le HCR a aussi pu augmenter de 10 pour cent le nombre d'enfants pris en charge dans des familles d'accueil ou par des parents proches grâce à l'introduction d'un programme d'aide monétaire ciblant les parents proches et les familles d'accueil prenant en charge les enfants. Ce programme a été conçu par les groupes communautaires et par les enfants non accompagnés ou séparés eux-mêmes.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Une combinaison de facteurs a entravé la réalisation d'évaluations de l'intérêt supérieur ou de déterminations de l'intérêt supérieur en temps opportun pour les enfants réfugiés à risque, entraînant dans un certain nombre d'opérations une détérioration de l'accès aux procédures d'intérêt supérieur pour les enfants non accompagnés ou séparés. Ces problèmes comprenaient notamment une augmentation soudaine du nombre d'enfants non accompagnés ou séparés dans certaines opérations, des difficultés d'accès aux enfants en détention, la capacité limitée des partenaires à mener des procédures d'intérêt supérieur, ainsi que des systèmes nationaux déficients qui ne favorisaient pas les considérations d'intérêt supérieur. La disponibilité limitée de solutions durables et de services spécialisés ainsi que les difficultés liées à la mise en œuvre d'autres options de qualité de prise en charge des enfants non accompagnés ou séparés au niveau de la communauté se sont avérées particulièrement problématiques, notamment pour les adolescents, et surtout les garçons. Un certain nombre



Serbie. Des réfugiés bloqués en transit. Hazrat Ali, réfugié afghan âgé de 16 ans, essaie de rester au chaud par un temps glacial à Belgrade. HCR/Daniel Etter

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE INTÉRÊTS SUPÉRIEURS (cont.)

d'opérations ont souligné la nécessité critique d'apporter un soutien supplémentaire aux familles d'accueil afin de renforcer une prise en charge familiale de qualité de ces enfants. De plus, les mouvements secondaires des enfants réfugiés non accompagnés ou séparés ont constitué un défi à la réalisation des procédures d'intérêt supérieur.

INITIATIVES GLOBALES

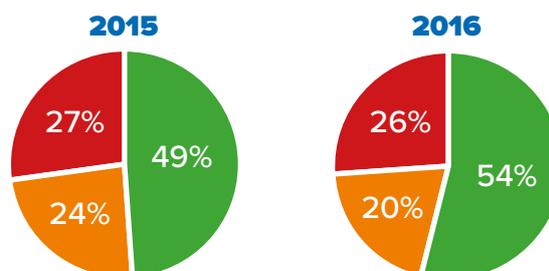
Le HCR a contribué de manière importante au Manuel de terrain et au «Toolkit» sur les enfants non accompagnés ou séparés publiés par le Groupe de travail interorganisations sur les enfants non accompagnés ou séparés. Ce manuel et ce «Toolkit» fournissent des conseils opérationnels à jour et détaillés pour tous les acteurs concernés par le bien-être et la protection de ces enfants. Des efforts particuliers ont été réalisés pour s'assurer que le Manuel et le « Toolkit » reflètent la situation spécifique des enfants réfugiés.

Des spécialistes de la protection de l'enfance ont été déployés dans 23 opérations, afin d'apporter un soutien technique et d'aider à l'élaboration de procédures plus efficaces et à la formation du personnel. Outre le renforcement de la gestion des cas de protection de l'enfance et des procédures d'intérêt supérieur, ces spécialistes ont également formé le personnel du HCR et de ses partenaires, des fonctionnaires et des bénévoles travaillant avec les réfugiés, sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfance.

Dans le cadre des efforts institutionnels du HCR pour renforcer les procédures d'intérêt supérieur, les formations et les ateliers régionaux proposés comprenaient une composante importante

sur le renforcement des capacités en matière d'intérêt supérieur. La formation conjointe du HCR et Save the Children sur la protection et l'éducation des enfants dans les contextes de réfugiés, organisée pour le personnel du HCR et des partenaires en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, ainsi que l'atelier régional sur la protection de l'enfance organisé par le HCR et ses partenaires dans la région Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) en faisaient notamment partie.

INTÉRÊTS SUPÉRIEURS



LÉGENDE*

- Satisfaisant**
Plus de 70 % des enfants non accompagnés ou séparés pour lesquels un processus d'intérêt supérieur a été entamé ou achevé
- Amélioration nécessaire**
Entre 30 % et 70 %
- Insatisfaisant**
Inférieur à 30 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs



Autriche. Une famille de réfugiés réunie avec des neveux orphelins. Réfugiés syriens, Ahmad Mansour, âgé de 36 ans, et sa femme Sara ont trouvé refuge dans un village autrichien, élevant non seulement leurs propres fils, Feras, Nabil et Sohaib, mais aussi deux neveux, Abdallah et Mostafa.
HCR/ Gordon Welters

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

ACCÈS AUX SERVICES NATIONAUX POUR L'ENFANT

Chercher à accroître l'accès non discriminatoire aux services sociaux et de protection de l'enfant nationaux dans 37 situations de réfugiés, 4 situations où le HCR intervient auprès des PDI et 3 situations de personnes de retour dans leur pays

AUGMENTÉ DANS 17 SITUATIONS

17

TOTAL DE 44 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Au total, 36 situations de réfugiés ont maintenu ou amélioré l'accès non discriminatoire aux systèmes nationaux de protection de l'enfance et aux services sociaux. Des améliorations à l'accès non discriminatoire aux systèmes nationaux de protection de l'enfance et aux services sociaux ont été signalées dans 50 pour cent des situations, 40 pour cent des situations ayant maintenu leurs niveaux. Les systèmes nationaux de protection de l'enfance continuent d'être la manière la plus efficace et durable de veiller à prévenir les risques de protection multiples auxquels les enfants sont confrontés, y compris dans les situations d'urgence, ou bien à y remédier. Le HCR a continué à s'engager, à travailler et à plaider auprès des États pour assurer l'accès non discriminatoire aux systèmes nationaux de protection de l'enfance et aux services sociaux. Le HCR travaille également en étroite collaboration avec les gouvernements, en utilisant des données probantes pour convaincre les États de veiller à ce que des dispositions légales et des politiques inclusives soient en place, et que les entités et les systèmes de l'État soient en mesure d'appuyer l'inclusion des enfants et des jeunes relevant de la compétence du HCR aux côtés des enfants des pays d'accueil.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Costa Rica**, le HCR travaille avec l'Institut national de l'enfance⁴, l'Autorité des migrations, les municipalités, le Bureau du Médiateur, le pouvoir judiciaire, les responsables du maintien de l'ordre public, les éducateurs et les universitaires pour faire progresser les droits des enfants réfugiés. Cet effort consistait à appuyer des moyens concrets pour vérifier la nationalité, remédier aux faibles taux d'enregistrement des naissances et établir des documents attestant de la nationalité.
- Au **Pakistan**, le HCR a continué à établir des relations et à collaborer étroitement avec les parties prenantes, y compris la Commission gouvernementale pour l'aide sociale et la protection de l'enfance⁵, l'UNICEF, l'OIT, le CICR, ainsi que des organisations non gouvernementales nationales travaillant dans le secteur de la protection de l'enfance pour établir et maintenir des mécanismes d'orientation pour les services essentiels.
- En **Irak**, le HCR a travaillé avec les autorités à Duhok pour réhabiliter l'infrastructure de quatre espaces adaptés aux enfants gérés par le gouvernement. Cela a permis aux enfants réfugiés et aux enfants irakiens de passer du temps ensemble et d'avoir accès à des services de loisirs et de soutien psychosocial. Des efforts ont été investis pour assurer la distribution de kits de jeu et de fournitures scolaires aux enfants ayant des besoins spéciaux.

- Au **Mexique**, le HCR a promu des solutions alternatives à la détention des enfants, conformément à la « Stratégie mondiale du HCR - Au-delà de la détention »⁶. Le HCR a orienté les cas vulnérables vers les autorités de protection de l'enfance en leur demandant d'intervenir pour empêcher la détention et faciliter le regroupement familial avec des proches au Mexique. Il a également fait la promotion d'autres modalités de prise en charge avec les autorités locales⁷ et appuyé la création d'un abri ouvert pour les enfants non accompagnés demandeurs d'asile dans l'État de Tabasco.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Dans de nombreux cas, même là où une législation nationale inclusive favorise l'accès aux systèmes nationaux de protection de l'enfance et aux services sociaux pour les enfants déplacés de force, les contraintes de ressources et d'information rendent difficile l'accès à la pleine protection prévue par la loi aux enfants relevant de la compétence du HCR. Au Brésil, par exemple, bien que l'éducation publique gratuite soit officiellement disponible pour les enfants réfugiés et demandeurs d'asile, certaines écoles sont encore réticentes à les accepter. Pour y remédier, le HCR a appuyé l'organisation partenaire I Know My Right ou IKMR⁸ dans le lancement de la plateforme en ligne « Citizens of the World ». Cette plateforme met en rapport des écoles publiques et privées avec des enfants réfugiés scolarisés, permettant ainsi un échange d'idées sur les bonnes pratiques d'inscription des enfants relevant de la compétence du HCR.

La capacité reste également un problème. Le manque de personnel spécialisé et de programmes structurés a des répercussions négatives tant sur les enfants réfugiés que sur les enfants des communautés d'accueil. Dans certaines situations, le conflit permanent limite l'accès des enfants réfugiés aux services. Dans de nombreux cas, la capacité des communautés locales à offrir une meilleure protection de l'enfant, en commençant par l'identification et l'orientation vers les services disponibles, est également limitée. Dans certains endroits, où les enfants traversent les frontières à la recherche d'une protection internationale, le manque de solutions alternatives communautaires à la détention demeure un défi majeur, les enfants étant détenus en vue de déterminer leur statut juridique.

4 See <http://www.pani.go.cr/>

5 See <http://kpcpwc.gov.pk/>

6 HCR, « Au-delà de la détention : une Stratégie mondiale visant à soutenir les gouvernements pour mettre fin à la détention des demandeurs d'asile et des réfugiés », 2014. Disponible à <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=5448f9114>

7 Cf. <https://www.gob.mx/comar>

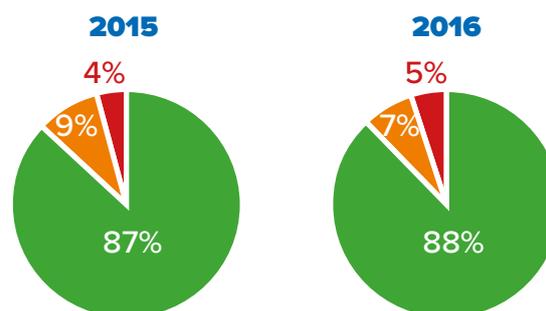
8 Cf. <http://www.ikmr.org.br>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE ACCÈS AUX SERVICES NATIONAUX POUR L'ENFANT (cont.)

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le Dialogue du Haut-Commissaire de 2016, organisé autour du thème « Enfants en déplacement »⁹, a réuni plus de 650 experts de la protection de l'enfance, y compris des États, des organisations intergouvernementales, des partenaires de la société civile, humanitaires et universitaires, ainsi que 12 représentants des jeunes. Les principales recommandations tirées des discussions portaient sur l'accès aux systèmes nationaux de protection de l'enfance.
- Le HCR et la Ligue des États arabes (LEA) ont entrepris une série d'initiatives conjointes pour renforcer le dialogue et la coopération sur les principales priorités en matière de protection de l'enfance dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. En octobre 2016, la LEA et le HCR ont conjointement organisé une réunion régionale sur l'appartenance et le statut juridique. Des experts des États membres de la LEA ont examiné les besoins régionaux, les défis et les bonnes pratiques émergentes, afin de s'assurer que tous les enfants de la région sont enregistrés à la naissance. Un certain nombre de recommandations ont été élaborées pour parvenir à l'enregistrement universel des naissances, améliorer la capacité des systèmes d'enregistrement de l'état civil et des systèmes statistiques de l'état civil et aligner davantage les cadres juridiques nationaux sur les normes internationales.

ACCÈS AUX SERVICES NATIONAUX POUR L'ENFANT



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Accès général aux services nationaux disponibles pour les enfants déplacés
- **Amélioration nécessaire**
Accès à une sélection de services nationaux disponibles pour les enfants déplacés
- **Insatisfaisant**
Accès très limité aux services nationaux disponibles pour les enfants déplacés

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs



Cameroun. Le chef du HCR rend visite à des réfugiés nigériens fuyant Boko Haram. Un groupe d'écolières répète la cérémonie d'accueil du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, au camp de réfugiés de Minawao, dans le nord du Cameroun. HCR/Alexis Huguet

9 Cf. <http://www.unhcr.org/fr/dialogue-du-haut-commissaire-sur-les-defis-de-protection-2016.html>.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE MALNUTRITION AIGUË GLOBALE

Maintenir les normes du HCR ou réduire le niveau de la malnutrition aiguë globale (MAG) dans 36 situations où les réfugiés vivent dans des camps ou des zones d'installation

NORMES ATTEINTES DANS 62 CAMPS OU ZONES D'INSTALLATION

62

108 CAMPS OU ZONES D'INSTALLATION ÉTUDIÉS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Les progrès réalisés par rapport à cette priorité ne peuvent être mesurés que dans les situations où des enquêtes nutritionnelles ont été réalisées. Le HCR et ses partenaires ont mené des enquêtes nutritionnelles sur 108 sites dans 15 pays. Sur les sites étudiés, 20 étaient en situation d'urgence, 30 en situation d'après-urgence et 58 dans des situations prolongées. La norme HCR d'une MAG de <10 pour cent a été atteinte sur 62 sites, alors que 23 sites se trouvaient au-dessus du seuil d'urgence de ≥15 pour cent. Bien que le HCR ait fait état d'améliorations significatives dans plusieurs opérations, la situation sur 23 sites reste préoccupante notamment au Tchad, en Éthiopie, au Niger et au Soudan. Le HCR a élaboré un système complet de suivi pour permettre une analyse mensuelle des effets des réductions dramatiques de l'aide alimentaire qui ont touché de nombreuses populations réfugiées en 2016 et qui demeurent un problème majeur. La Stratégie globale pour la santé publique¹⁰ a aidé à adopter une réponse adaptée à ces situations.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Ouganda**, des réductions significatives de l'anémie (28,5 pour cent) et du retard de croissance (42 pour cent) ont été réalisées dans le camp de Nakivale depuis 2014, ces deux indicateurs se rapprochant à présent des niveaux acceptables. Le niveau de malnutrition aiguë globale est resté stable et largement dans les normes acceptables. Ces résultats montrent que, dans des situations de réfugiés prolongées, un effort soutenu pour améliorer la situation nutritionnelle des enfants réfugiés peut donner des résultats significatifs dans un laps de temps relativement court.
- Au **Tchad**, le HCR fournit du Nutributter® depuis 2013 sur plusieurs sites dans les camps situés à l'est du pays qui accueillent des réfugiés du Darfour, au Soudan, où des niveaux élevés d'anémie (> 40 pour cent) ont été enregistrés. Bien que les réfugiés sur ces sites aient également été confrontés à des réductions importantes de leur aide alimentaire, grâce à cette intervention, les niveaux d'anémie, de retard de croissance et de MAG restent stables sur la grande majorité des sites. Le HCR évalue actuellement cette opération afin de guider la programmation et la stratégie nutritionnelle au Tchad. Les résultats de l'évaluation permettront d'élaborer la feuille de route sur la nutrition et la sécurité alimentaire du HCR (2018-2022), ainsi que des activités de plaidoyer et de communication continues sur l'utilisation de produits nutritifs spécialisés visant à maintenir ou améliorer les résultats nutritionnels dans les situations de réfugiés.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

L'intégration de programmes sensibles à la nutrition et une bonne coordination entre de nombreux secteurs transversaux, y compris la garantie d'un apport alimentaire adéquat, l'accès à la nourriture, des services de santé et des soins adaptés aux mères et aux enfants, un logement et un accès à l'eau, l'assainissement et les pratiques d'hygiène adéquates, des emplois de qualité, un revenu et une éducation, demeurent un obstacle de taille à la réalisation des objectifs nutritionnels. De plus, on s'intéresse peu aux effets de la malnutrition à long terme, les programmes accordant souvent la priorité à la malnutrition aiguë et aux activités de sauvetage immédiat. Par conséquent, moins de ressources sont mobilisées pour les produits nutritionnels spécialisés, les activités communautaires visant à lutter contre l'anémie et le retard de croissance et pour le travail sur la prévention de la malnutrition. Dans certains cas, ce manque peut entraîner un revirement des améliorations de l'état nutritionnel des enfants réfugiés. Par exemple, en Algérie, les niveaux d'anémie avaient considérablement diminué en 2013, lorsque le HCR avait commencé à fournir du Nutributter®. Cependant, le programme a été arrêté en 2015 pour des raisons de financement, et les résultats d'une enquête récente indiquent à présent une augmentation progressive des niveaux d'anémie.

Les réfugiés ont souvent un accès limité, voire inexistant, à la terre, ainsi que des droits économiques restreints. L'accès à la terre permet aux réfugiés de répondre à certains des besoins alimentaires de leur ménage, contribuant ainsi à l'amélioration de la sécurité et de la diversité alimentaires. Une telle approche peut contribuer à améliorer les résultats nutritionnels et à réduire la dépendance de l'aide alimentaire. Les réfugiés sont souvent exclus des systèmes nationaux de sécurité sociale et n'ont pas facilement accès aux services nationaux de santé et de nutrition. Ainsi, les populations réfugiées sont entièrement tributaires de l'aide alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM). De nombreuses opérations du HCR ont subi des réductions de l'aide alimentaire au cours des dernières années. Du fait du nombre croissant de réfugiés à travers le monde, les besoins opérationnels augmentent à un rythme plus rapide que le financement des donateurs. En raison de la baisse du financement de l'aide alimentaire, la sécurité alimentaire et les situations nutritionnelles sont de plus en plus précaires. Environ 2,29 millions de réfugiés dans neuf pays¹¹ ont vu leur aide alimentaire diminuer au quatrième trimestre de 2016. En Ouganda, les réductions de l'aide alimentaire liées à des raisons de financement allaient de 5 à 75 pour cent. Le HCR, en collaboration avec le PAM, participe à un plaidoyer commun au niveau tant national que mondial en faveur de la mobilisation de ressources supplémentaires pour l'aide alimentaire aux réfugiés et aux autres personnes déplacées. En outre, des approches adaptées au contexte visant à cibler les personnes qui ont le plus besoin de l'aide alimentaire sont en cours d'élaboration.

10 <http://www.unhcr.org/fr/protection/health/53ba648c9/strategie-globale-sante-publique.html>

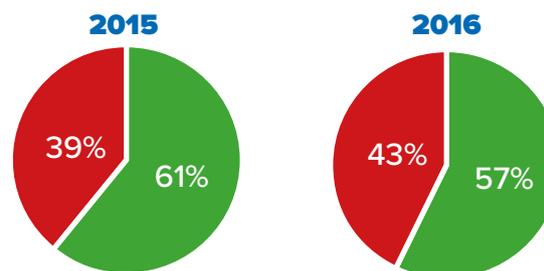
11 Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Éthiopie, Kenya, Mauritanie, Soudan, Syrie et Ouganda.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE MALNUTRITION AIGUË GLOBALE (cont.)

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le HCR a lancé un outil de suivi bi-annuel en ligne pour recueillir des données et identifier les opérations confrontées à des interruptions ou à des réductions critiques de l'approvisionnement en nourriture. Outre un suivi régulier de l'aide alimentaire dans les situations de réfugiés, le HCR effectue des examens approfondis au Tchad et en Éthiopie pour tenter d'identifier l'impact multisectoriel des réductions de l'aide alimentaire, dans le but de guider les interventions programmatiques. Le HCR travaille en collaboration avec le PAM sur la finalisation de principes communs et d'une orientation visant à cibler l'aide alimentaire dans les situations de réfugiés, afin de veiller à ce que les approches ciblées soient fondées sur des données probantes et à ce que la protection soit ciblée et documentée à des fins d'apprentissage.
- En s'appuyant sur le travail constant du cadre en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), le HCR s'efforce de renforcer les programmes multisectoriels afin d'améliorer les résultats nutritionnels. Une feuille de route sur la nutrition sera préparée en 2017 en vue d'améliorer les niveaux d'anémie, de retard de croissance et de malnutrition aiguë.

MALNUTRITION AIGUË GLOBALE (MAG)



LÉGENDE*

- Satisfaisant**
≤10 % d'enfants souffrant de malnutrition aiguë (âgés de 6 à 59 mois)
- Insatisfaisant**
>10 % d'enfants souffrant de malnutrition aiguë (âgés de 6 à 59 mois)

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

Ouganda. Le camp de réfugiés sud soudanais d'Imvepi a ouvert en février 2017. À leur arrivée au centre d'accueil d'Imvepi, les réfugiés font l'objet d'un examen médical lors duquel tous les enfants de moins de 15 ans sont vaccinés contre la rougeole et tous les enfants de moins de 5 ans reçoivent le vaccin oral contre la polio. HCR/Jordi Matas



PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

TAUX DE MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS

Maintenir les normes du HCR ou réduire le niveau de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans dans 44 situations où les réfugiés vivent dans les camps ou les zones d'installation

NORMES ATTEINTES DANS 140 CAMPS OU ZONES D'INSTALLATION

140

142 SITES AYANT
FAIT L'OBJET D'UN
SUIVI

RÉSULTATS ET ACTIONS

Les données recueillies via TWINE¹², le système d'informations sanitaires (SIS) du HCR, ont montré que les normes relatives aux taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (U5MR) ont été satisfaites dans 140 des 142 sites étudiés (98,6 pour cent), soit une amélioration par rapport au résultat de 97,9 pour cent obtenu fin 2015. Tous les sites qui n'avaient pas atteint un niveau satisfaisant par rapport aux normes en 2015 y ont répondu en 2016, démontrant ainsi l'importance des interventions sanitaires menées par le HCR et ses partenaires pour sauver des vies. Les deux sites qui n'ont pas atteint un niveau satisfaisant en 2016 étaient situés au Cameroun (Région de l'extrême Nord) et au Yémen (Basateen). La situation sur le camp de Basateen s'est aggravée par rapport à 2015, principalement en raison de l'accès limité aux services du fait des combats intenses et de l'insécurité. À l'échelle mondiale, le taux moyen de mortalité chez les moins de cinq ans s'est maintenu à 0,4 pour 1000 par mois au sein de la population des moins de cinq ans. Les décès néonataux (20 pour cent), le paludisme (17 pour cent), les infections des voies respiratoires inférieures (13 pour cent) et la malnutrition aiguë (9 pour cent) en sont les principales causes.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Dans les 23 pays où le HCR et ses partenaires utilisent le système SIS, 7 319 887 de consultations ont été menées dans des établissements de santé. Sur les consultations menées, 90 pour cent concernaient les maladies transmissibles et 10 pour cent, les maladies non transmissibles.
- Malgré l'afflux soudain de réfugiés en **Ouganda** et en **République-Unie de Tanzanie**, le taux de mortalité chez les moins de cinq ans dans les nouveaux camps s'est maintenu dans les normes relatives aux situations d'urgence. En Ouganda, on craignait une augmentation du taux de mortalité en raison d'une épidémie de choléra frappant les nouveaux arrivants, cependant aucun décès ne s'est produit sur les 162 cas signalés. Ces bons résultats peuvent être attribués à une intervention d'assistance rapide et robuste lors de ces situations d'urgence.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

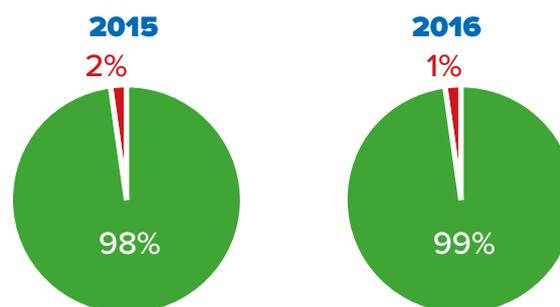
En 2016, l'ampleur des situations d'urgence a continué d'augmenter, avec davantage de problèmes liés à des contextes opérationnels difficiles. Par exemple, les opérations sont souvent éloignées et disposent d'infrastructures sous-développées et sous-desservies, et de fait les épidémies d'infection et autres crises sanitaires risquent de passer inaperçues. Pour relever ce défi, le HCR a élargi son expertise technique et sa présence opérationnelle dans les zones à haut risque. Des collègues de la santé publique de la région près de Diffa, au Niger, qui comprend également des parties du Tchad et de l'extrême nord du Cameroun, travaillent en étroite collaboration avec des prestataires de soins de santé et des partenaires locaux pour renforcer la surveillance et la gestion des cas. Cet effort est particulièrement important dans une région où il existe des cas avérés de polio, de rougeole, de méningite et de choléra. Des défis majeurs demeurent également en matière d'alignement des mécanismes d'enregistrement de la mortalité, les décès se

produisant dans les établissements de santé soutenus par le HCR étant enregistrés dans une base de données différente de celles des établissements de santé communautaires. Le HCR œuvre à améliorer et à rationaliser les processus de signalement et à améliorer la capacité à vérifier et à comparer les enregistrements des décès avant de les incorporer dans le système d'information de santé du HCR.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- La surveillance en temps réel des indicateurs de santé et le suivi des programmes sont essentiels pour assurer des interventions efficaces qui réduisent et préviennent la morbidité et la mortalité. Le HCR perfectionne actuellement son système d'information de santé, en s'appuyant sur l'innovation technologique et des processus de surveillance simplifiés. Cet effort est envisagé comme un moyen d'améliorer la qualité de la surveillance de la mortalité.
- Le HCR continue d'étendre ses capacités de préparation et d'intervention techniques. La Section de la santé publique s'engage toujours à assurer le déploiement rapide de personnel technique et la mise en œuvre efficace d'interventions prioritaires vitales dans les domaines de la santé publique, de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Le déploiement rapide d'une expertise et d'une capacité techniques dès l'apparition d'une situation d'urgence réduit considérablement les risques pour les populations déplacées.

TAUX DE MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS



LÉGENDE*

- Satisfaisant
<1,5 décès parmi les enfants de moins de 5 ans/1000/mois
- Insatisfaisant
>1,5 décès parmi les enfants de moins de 5 ans/1000/mois

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

12 Cf. <http://twine.unhcr.org/app/>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE ABRI

Maintenir ou augmenter le pourcentage des ménages vivant dans un logement décent dans 48 situations de réfugiés, dans 15 situations où le HCR intervient auprès des PDI et dans 7 situations de personnes de retour

AUGMENTÉ DANS 42 SITUATIONS ET MAINTENU DANS 5 SITUATIONS

42

5

TOTAL DE 70 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Les opérations du HCR ont indiqué des pourcentages accrus de ménages vivant dans des logements décents dans 31 situations de réfugiés, 9 situations de PDI et 2 situations de personnes de retour dans leur pays. Le HCR a maintenu le pourcentage de ménages disposant d'un abri décent dans trois situations de réfugiés et deux situations de personnes de retour dans leur pays. Conformément à la Stratégie globale pour les zones d'installation et les abris, des opérations s'appuyant sur de vastes programmes d'abris élaborent et mettent en œuvre des stratégies d'hébergement globales qui favorisent une approche par étapes depuis l'abri d'urgence jusqu'à des solutions de logement plus durables. Tout au long de l'année 2016, le Global Shelter Cluster (GSC Groupe sectoriel mondial des abris), dirigé conjointement par le HCR et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), a appuyé 26 groupes sectoriels nationaux ou mécanismes de type sectoriel, dont 11 sont dirigés par le HCR.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Nigéria**, le nombre de ménages vivant dans des logements décents a augmenté de 48 pour cent. Un meilleur accès aux zones précédemment occupées a permis d'effectuer des évaluations détaillées dans l'État de Borno, révélant des besoins importants en matière de logement. Le HCR, en partenariat avec le Conseil norvégien pour les réfugiés, le ministère de la Reconstruction, de la Réhabilitation et de la Réinstallation (MRRR) et INTERSOS, a aidé plus de 7 000 ménages en leur fournissant des abris et des kits de réparation d'abris. Le HCR a mis l'accent sur des processus participatifs de construction d'abris, par le biais desquels un soutien technique et une formation ont été fournis aux personnes prises en charge par le HCR, afin d'améliorer les abris de fortune existants et d'établir des canaux de drainage sur l'ensemble des zones d'installation pour permettre d'atténuer les risques d'inondation.
- En **Ouganda**, le HCR et les partenaires ont répondu à un afflux important de réfugiés en provenance du Sud-Soudan, avec l'arrivée d'environ 400 000 personnes en 2016. À leur arrivée, les réfugiés ont reçu une parcelle de terrain et un kit d'abri, composé de bâches en plastique, de piquets, d'outils et de corde achetés localement. Des efforts ont également été déployés pour construire des réseaux routiers et faciliter l'accès aux 22 zones d'installation de réfugiés différentes situées dans les districts d'Arua et d'Adjumani, dans le nord du pays.
- Au **Burkina Faso**, le HCR a introduit des bons pour permettre aux réfugiés de se procurer des matériaux de construction et d'améliorer leur logement. Cette approche donne aux bénéficiaires une plus grande liberté de décider de la nature des modifications et des matériaux utilisés. Avant de distribuer ces bons, le HCR a veillé à ce que les fournisseurs locaux soient évalués en fonction de la qualité des matériaux

proposés. Un projet de collecte de données mobiles dans le cadre de l'évaluation des besoins en abris a été mis à l'essai pour améliorer la qualité des données et mieux répondre aux besoins des bénéficiaires.

- En **République centrafricaine**, en dépit des difficultés d'accès à certaines provinces causées par une situation sécuritaire volatile, le HCR et ses partenaires ont fourni un abri d'urgence à 39 000 personnes, tandis que 10 000 personnes supplémentaires ont bénéficié d'un soutien pour la reconstruction et la réhabilitation des habitations détruites. Malgré ces efforts, seuls 47 pour cent des ménages ciblés, éligibles à une assistance en matière d'abri, ont pu être atteints. Les principaux défis opérationnels comprenaient le manque d'accès à des secteurs clés en raison de l'insécurité, du manque de matériaux de construction locaux et, surtout, du manque de financement, seuls 11,5 pour cent des fonds nécessaires étant disponibles.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

L'ampleur de l'investissement financier requis pour fournir des solutions de logement décent aux personnes déplacées demeure le défi principal. Le nombre croissant de personnes déplacées de force dans le monde entier, combiné à des ressources limitées, finit par placer les besoins en abris d'urgence au premier plan plutôt que de privilégier une évolution vers des solutions de logement plus durables. Ainsi l'approche progressive en matière de logement, préconisée par le HCR, est difficile à mettre en œuvre car elle exige un financement axé sur des stratégies claires en matière d'abri qui décrivent la progression de la réponse apportée en termes d'abri pour une opération donnée, sur plusieurs années.

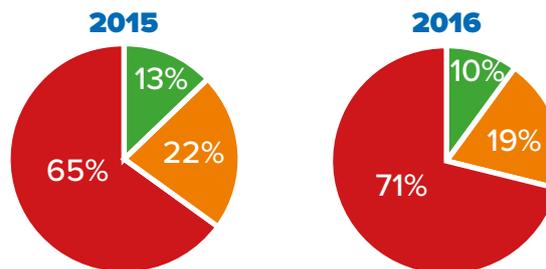
À l'heure actuelle, 84 pour cent des pays prioritaires (c'est-à-dire les pays qui possèdent un budget destiné aux abris supérieur à 1 million de dollars USD) mettent en œuvre une stratégie globale. Cependant, un nombre important de situations restent, à des degrés divers, en dessous des seuils acceptables. Une telle constatation montre bien que les programmes d'abris requièrent un soutien financier et technique supplémentaire. D'autre part, il est également essentiel de considérer ces résultats en contexte et de comprendre que les opérations sont souvent obligées de hiérarchiser les priorités en raison du manque de ressources, ce qui entraîne une progression plus lente vers la réalisation des objectifs. Par exemple, dans le contexte des opérations de réfugiés, alors que 32 situations sur 48 (66 pour cent) sont en dessous des seuils acceptables, on constate une amélioration pour 31 sur 48 (64,6 pour cent) au cours de l'année 2016. Bien que ces résultats indiquent que la proportion de ménages vivant dans des logements décents demeure particulièrement préoccupante, il convient de noter le niveau considérable d'amélioration, en particulier dans les opérations accueillant de nouveaux réfugiés ou dans des situations d'urgence prolongées.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE ABRI (cont.)

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Conformément à la Stratégie globale pour les zones d'installation et les abris¹³, un appui à l'élaboration de stratégies globales en matière d'abri a été fourni à huit opérations, dont la Grèce, le Cameroun et la République arabe syrienne.
- Vingt-neuf experts du HCR en abris et zones d'installation et 43 experts issus d'organisations partenaires (Agence suisse pour le développement et la coopération, la FICR et autres) ont été formés à la planification physique des sites et à la coordination des abris humanitaires en vue d'un déploiement dans des opérations à travers le monde.
- Le HCR a élaboré un document sur les zones d'installation¹⁴ qui fournit aux praticiens des conseils pratiques sur la conception et l'organisation des zones d'installation, la répartition de services, tels que la santé et l'éducation, et l'utilisation des terres. Cette publication décrit certains des principaux enseignements tirés qui serviront aux futures réponses en matière d'abris et de zones d'installation.
- Le HCR a déployé 31 experts en abris et zones d'installation, afin de fournir un soutien technique rapide en matière d'abris dès l'apparition de situations d'urgence, telles que les crises en Ouganda et au Malawi, ainsi que pour assurer une assistance continue dans le cadre de situations prolongées, comme en République centrafricaine, en Iraq et en Afghanistan.
- Suite à un processus de conception consultatif rigoureux impliquant des bénéficiaires et des experts techniques, les spécifications d'une tente familiale autoportante ont été finalisées. La première livraison est attendue au dernier trimestre 2017.

ABRI



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Plus de 95 % des ménages vivant dans des logements décents
- **Amélioration nécessaire**
Entre 80 % et 95 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 80 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs



Irak. Des milliers de personnes fuient la crise humanitaire à Hawija. Des femmes et des enfants irakiens déplacés à l'intérieur de leur pays fuyant la famine et le régime extrémiste à Hawija arrivent au camp de Laylan, près de la ville de Kirkouk. HCR/Ivor Prickett

13 HCR, « Global strategy for settlement and shelter: A UNHCR strategy 2014–2018 », 2014. Disponible à <http://www.unhcr.org/530f13aa9.pdf>

14 <https://cms.emergency.unhcr.org/documents/11982/45535/Settlement+Folio/3c32977b-6c38-4568-a9c9-a438856c40c0>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE EAU

Maintenir ou augmenter le niveau d'approvisionnement en eau dans 46 situations de réfugiés

AUGMENTÉ DANS 18 SITUATIONS ET MAINTENU DANS 24 SITUATIONS

18

24

TOTAL DE 46 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTION

Les opérations du HCR ont signalé un accroissement des niveaux d'approvisionnement en eau dans 18 situations de réfugiés et un maintien des niveaux dans 24 situations. Les données détaillées recueillies via le système de suivi WASH du HCR, TWINE, ont indiqué une légère amélioration par rapport à l'année précédente. En 2016, 94 pour cent des sites ont signalé un approvisionnement quotidien en eau de plus de 15 litres par personne – la norme du HCR pour les situations d'urgence – près de la moitié des sites atteignant un approvisionnement en eau supérieur à 20 litres par personne. L'accès à l'approvisionnement en eau a diminué dans quatre situations, en raison de l'afflux de réfugiés sud soudanais au Soudan, en Éthiopie et en Ouganda. Dans ces pays, l'augmentation rapide du nombre de réfugiés et l'insuffisance de fonds ont empêché le HCR et ses partenaires d'adapter les opérations d'approvisionnement en eau à la forte croissance de la population de réfugiés. Le HCR continue d'appuyer des solutions d'approvisionnement en eau rentables et écologiquement viables, grâce à l'installation de systèmes de pompage solaires. En outre, avec le nombre croissant de réfugiés vivant dans les zones urbaines, et conformément à l'Objectif de développement durable n° 6 des Nations Unies visant à assurer l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement, le HCR œuvre également à une plus grande intégration des services d'approvisionnement en eau pour les réfugiés dans les plans nationaux de développement et les structures de gestion du pays.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Kenya** et dans la **République-Unie de Tanzanie**, le HCR a amélioré l'accès des réfugiés à l'eau potable grâce à des solutions rentables à long terme qui ont minimisé les impacts négatifs sur l'environnement. Fin 2016, les 29 forages des camps de Dadaab au Kenya et de ceux de Nyarugusu et Nduta en République-Unie de Tanzanie étaient tous alimentés par des pompes à eau solaires hybrides, ce qui a permis de réduire les coûts d'exploitation de 50 pour cent en utilisant moins de carburant diesel.
- Au **Rwanda**, le HCR augmente la capacité et la durabilité des systèmes d'approvisionnement en eau en investissant dans des systèmes durables alignés sur les plans nationaux de développement. En novembre 2016, une usine de traitement de l'eau a été inaugurée sur le camp de Mahama. Elle est dotée d'une capacité suffisante pour approvisionner en eau potable et à long terme la population actuelle des camps et les nouveaux arrivants potentiels.
- Au **Kenya** et en **Jordanie**, le HCR investit dans des études à grande échelle pour favoriser le suivi des ressources en eaux souterraines grâce à des mesures automatiques quotidiennes, de manière à garantir que l'extraction d'eau souterraine n'attaque pas la durabilité des aquifères.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Une majorité de réfugiés sont accueillis dans des zones urbaines. Cependant, la plupart des outils élaborés pour la mise en œuvre d'activités d'approvisionnement en eau ont été conçus pour les situations de camps ou d'établissements en milieu rural. Le HCR explore actuellement de nouvelles façons de mobiliser les autorités municipales et les prestataires urbains de services d'approvisionnement en eau, afin de s'assurer que les réfugiés des zones urbaines ont accès à des services d'approvisionnement en eau de base. L'ampleur croissante des situations d'urgence pose également d'autres défis pour ce qui est de répondre aux normes requises en termes d'approvisionnement en eau, en particulier lorsque l'augmentation rapide du nombre de réfugiés exerce une pression sur les systèmes d'approvisionnement en eau existants.

Le HCR travaille à l'expansion rapide de l'approvisionnement d'urgence en eau afin de satisfaire aux normes requises. Cependant, force est de constater que les sources d'eau appropriées dans les zones arides sont difficiles à trouver, et par conséquent le HCR travaille avec des hydrogéologues et des ingénieurs pour évaluer ces défis et concevoir des solutions appropriées pour les endroits où l'eau est rare. Pour remédier à ces difficultés, le HCR a déployé du personnel WASH pour soutenir les opérations de réponses dans les situations d'urgence en Ouganda, en Éthiopie, en République-Unie de Tanzanie, en République démocratique du Congo et au Cameroun. Des spécialistes ont participé à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie d'approvisionnement en eau, à la coordination et au soutien technique pour résoudre les problèmes prioritaires d'approvisionnement en eau. Le HCR a signé deux accords de réponse rapide en cas d'urgence avec Oxfam et le Comité international de secours (IRC), qui ont démontré leur expérience et expertise en matière de préparation et de réponse dans les situations d'urgence liées à l'approvisionnement en eau.

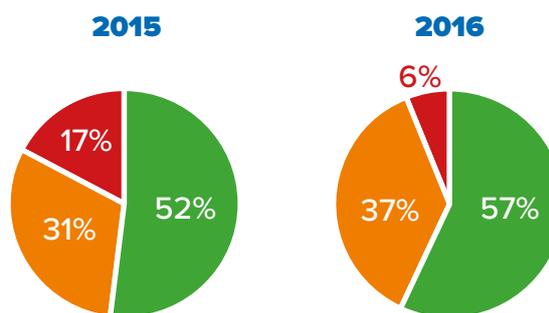
INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- En vue de la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 6 sur l'accès durable de tous à l'eau et à l'assainissement, le HCR a plaidé pour que les gouvernements nationaux et les acteurs du développement incluent les réfugiés, les personnes apatrides et les PDI dans les plans nationaux de développement de l'approvisionnement en eau.
- Le HCR a continué d'élargir l'utilisation de nouvelles technologies pour réduire les coûts à long terme de l'approvisionnement en eau. En particulier, l'utilisation accrue de l'énergie solaire pour le pompage de l'eau donne lieu à des économies sur les coûts de carburant diesel de l'ordre de 50 à 80 pour cent et présente des avantages environnementaux.
- Le HCR a apporté la touche finale à l'élaboration d'un outil d'analyse visant à évaluer le coût de l'approvisionnement en eau. Il permettra d'analyser les données du HCR sur le niveau des coûts et des services, et de définir les références de coûts à utiliser pour améliorer la planification, la budgétisation et la gestion efficace des systèmes d'approvisionnement en eau dans les opérations de réfugiés.



- Le portail SIG, accessible sur un site Internet consacré au WASH du HCR¹⁵, a été développé pour fournir une base de ressources à tous les partenaires WASH travaillant dans des situations de réfugiés. Sur ce site Internet, les utilisateurs peuvent trouver le manuel et les directives WASH du HCR, la nouvelle base de données géolocalisées du HCR sur les puits de forage, ainsi qu'un « Toolkit » WASH d'urgence et d'autres ressources essentielles liées au WASH.
- Le HCR a réalisé un examen des interventions monétaires dans le cadre des programmes WASH dans les situations de réfugiés et a publié un rapport de résultats¹⁶ afin de guider le HCR et ses partenaires sur l'utilisation appropriée de l'argent pour déployer l'aide WASH dans les programmes de réfugiés.
- La capacité du personnel du HCR et de ses partenaires à fournir des services améliorés d'approvisionnement en eau a été renforcée par une formation sur le WASH dans les situations d'urgence (90 membres du personnel du HCR et des partenaires WASH prêts à intervenir issus de l'Afrique de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Europe), sur l'hydrogéologie appliquée (15 membres du personnel WASH issus d'Afrique et du Moyen-Orient) et sur le suivi WASH (42 membres du personnel et partenaires WASH au Ghana et au Niger).

EAU



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Plus de 20 l d'eau potable disponibles par personne et par jour
- **Amélioration nécessaire**
Entre 15 l et 20 l
- **Insatisfaisant**
Entre 1 l et 20 l

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

15 <http://wash.unhcr.org/fr/>

16 HCR, « Cash based interventions for WASH programmes in refugee settings », 2016 Disponible à <http://wash.unhcr.org/download/cash-based-interventions-for-wash-programmes-in-refugee-settings/>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

PARTICIPATION DES FEMMES AU LEADERSHIP

Chercher à augmenter la participation des femmes dans les structures de leadership/gestion dans 54 situations de réfugiés et dans 4 situations où le HCR intervient auprès des PDI

AUGMENTÉ DANS 32 SITUATIONS ET MAINTENU DANS 4 SITUATIONS

32

4

TOTAL DE 58 SITUATIONS

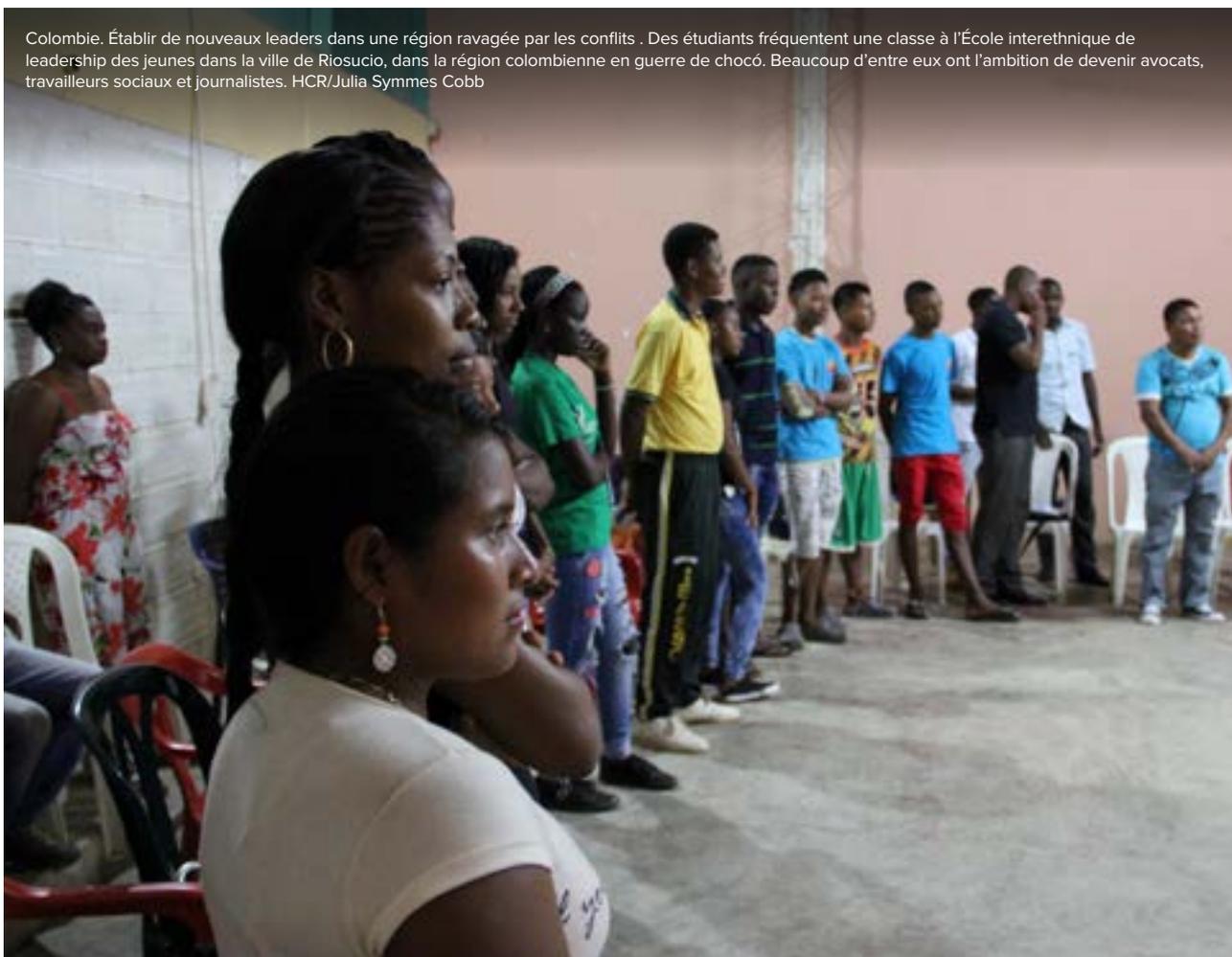
RÉSULTATS ET ACTIONS

Les opérations du HCR ont amélioré la participation des femmes aux structures de leadership/gestion dans 29 situations de réfugiés et 3 situations de déplacés internes et ont maintenu le niveau actuel de participation dans 4 situations de réfugiés. Conformément à la politique sur l'âge, le genre et la diversité, les opérations du HCR ont suivi une approche communautaire visant à encourager la participation des femmes aux activités de prise de décision, avec notamment la mise en place de réseaux communautaires de protection pour promouvoir la participation et la mobilisation de la communauté. Afin de renforcer la qualité de la participation, les opérations du HCR ont également dispensé diverses formations aux représentants élus et aux bénévoles de la communauté sur les questions de la protection de l'enfant, des mariages forcés/précoces et de la prévention de la violence sexuelle et de genre (SGBV).

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Turquie**, le HCR a apporté son soutien à des comités de femmes existants et nouvellement établis en leur offrant une formation sur le plaidoyer en faveur de l'élimination des mariages d'enfants au sein de leur communauté. Un programme de volontariat pour la sensibilisation des réfugiés a été développé en vue d'accroître la mobilisation et l'autonomisation des communautés. Quarante-cinq pour cent des bénévoles sélectionnés étaient des femmes.
- En **Malaisie**, le HCR a continué d'encourager le leadership féminin en incluant des femmes leaders dans les réunions mensuelles régulières des leaders du HCR, les ateliers et les formations sur le leadership et la sensibilisation aux questions de genre. Ces efforts ont entraîné une augmentation de 43,2 % de la participation des femmes leaders, 199 femmes réfugiées participant aux rôles de gestion et de prise de décision.

Colombie. Établir de nouveaux leaders dans une région ravagée par les conflits. Des étudiants fréquentent une classe à l'École interethnique de leadership des jeunes dans la ville de Riosucio, dans la région colombienne en guerre de chocó. Beaucoup d'entre eux ont l'ambition de devenir avocats, travailleurs sociaux et journalistes. HCR/Julia Symmes Cobb



PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE PARTICIPATION DES FEMMES AU LEADERSHIP (cont.)

- Au **Liban**, le HCR a soutenu la formation de 230 groupes communautaires liés à des centres communautaires, des sites collectifs et des quartiers. Ces groupes comptaient environ 3 000 personnes relevant de la compétence du HCR, dont des jeunes, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexe (LGBTI), des personnes âgées et des personnes ayant des besoins spécifiques. Parmi ces membres, 65 pour cent étaient des femmes de différents âges. Les groupes communautaires partagent des informations sur les services disponibles à la communauté et encouragent les participants à prendre part aux activités des centres et aux activités de sensibilisation.
- Au **Kenya**, le HCR a formé 77 leaders communautaires pour leur permettre de faire face à la prévalence de la violence sexuelle et de genre au sein de leur communauté; 74 pour cent des personnes formées étaient des femmes. Ces formations ont mené à l'identification clé de 200 femmes leaders (âgées de 24 à 35 ans), issues de l'ensemble des camps, qui travailleront comme mentors auprès des filles vivant dans les camps.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

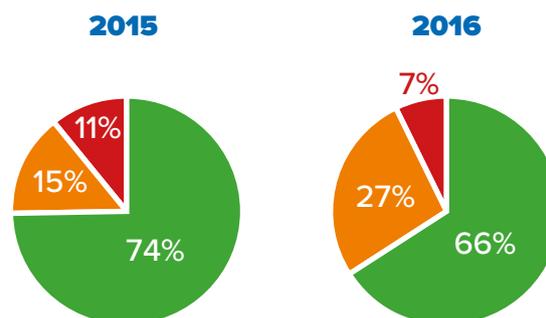
Les responsabilités concurrentes et lourdes que les femmes, bien que volontaires et motivées, doivent assumer dans leur vie quotidienne, restent un défi majeur à la participation de ces dernières au leadership. Cette participation est particulièrement entravée lorsqu'aucune forme de rémunération n'en découle et lorsque les attitudes sociales empêchent les femmes de participer à la sphère publique. Certaines opérations, comme au Cameroun, ont tenté de lever les barrières sociales en menant des campagnes de sensibilisation communautaire sur des questions clés liées à la protection, telles que l'importance de l'éducation des filles, les documents d'état civil et le risque de mariage précoce. D'autres opérations, comme en Ouganda, ont également montré que les activités de sensibilisation au genre se concentrent souvent sur les femmes et n'incluent pas les hommes, ce qui peut entraver les efforts visant à promouvoir l'égalité des sexes.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- La revue du HCR sur l'égalité des sexes dans les opérations¹⁷ a permis de recueillir et d'analyser des données provenant de plus de 70 opérations du HCR. Les conclusions de cette revue ont été présentées au Comité permanent du HCR. Ce document fait état des progrès, des défis, des bonnes pratiques et des solutions proposées pour intégrer davantage la question de l'égalité des sexes dans le travail quotidien du HCR et guidera la révision des engagements du HCR envers les femmes réfugiées.
- Le rapport annuel de reddition de comptes du HCR sur l'âge, le genre et la diversité (AGD) pour 2015¹⁸, publié mi-2016, a analysé les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre du programme AGD sur l'ensemble des opérations du HCR. Le HCR a initié l'élaboration d'une formation en ligne sur l'égalité des sexes qui sera lancée en 2017. Le premier document de recherche dans la série des bonnes pratiques sur la programmation de l'égalité des sexes dans les situations humanitaires, portant sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), a été finalisé.

- Le HCR continue de participer au Groupe de référence sur le genre du Comité permanent interorganisations (CPI) et est membre du Comité de pilotage du Projet GenCap, portant sur le renforcement des capacités permanentes en matière de genre. En 2016, le HCR a activement participé au processus de mise à jour de la publication du CPI « Femmes, filles, garçons et hommes, des besoins différents, des chances égales – Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire » et, en concertation avec les groupes sectoriels dirigés par le HCR, a contribué à la révision du marqueur de genre du CPI.

PARTICIPATION DES FEMMES AU LEADERSHIP



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Plus de 35 % de femmes participant activement aux structures de leadership/gestion
- **Amélioration nécessaire**
Entre 20 % et 35 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 20 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

17 <http://www.unhcr.org/protection/women/57f3b9a74/unhcr-re-view-gender-equality-operations-2016.html>

18 <http://www.unhcr.org/5769092c7.pdf>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

COEXISTENCE

Chercher à améliorer les relations entre les personnes prises en charge et les communautés locales dans 65 situations de réfugiés

AMÉLIORATIONS DANS 34 SITUATIONS

34

TOTAL DE 65 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Des opérations ont signalé une amélioration dans la coexistence pacifique entre les personnes prises en charge et les communautés d'accueil dans 34 situations. Le HCR a mis en place des projets de soutien communautaire pour répondre aux besoins communs des communautés d'accueil et des personnes prises en charge, y compris dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire; des infrastructures; de la santé; de l'eau, l'assainissement et l'hygiène; et de la nutrition. Ces projets ont contribué à favoriser une compréhension mutuelle et l'établissement de relations au sein des communautés. Le HCR a également organisé des ateliers de sensibilisation, des formations et des campagnes de sensibilisation en fonction des besoins et des capacités des communautés locales, afin de promouvoir la consolidation de la paix et la résolution des conflits.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Costa Rica**, le HCR a organisé une série d'événements sur une semaine autour du thème de la Journée mondiale des réfugiés, qui comprenait un concert d'orchestre symphonique, un forum sur le cinéma et un match de football consacré aux réfugiés. Des campagnes de sensibilisation se sont déroulées en marge de ces événements avec des slogans tels que « Amitié sans frontières » et « Merci de nous accueillir ». Ces événements ont sensibilisé le public sur la situation des réfugiés au Costa Rica et ont renforcé la relation entre les réfugiés et la communauté d'accueil.
- Au **Nigéria**, le HCR a formé des personnes déplacées internes (PDI) et des membres des communautés d'accueil à la consolidation de la paix et aux stratégies de résolution des conflits par le biais d'ateliers et d'une conférence des parties prenantes qui ont sensibilisé plus de 3 000 personnes. Ces événements ont permis de renforcer les capacités des PDI en matière de protection communautaire et de les aider à mieux comprendre les questions de coexistence pacifique. La formation a traité directement du conflit et de la méfiance de longue date observés entre les membres de la communauté et les personnes prises en charge.
- Au **Liban**, le HCR a octroyé 10,3 millions de dollars USD à des projets communautaires en vue de répondre aux besoins des réfugiés syriens et de leurs communautés d'accueil, avec 17 projets WASH, d'infrastructures publiques et de cohésion sociale menés à bien dans 20 villages. Ces projets ont permis de susciter un sentiment d'appartenance davantage partagé entre les réfugiés et les communautés d'accueil locales.
- En **Turquie**, le HCR a lancé des projets de soutien communautaire pour remédier aux problèmes liés à l'accueil d'une grande population de réfugiés. Les municipalités locales ont soumis 30 propositions, dont 14 ont été approuvées et mises en œuvre en 2016. Les projets de soutien communautaire comprenaient des activités sportives dans les quartiers accueillant une forte proportion de réfugiés et la création d'un centre d'appels pour fournir des conseils juridiques et des services d'aide psychologique.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

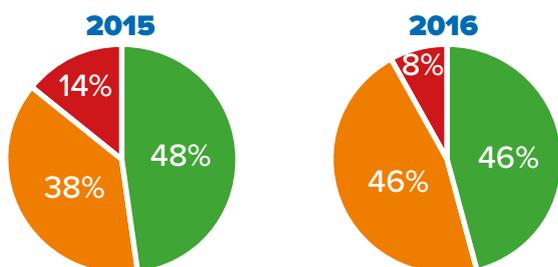
Les opérations ont souvent cité le manque de financement et l'insuffisance des ressources comme obstacles pour répondre aux besoins de la communauté et mettre en œuvre des projets de coexistence. L'accès limité aux services sociaux et de base au sein des communautés d'accueil peut entraîner chez ces communautés une croyance selon laquelle les personnes prises en charge sont privilégiées en raison des différents services dont elles bénéficient. Cette perception, de même que les conflits concernant l'accès aux ressources naturelles et l'accès restreint à un emploi sûr, ont alimenté une xénophobie et une méfiance croissante entre les réfugiés et les membres des communautés d'accueil, menant même à la violence dans certains endroits. Afin de relever ces défis, le personnel a plaidé auprès des ONG et des gouvernements pour établir des partenariats collaboratifs dans le cadre de projets de réhabilitation et de développement. Certaines opérations ont concentré leurs efforts sur l'établissement et le renforcement de groupes d'action de protection communautaire pour permettre la participation et la protection de la communauté, tandis que d'autres ont mis l'accent sur la participation de la communauté d'accueil à des projets liés aux moyens de subsistance. Les opérations ont également souvent insisté sur l'utilisation de toutes les ressources disponibles et de campagnes d'information publique via la radio communautaire, des discussions et des ateliers au sein des communautés.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Le HCR, dans le cadre du Fonds pour l'initiative des jeunes, a appuyé des projets de protection communautaire, élaborés et dirigés par des jeunes. Ces projets ont abordé les défis liés à la protection dont la coexistence pacifique, la violence domestique, la protection de l'enfance et les mutilations génitales féminines.
- Le HCR a favorisé la création de nouveaux liens entre les personnes déplacées handicapées et les acteurs locaux travaillant dans le domaine du handicap, y compris les organisations de personnes handicapées, afin de renforcer le plaidoyer au niveau national. Cette démarche a notamment conduit au lancement d'un certain nombre d'initiatives de plaidoyer par le Forum européen sur les personnes handicapées visant à promouvoir les droits des réfugiés en Europe. De plus, au Rwanda, une organisation locale pour les personnes handicapées a commencé à mettre en place des activités sportives inclusives dans les camps de réfugiés.
- Le HCR a élaboré et lancé un programme d'apprentissage pilote complet sur la protection communautaire. La formation vise à renforcer les compétences techniques du personnel du HCR travaillant avec les communautés sur le terrain et met l'accent sur la promotion d'une collaboration et d'un soutien mutuel entre les communautés déplacées et les communautés d'accueil.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE COEXISTENCE (cont.)

COEXISTENCE



LÉGENDE*

- Satisfaisant**
Environnement très favorable
- Amélioration nécessaire**
Une certaine interaction entre les personnes prises en charge et les communautés locales
- Insatisfaisant**
Interaction très limitée et tension occasionnelle

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs



PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE AUTONOMIE

Maintenir ou augmenter le pourcentage de personnes prises en charge qui reçoivent une aide pour améliorer leurs possibilités de créer leur propre entreprise/d'être employées à titre indépendant dans 38 opérations

AMÉLIORATIONS DANS 23 OPÉRATIONS; MAINTIEN DANS 3 OPÉRATIONS

23

3

TOTAL DE 38 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

En 2016, le pourcentage de personnes prises en charge qui sont employées à titre indépendant ou qui ont leur propre entreprise a augmenté dans 23 opérations et a été maintenu dans 3 opérations. En gagnant leur vie de manière sûre et durable, les personnes prises en charge deviennent autonomes et peuvent mener une vie active et productive. Elles sont en mesure de répondre à leurs besoins fondamentaux, de contribuer à leur dignité et de jouir pleinement de leurs droits. Ce processus leur permet également de tisser des liens sociaux solides, économiques et culturels avec leurs communautés d'accueil.

Les opérations du HCR ont donné la priorité à l'inclusion économique des personnes prises en charge en les intégrant dans les programmes de développement et de réduction de la pauvreté, les forces de travail et les systèmes financiers existants. Le HCR a également travaillé avec des partenaires du secteur privé, des ONG et des entreprises sociales lors de l'élaboration de voies d'accès pour les personnes prises en charge aux marchés mondiaux¹⁹ où elles peuvent vendre des produits et trouver des opportunités d'emploi. De plus, grâce à la poursuite de l'Approche de Progression (Graduation Approach)²⁰, une population élargie de personnes extrêmement pauvres et vulnérables a été ciblée par une combinaison d'aide sociale et économique, en vue de les sortir de la pauvreté. En 2016, 32 opérations ont mis au point des stratégies de subsistance globales et spécifiques au contexte, fondées sur des données socioéconomiques et de marché, représentant une augmentation de 45 pour cent par rapport à 2015.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Au **Rwanda**, le HCR a relié des femmes réfugiées du camp de Mahama aux marchés mondiaux en organisant des formations destinées à les aider à créer une ligne de produits répondant aux normes de design et de qualité d'Indego Africa, une entreprise sociale rwandaise. La première commande de produits fabriqués par des réfugiés a été expédiée à New York et ces produits sont à présent disponibles à la vente dans le monde entier via le site Internet de l'entreprise²¹ Indego Africa prévoit d'augmenter ses commandes auprès d'artisans réfugiés en développant une gamme de produits fabriqués par des réfugiés.
- Le HCR met en œuvre l'Approche de Progression au **Burkina Faso**, au **Costa Rica**, en **Équateur**, en **Égypte**, en **Zambie** et au **Zimbabwe** depuis 2014. En Égypte, une évaluation intermédiaire menée en 2016 a montré que 750 participants issus de la communauté de réfugiés et de la communauté d'accueil ont trouvé des emplois et près de 800 ont monté leur propre entreprise.

- En **Malaisie** et en **Afghanistan**, le HCR a continué d'élargir sa collaboration avec UNIQLO, une entreprise internationale de prêt-à-porter, qui a employé des tailleurs réfugiés. Dans ces deux pays, les tailleurs ont fabriqué deux articles: une broderie pour des sacs fourre-tout actuellement vendus dans des magasins vedettes et des breloques que l'entreprise distribue à titre publicitaire.
- Au **Burkina Faso**, le HCR a relié des artisans réfugiés aux marchés mondiaux par l'entremise d'un partenariat avec une entreprise sociale locale, Afrika Tiss.²² À la suite de ce partenariat, Afrika Tiss a lancé une nouvelle ligne de produits fabriqués par des réfugiés maliens. Avec l'appui du HCR, les commandes à l'exportation des acheteurs internationaux ont été réalisées par des artisans réfugiés.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Alors que 2016 a été témoin de progrès importants dans la promotion du droit des réfugiés au travail, des obstacles juridiques, politiques et administratifs continuent d'entraver l'accès à un emploi sûr et durable. Le HCR poursuit son plaidoyer en faveur de l'accès au travail pour les réfugiés, y compris par le biais de partenariats avec le secteur privé.

Dans de nombreux pays d'accueil, la conjoncture économique, marquée par des taux élevés de chômage et de pauvreté, peut également créer des conditions défavorables à l'emploi des réfugiés. Pour réussir l'inclusion économique, les réfugiés doivent être aidés dans la mesure où ils cherchent à s'intégrer, en tant que producteurs, travailleurs et consommateurs, dans un système de marché efficace. Les approches inclusives devraient se concentrer sur les secteurs où il existe un potentiel de croissance et d'emploi tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil. En partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), le HCR a réalisé des évaluations du marché et des analyses des chaînes de valeur qui ont permis d'identifier des opportunités de marché sectorielles pour les réfugiés. Les secteurs identifiés comprenaient notamment les services d'alimentation en Égypte; la culture du maïs, du manioc et de l'arachide en Zambie; et le secteur des aliments et des boissons au Costa Rica. En ciblant des secteurs spécifiques au niveau local, le développement économique est encouragé et les moyens de subsistance des réfugiés s'améliorent.

19 Cf. HCR, « Chaînes de valeur sûres ». Disponible à <http://www.unhcr.org/fr/des-chaines-de-valeurs-s-res.html>

20 <http://www.unhcr.org/55005bc39.pdf>.

21 <https://indegoafrica.org/>

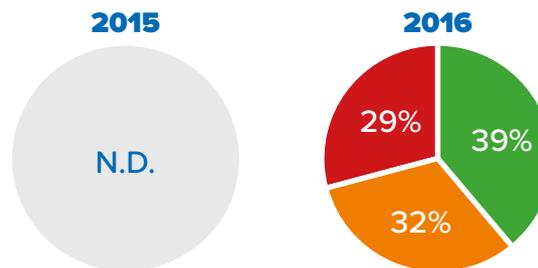
22 Cf. <http://www.afrikatiss.org/>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE AUTONOMIE (cont.)

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Pour accroître l'accès au crédit et démontrer que la microfinance peut être un outil viable pour les réfugiés, l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) a accepté d'octroyer une garantie partielle de crédit de 15 millions de dollars USD. Ainsi, SIDA couvrira les défauts de remboursement des prêts radiés à hauteur de 50 pour cent, réduisant de cette manière le risque pour les prestataires de services financiers qui décident d'accorder des prêts aux réfugiés. Cet accord aidera les prestataires de services financiers à cibler des réfugiés en Jordanie, au Kenya, au Liban et en Ouganda.
- Le HCR a continué à développer des partenariats avec l'OIT, la Banque mondiale et des organismes régionaux, afin d'encourager des changements aux niveaux local et national qui permettront aux réfugiés de mieux accéder aux marchés du travail. Les Principes directeurs sur l'accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force²³, adoptés par le Conseil d'administration de l'OIT en 2016, ont marqué une étape importante vers l'établissement des bases d'une autonomie accrue.

AUTONOMIE



LÉGENDE*

■ Satisfaisant

≥33 % des personnes prises en charge (âgées de 18 à 59 ans) ayant leur propre entreprise/étant employées à titre indépendant pendant plus de 12 mois

■ Amélioration nécessaire

Entre 32 % et 11 % des personnes prises en charge (âgées de 18 à 59 ans) ayant leur propre entreprise/étant employées à titre indépendant pendant plus de 12 mois

■ Insatisfaisant

≤10 % des personnes prises en charge (âgées de 18 à 59 ans) ayant leur propre entreprise/étant employées à titre indépendant pendant plus de 12 mois

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

Équateur. Carmen espère inspirer d'autres femmes. Carmen en compagnie de sa plus jeune fille dans sa salle de travail. HCR/Santiago Arcos Veintimilla



23 Disponible à http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Policy%20Areas/migration/FR/ 2016-08-03_C-540_Principes_directeurs_du_BIT_sur_l_acces_au_marche_du_travail_des_refugies_et_autres_personnes_deplacees_de_force_aout_2016_Annexe.pdf

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

ÉDUCATION

Chercher à augmenter le taux d'inscription des enfants d'âge scolaire dans le primaire dans 96 situations de réfugiés

AUGMENTÉ DANS 61 SITUATIONS ET MAINTENU DANS 9 SITUATIONS

61

9

TOTAL DE 96 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Les taux d'inscription des enfants d'âge scolaire dans le primaire ont augmenté dans 61 des 96 situations de réfugiés et ont été maintenus dans 9 situations. L'accès à l'enseignement primaire s'est également amélioré, le HCR et ses partenaires ayant aidé 250 000 enfants réfugiés non scolarisés à s'inscrire à l'école. La qualité de l'éducation et la rétention des enfants scolarisés à l'école primaire se sont améliorées grâce au soutien à la formation des enseignants, à la fourniture de matériel d'enseignement et d'apprentissage et au soutien apporté aux familles. Tout au long de l'année 2016, le HCR a appuyé l'intégration des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, cette approche étant la plus durable et la plus équitable pour assurer l'éducation continue et la certification. Bien que la majorité des pays n'imposent pas de restrictions explicites à l'accès des enfants réfugiés aux écoles, ces derniers sont certes confrontés à des difficultés pour bénéficier de chances équitables en matière d'inscription, de scolarisation régulière et de réussite.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Turquie**, plus de 59 pour cent des enfants réfugiés syriens ont été inscrits dans des écoles. C'est la première fois depuis le début de la crise syrienne que ce nombre dépasse 50 pour cent. Cette réalisation majeure a été rendue possible grâce aux efforts déployés par les parties prenantes pour accroître le nombre de places dans le système national et sensibiliser sur les opportunités disponibles. Cependant, les enfants réfugiés ont malgré tout besoin d'un soutien linguistique initial lorsqu'ils intègrent le système éducatif national turc.
- En **Jordanie**, le nombre d'écoles proposant des classes additionnelles a augmenté, passant de 98 à 200 et permettant ainsi à 50 000 enfants réfugiés supplémentaires d'être scolarisés. Un programme d'éducation accélérée certifié ciblant 25 000 enfants réfugiés âgés de 9 à 12 ans a également été mis en place pour permettre aux enfants qui étaient déscolarisés de rattraper leur retard et de réintégrer une éducation formelle dans des classes adaptées à leur âge.
- En **Éthiopie**, un système d'information sur la gestion de l'éducation a été introduit, avec la collaboration du ministère de l'Éducation, pour améliorer la collecte des données afin d'assurer une compilation plus efficace et une analyse systématique des données relatives à l'éducation des réfugiés en vue de les intégrer dans les statistiques nationales sur l'éducation.
- Au **Sud-Soudan**, la participation et l'engagement du HCR ont conduit à l'inclusion de l'éducation des réfugiés dans le plan stratégique national sur l'éducation pour la période 2017-2021.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Malgré des progrès encourageants, l'accès à l'enseignement primaire reste un défi, avec près de 50 pour cent des enfants réfugiés n'étant pas encore inscrits à l'école primaire en

raison de politiques d'inscription inflexibles, de problèmes de documentation et d'obstacles à la certification. D'autres défis sont notables comme les enfants trop âgés qui ont été déscolarisés, les barrières linguistiques et les différences de programmes scolaires, le manque d'enseignants qualifiés et le manque de fournitures scolaires dans des salles de classe aux effectifs trop élevés. La stigmatisation débouchant sur le harcèlement et le manque de transports sécurisés desservant les écoles demeurent également des obstacles à la protection. En réponse, le HCR adopte une approche plus holistique envers l'éducation par le biais de partenariats renforcés et plus diversifiés avec les gouvernements, la société civile, les acteurs internationaux et du secteur privé. Les efforts visant à développer des environnements politiques favorables à l'accès des réfugiés aux systèmes éducatifs nationaux mettent l'accent sur la nécessité d'élaborer des programmes linguistiques spécialisés, de mettre en place une aide à l'apprentissage et un soutien psychosocial, ainsi que de former des enseignants. Le renforcement de l'éducation nécessitera également la mise en place de programmes flexibles, tels que l'éducation accélérée pour permettre aux enfants de rattraper leur retard; la sécurité et la protection sur le chemin de l'école et de la maison, mais aussi à l'école; et un soutien accru aux familles sous forme de subventions monétaires. Les opérations font également état de défis dans le suivi de l'accès, de la présence en classe et de la performance des apprenants réfugiés, notamment parce qu'ils sont de plus en plus intégrés dans les systèmes éducatifs nationaux, souvent dans les zones urbaines où vit la majorité des réfugiés. Pour relever ce défi, les opérations nationales ont adapté leurs systèmes de données en matière d'éducation afin d'inclure des approches plus participatives en utilisant des solutions technologiques.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- En plaidant en faveur de l'inclusion des réfugiés dans les programmes d'éducation, le travail du HCR sur l'éducation s'aligne sur l'Objectif de développement durable n° 4 des Nations Unies.
- Le HCR a multiplié ses partenariats avec des organisations internationales, locales et privées axées sur l'éducation, notamment par le biais d'un protocole d'accord avec le Partenariat mondial pour l'éducation. L'objectif principal est de veiller à ce que le secteur de l'éducation inclue les réfugiés dans la planification. En soutien aux efforts de plaidoyer pour l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, le HCR s'est associé au Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO pour publier un document de référence intitulé « Plus d'excuses : il faut assurer l'éducation de toutes les personnes déplacées de force »²⁴. Le HCR a également publié un rapport soulignant de manière plus approfondie les défis rencontrés dans l'éducation des réfugiés intitulé « Missing out : Refugee education in crisis »²⁵.

24 <http://fr.unesco.org/gem-report/plus-d'excuses-il-faut-assurer-l'education-de-toutes-les-personnes-d'age-scolaire-plac%C3%A9es-de-force#sthash.QMFzCCWn.teRNjtRB.dpbs>

25 <http://www.unhcr.org/57beb5144>

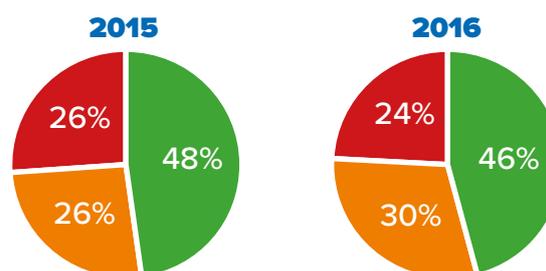
PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE ÉDUCATION (cont.)



Ouganda. Réfugié soudanais, David, enseigne à l'école primaire intégrée de Nyumanzi. HCR/Jordi Matas

- Le programme pluriannuel Educate a Child (EAC) du HCR se concentre sur les enfants non scolarisés et, en 2016, a aidé plus de 250 000 enfants à accéder à l'enseignement primaire dans 14 opérations différentes.
- Le Groupe de travail interorganisations sur l'éducation accélérée du HCR a continué à définir des outils et des orientations pour harmoniser et standardiser les programmes d'éducation accélérée. En 2016, ce groupe de travail a élaboré des définitions uniformisées en rapport avec l'éducation accélérée, « 10 principes pour une pratique efficace » et un guide d'accompagnement. Il a commencé la mise à l'essai de ces orientations dans trois endroits, dont Dadaab, au Kenya.
- Afin de soutenir l'enseignement supérieur, l'**Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés (DAFI)**, alloue des bourses d'enseignement aux réfugiés dans le monde entier pour leur donner accès à des opportunités diverses. Depuis sa création en 1992, le programme DAFI s'est considérablement développé. Il aide actuellement plus de 4 300 étudiants réfugiés à suivre des études dans des universités de 37 pays.
- Le Groupe de travail sur les enseignants réfugiés, partenariat entre l'Université de Columbia, les Nations Unies et des ONG, a lancé un kit d'aide à la formation standardisé pour les enseignants réfugiés.

ÉDUCATION



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Plus 80 % d'enfants en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés en cycle primaire
- **Amélioration nécessaire**
Entre 60 % et 80 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 60 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE RETOUR VOLONTAIRE ET RÉINSTALLATION

Aider les réfugiés à rentrer de leur plein gré, en toute sécurité et dans la dignité, dans 42 situations lorsque les conditions le permettent

QUELQUE 552 200 RÉFUGIÉS ACCUEILLIS DANS 58 PAYS D'ASILE SONT RETOURNÉS DANS LEUR PAYS DE LEUR PLEIN GRÉ

RÉSULTATS ET ACTIONS

Selon les estimations, 552 300 personnes sont retournées dans leur pays d'origine en 2016, y compris en Somalie, au Soudan, en Afghanistan, en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire. Le rôle opérationnel du HCR pour encourager le retour des réfugiés varie en fonction du contexte. Dans les opérations où les réfugiés étaient en mesure de retourner chez eux en toute sécurité, le HCR a travaillé avec des partenaires et des réfugiés pour faciliter le retour physique et la réintégration durable des réfugiés dans leur pays d'origine. Dans les opérations où le retour est actuellement impossible en raison de la situation dans les pays d'origine des réfugiés, le HCR a porté ses efforts sur la préparation des futurs retours en recueillant des données et en partageant des informations. Afin de mieux comprendre les perspectives et les priorités des réfugiés, y compris les raisons qui influent sur leur décision de rester ou de retourner dans leur pays, les opérations ont mené des enquêtes et engagé des dialogues. Dans certains cas, les réfugiés ont exprimé leur intérêt à rentrer chez eux, dans des zones où la situation sécuritaire n'est actuellement pas propice au retour. Bien que le HCR ne favorise pas les retours dans les pays d'origine dans de telles circonstances, le bureau reconnaît néanmoins le droit de toutes les personnes à retourner volontairement dans leur pays d'origine. Lorsque les réfugiés souhaitent retourner vers des situations volatiles, le HCR fournit des informations et des conseils détaillés sur les risques associés à ce retour, ainsi qu'une aide à la réintégration dans la mesure du possible.

Aider les personnes de retour, dans 16 situations, à se réinstaller de manière durable, avec le même accès aux droits que les autres citoyens

RÉSULTATS ET ACTIONS

Dans les zones de retour, le HCR a collaboré avec des acteurs gouvernementaux, des organisations communautaires et des organisations non gouvernementales pour favoriser la réintégration des rapatriés. Dans certaines opérations, afin d'identifier les priorités en matière de protection et de renforcer le plaidoyer et la programmation dans les zones de retour, des évaluations conjointes des besoins ont été menées et de nouvelles approches de suivi du retour et de la réintégration ont été mises en œuvre. L'engagement du HCR était axé sur le renforcement des structures communautaires existantes. Ces efforts ont notamment consisté à réhabiliter les établissements de santé et les écoles et à renforcer les capacités des agents locaux chargés de l'application de la loi et des fonctionnaires. Le HCR a également mis en œuvre des activités visant à aider directement les rapatriés, y compris en facilitant l'accès aux documents d'état civil, en apportant une aide au logement et en encourageant des activités de subsistance dans le but de faciliter la réinsertion socioéconomique.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- Les retours vers la **Côte d'Ivoire** ont maintenant repris en provenance de tous les pays de la région et plus de 20 000 réfugiés sont retournés chez eux depuis décembre 2015. Le HCR prévoit de faciliter le rapatriement volontaire de 13 700 personnes supplémentaires en 2017 dans le cadre de la Stratégie globale pour des solutions durables au niveau régional pour les réfugiés de la Côte d'Ivoire. Une aide au rapatriement volontaire a été fournie, dans le cadre de la Stratégie pour des solutions globales pour les réfugiés rwandais, à plus de 5 500 réfugiés rwandais qui sont retournés dans leur pays en 2016, principalement en provenance de la République démocratique du Congo.
- Malgré des informations faisant état de niveaux accrus de déplacement interne, d'insécurité et de violence en Afghanistan, l'année 2016 a été marquée par une augmentation fulgurante du retour des **réfugiés afghans** en provenance du **Pakistan**, plus de 370 000 réfugiés afghans enregistrés retournant chez eux – le nombre le plus élevé depuis 12 ans.
- On estime que 37 000 personnes sont retournées en **Somalie en provenance du Kenya**, malgré la fragilité du contexte sécuritaire et socio-économique du pays, y compris une réhabilitation limitée de l'infrastructure et des contraintes liées à la prestation des services publics essentiels. Cela porte le nombre total de rapatriés à plus de 45 000 depuis décembre 2014.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

Dans les contextes de retour, la priorité du HCR est toujours de veiller à ce que les retours soient volontaires – ce qui nécessite à la fois des informations et une capacité à exercer un libre arbitre. Les conditions dans les pays d'asile, en particulier dans certaines situations qui perdurent, ont conduit certains réfugiés à signaler que leur décision de retour découlait d'un manque de choix viables en termes de protection et de solutions ailleurs. Le HCR est préoccupé par le fait qu'en Afghanistan, le rythme des retours en 2016 a largement excédé la capacité de ce pays à aider les personnes à se réintégrer après des années – dans la plupart des cas, des décennies de refuge en République Islamique d'Iran, au Pakistan ou dans d'autres parties du monde. Dans ces contextes complexes, en Afghanistan et dans d'autres opérations, le HCR a continué de travailler étroitement avec les autorités, de conseiller et d'aider les réfugiés de retour, ainsi que de surveiller ces retours dans la mesure du possible. Le HCR plaide également en faveur d'efforts supplémentaires pour créer des conditions propices à un retour durable.

Du fait de certaines variations spécifiques au contexte, le suivi par le HCR des retours et de la réintégration a mis en avant les principaux défis auxquels sont confrontés les réfugiés à leur retour : l'accès aux documents d'état civil, au logement, à la terre et à la propriété, et aux moyens de subsistance. Une compréhension approfondie de ces défis est primordiale pour

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE RETOUR VOLONTAIRE ET RÉINSTALLATION (cont.)

le HCR, car elle permet de cibler et de renforcer les efforts de plaidoyer et de programmation sur les zones de retour actuelles et futures. Parallèlement, le suivi continu des retours a permis au HCR de partager des informations à jour avec les réfugiés dans les pays d'asile sur la situation dans leur pays d'origine.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Dans la Déclaration de New York, adoptée le 19 septembre 2016 par l'Assemblée générale des Nations Unies, les États se sont engagés à promouvoir activement le retour durable et opportun des réfugiés en toute sécurité et dignité, en englobant le rapatriement, la réintégration, la réhabilitation et la reconstruction. Le Cadre d'action global pour les réfugiés, en annexe de cette déclaration, souligne les actions visant à créer des conditions favorables au retour.



PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

INTÉGRATION LOCALE

Soutenir l'intégration locale dans 42 situations de réfugiés lorsque les conditions le permettent

AMÉLIORATIONS DANS 30 SITUATIONS

30

TOTAL DE 42 SITUATIONS

RÉSULTATS ET ACTIONS

Le HCR a poursuivi son travail avec les gouvernements et des partenaires en vue d'aborder tous les aspects de l'intégration locale en améliorant progressivement la jouissance des droits et en facilitant l'accès aux services nationaux pour les populations prises en charge. Trente pays ont signalé une amélioration dans les efforts d'intégration locale. Tout au long de l'année, le HCR a aidé plusieurs pays à élaborer des stratégies nationales d'intégration visant à assurer une approche globale et ciblée de l'intégration. Les opérations ont permis de progresser dans les différentes dimensions de l'intégration, par exemple en travaillant avec le secteur privé et les gouvernements afin de faciliter l'accès aux marchés du travail. Le HCR a élargi ses partenariats avec des homologues gouvernementaux aux niveaux national, régional et local. Il a également recherché une participation plus large de la société civile, en étendant sa collaboration à des organisations non gouvernementales et des bénévoles.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Arménie**, le projet « Adopter une famille » a mis 45 familles syriennes en rapport avec des bénévoles locaux, en vue d'offrir aux Syriens nouvellement arrivés une orientation basique, des conseils et un soutien moral.
- En **France**, le soutien a été étendu à plusieurs initiatives citoyennes, y compris la conception d'une exposition photographique et d'une vidéo présentant des réfugiés talentueux avec Action Emploi Réfugiés, afin de promouvoir l'accès des réfugiés à l'emploi.
- En **Équateur**, le HCR continue de mettre en œuvre un accord avec le ministère de l'Inclusion économique et sociale visant à faciliter l'intégration des réfugiés dans les politiques et les programmes nationaux. Le HCR soutient également le registre civil des réfugiés, qui facilite l'accès de ces derniers aux services essentiels et à l'emploi formel.

Grèce. Cours de couture pour les femmes réfugiées. Les femmes yézidis apprennent la couture sur le site d'hébergement ouvert de Petra Olympou. Grâce au financement d'ECHO, cinq machines à coudre ont été achetées et transportées sur le site le 29 août 2016. Elles sont utilisées par des femmes réfugiées, par groupes de 20, qui font de la couture avec l'aide de l'ONG IsraAID. HCR/Yorgos Kyvernitis



PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE INTÉGRATION LOCALE (cont.)

- En **République-Unie de Tanzanie**, les agences gouvernementales concernées avaient, fin 2016, distribué un total de 151 019 certificats de citoyenneté, sur un total de 162 156 Burundais naturalisés, par rapport au nombre estimé de 200 000 personnes admissibles. De plus, le plaidoyer du HCR a abouti à l'inclusion des personnes âgées vivant dans les zones d'installation de réfugiés dans le programme national de santé du gouvernement, qui fournit des services médicaux gratuits aux personnes âgées.
- En **Ouganda**, la formation de médiateurs a permis de limiter les conflits entre les réfugiés et les membres des communautés d'accueil et d'accroître l'accès des réfugiés aux ressources naturelles et sociales.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

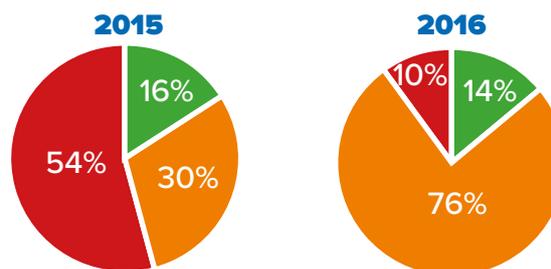
L'accès aux marchés du travail continue d'être difficile pour les réfugiés dans de nombreux pays, soit en raison de cadres juridiques restrictifs, soit en raison d'obstacles pratiques, tels que le taux de chômage élevé ou le manque de compétences linguistiques requises. Pour surmonter les défis auxquels sont confrontés les réfugiés, le HCR a renforcé les partenariats avec des acteurs internationaux clés, notamment l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et continue de plaider auprès des pays d'accueil pour la suppression des obstacles pratiques et formels à l'inclusion économique. Assurer une intégration juridique durable par l'obtention de la résidence permanente ou de la nationalité reste également difficile dans de nombreux pays, en raison de procédures compliquées, longues ou coûteuses. Le HCR continue de plaider en faveur de l'élaboration de cadres juridiques et politiques qui facilitent l'accès au statut de résidence durable dans les pays d'asile.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- En Afrique de l'Ouest, le HCR a, en concertation avec les États, étudié les possibilités d'élaborer des stratégies pour intégrer les réfugiés par le biais de procédures assistées de naturalisation ou d'obtention d'un autre statut de résidence légale. Les cadres juridiques de l'Afrique de l'Ouest, y compris le Protocole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et à l'établissement, représentent des modalités pour étudier les solutions de manière collective.
- En Europe, le HCR a travaillé avec l'OCDE et des employeurs pour promouvoir l'intégration des réfugiés sur le marché du travail lors de la concrétisation d'un protocole d'accord signé en juin 2016. Au cours du deuxième semestre 2016, le HCR et l'OCDE ont mené une série de dialogues régionaux sur les entreprises avec les employeurs et les associations d'employeurs en Europe, afin de mieux comprendre les défis auxquels ils sont confrontés lorsqu'ils emploient des réfugiés et d'identifier les bonnes pratiques pour les surmonter. Les principaux résultats de ces consultations ont été publiés dans un document de politique élaboré conjointement par le HCR et l'OCDE et ont été largement diffusés auprès des principales parties prenantes²⁶.

- Le HCR a également renforcé sa collaboration avec l'OIT, en signant un protocole d'accord actualisé en juillet. En tant que point central de collaboration, le HCR a apporté une contribution technique à l'élaboration des Principes directeurs sur l'accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force²⁷. Ces principes ont été adoptés lors de la séance du Conseil d'administration de l'OIT en novembre dernier. Ils constituent un nouveau cadre important pour l'OIT, le HCR et ses partenaires pour promouvoir la pleine jouissance du droit au travail des réfugiés.

INTÉGRATION LOCALE



LÉGENDE*

- **Satisfaisant**
Plus de 80 % des personnes prises en charge choisissant une intégration locale qui se sont intégrées au niveau local
- **Amélioration nécessaire**
Entre 40 % et 80 %
- **Insatisfaisant**
Moins de 40 %

* Selon les critères pondérés stipulés dans le Guide des indicateurs

26 <https://www.oecd.org/els/mig/migration-policy-debates-10.pdf>

27 http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Policy%20Areas/migration/FR_2016-08-03_C-540_Principes_directeurs_du_BIT_sur_l_acces_au_marche_du_travail_des_refugies_et_autres_personnes_deplacees_de_force_aout_2016_Annexe.pdf

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE RÉINSTALLATION

Chercher à maintenir ou à augmenter le pourcentage de personnes soumettant un dossier en vue d'une réinstallation, parmi les personnes identifiées comme nécessitant une réinstallation, contribuant ainsi à trouver des solutions dans 74 situations

LES DOSSIERS DE PLUS DE 162 600 RÉFUGIÉS SUR UN TOTAL DE 1 150 000 DOSSIERS ONT ÉTÉ SOUMIS EN VUE D'UNE RÉINSTALLATION.

162,600

RÉSULTATS ET ACTIONS

En 2016, le HCR a soumis plus de 162 600 dossiers de réfugiés en vue d'une réinstallation, soit une augmentation de 21 pour cent par rapport à 2015. Le HCR, en étroite coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a aidé plus de 125 600 réfugiés à partir vers un pays de réinstallation, soit une augmentation de 53 pour cent par rapport à l'année précédente. Les Syriens ont continué de constituer le plus grand groupe de réfugiés bénéficiant d'une réinstallation en 2016, plus de 77 200 dossiers de Syriens ayant été soumis en vue d'une réinstallation, soit une augmentation par rapport aux 53 000 dossiers soumis en 2015. Depuis 2013, le HCR a soumis plus de 156 000 dossiers de Syriens à des États de réinstallation, dont la majorité aux États-Unis d'Amérique (43 pour cent) et au Canada (21 pour cent). La République démocratique du Congo était le pays d'origine comptant le deuxième plus grand nombre de réfugiés candidats à une réinstallation, avec plus de 22 900 dossiers ayant été présentés en 2016, principalement aux États-Unis d'Amérique. Parmi les principaux pays ayant reçu des demandes d'accueil de réfugiés de la part du HCR figuraient les États-Unis d'Amérique (107 000) avec près de 66 pour cent de la totalité des dossiers soumis, suivis par le Canada (19 400), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (8 900), l'Australie (4 600), la France (4 500) et la Norvège (3 600). La réinstallation est une solution durable essentielle qui a aidé les personnes les plus menacées et vulnérables parmi les communautés de réfugiés à trouver une solution sûre et durable dans un pays tiers.

FAITS MARQUANTS OPÉRATIONNELS

- En **Jordanie**, l'objectif initial des 6 000 soumissions a été largement dépassé, 30 106 personnes ayant soumis un dossier en vue d'une réinstallation, grâce au soutien solide apporté par un certain nombre d'États de réinstallation concernant la réalisation des objectifs.
- Au **Niger**, la réinstallation est devenue un mécanisme important pour assurer la protection des réfugiés vulnérables en danger. Afin de renforcer la réinstallation, l'opération du Niger a élaboré de nouvelles procédures opérationnelles standardisées ainsi que des programmes de formation et de sensibilisation pour les communautés de réfugiés, le personnel du HCR et les partenaires extérieurs.
- Au **Malawi**, le HCR a reçu environ 1 200 soumissions en vue d'une réinstallation. Ce nombre est le plus élevé de ces dernières années et s'explique par une meilleure identification des réfugiés, un profilage plus efficace grâce à *proGres* et la mise en œuvre d'un mécanisme de réorientation externe.
- En **République du Congo**, des mécanismes ont été élaborés pour communiquer avec les réfugiés sur les problèmes de réinstallation, afin d'aider à gérer les attentes et à renforcer la confiance entre les réfugiés et le HCR.

RELEVER LES PRINCIPAUX DÉFIS

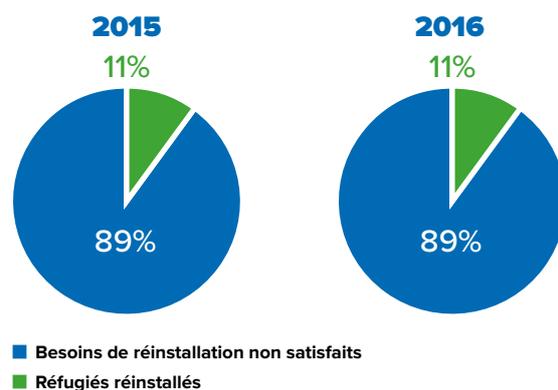
En 2016, les besoins mondiaux de réinstallation ont dépassé 1 million de places pour la deuxième année consécutive, les besoins de réinstallation continuant de dépasser largement le nombre de lieux de réinstallation disponibles. La réinstallation peut également s'avérer difficile dans certains environnements où des situations de sécurité instables empêchent les pays de réinstallation de mener

des missions, malgré un très grand nombre de personnes très vulnérables nécessitant une réinstallation, comme au Yémen et en République arabe syrienne. Ce défi est actuellement surmonté grâce à l'adoption d'installations de vidéoconférence numérique qui ont permis aux États de mener des entretiens, rendant ainsi possible la poursuite de la réinstallation. Le HCR travaille avec les États de réinstallation pour réduire l'intervalle de temps entre l'entretien, l'acceptation et la finalisation des formalités de départ. Cependant, ce processus s'avère parfois laborieux.

INITIATIVES GLOBALES ET RÉGIONALES

- Les activités de formation en matière de réinstallation ont augmenté en 2016, plus de 800 employés et membres de la main-d'œuvre affiliée ayant participé à des programmes d'apprentissage, y compris des ateliers de formation sur le terrain et des webinaires thématiques.
- Le HCR a élaboré des projets visant à réduire les niveaux du syndrome d'épuisement professionnel (« burnout ») et de traumatisme secondaire, et à améliorer l'accès au soutien psychologique pour le personnel travaillant au traitement des cas individuels.
- Une formation sur les enquêtes concernant des fraudes à la réinstallation commises par des personnes relevant de la compétence du HCR a été menée pour les responsables de l'intégrité et les points focaux de lutte anti-fraude sur le terrain. Ces personnes jouent un rôle clé dans la prévention de la fraude en fournissant des conseils, des orientations et des formations sur la prévention et la lutte contre la fraude commise par des personnes relevant de la compétence du HCR. Les équipes du siège social, aux côtés de spécialistes de l'enregistrement, de la détermination du statut de réfugié et de la réinstallation, ont mené quatre missions techniques de lutte anti-fraude en Équateur, au Cameroun, au Pakistan et dans la région du Kurdistan d'Irak, afin d'appuyer les opérations sur le terrain en augmentant leur sensibilisation aux risques et en renforçant les procédures de protection de manière à minimiser la vulnérabilité à la fraude.
- Le sommet des leaders mondiaux a été organisé aux États-Unis en septembre 2016 dans le but d'accroître le financement et d'accepter davantage de réfugiés par le biais de la réinstallation et d'autres voies complémentaires. Plusieurs pays se sont engagés à proposer à l'avenir davantage de places de réinstallation.

RÉINSTALLATION





Malaisie. Kavita Subramaniam, âgée de 22 ans, a les compétences et le talent nécessaires pour enseigner, mais en raison de son statut d'apatride, elle travaille dans une épicerie. Elle affirme : « Quand je me suis rendu compte que je ne serais pas capable d'aller à l'université pour apprendre à enseigner, j'ai essayé d'obtenir un emploi dans mon école maternelle locale. Je suis arrivée à la fin du processus d'entretien, ils voulaient me donner le travail, mais parce que je ne pouvais pas ouvrir un compte bancaire, ils ont refusé de m'employer. Je travaille comme caissière dans un mini-marché indien. Je suis payée en argent liquide. Je suis reconnaissante de ce travail, mais c'est un emploi sans issue ». HCR/Roger Arnold



Irak. Des PDI de l'ouest de Mossoul arrivent en lieu sûr. Il y a deux semaines, Mohammed, âgé de 42 ans, a fui sa maison dans la partie ouest de Mossoul avec sa femme et ses trois petites filles. Ils se cachaient des militants depuis plus de 2 ans, car Mohammed était recherché à cause de son travail auprès du gouvernement irakien. Ils ont fui dans la partie est de la ville et sont finalement arrivés dans un camp de la région du Kurdistan d'Irak en traversant à la rame le fleuve Tigre de nuit. « J'ai pris le risque de traverser le fleuve à cause de ma famille. Je ne me souciais plus de ma vie. Je savais qu'ils finiraient par me trouver et me tuer ». HCR/Ivor Prickett

Les progrès réalisés en 2016 en bref PSG d'appui et de gestion

Gestion financière

Le HCR a renforcé davantage la capacité de gestion financière de l'organisation en publiant de nouvelles orientations et de nouveaux outils et en offrant des possibilités d'apprentissage avancées et des informations financières ponctuelles.

Les états financiers de 2016 ont été dressés en toute conformité avec les normes comptables IPSAS.

De nouvelles procédures financières régissant les interventions monétaires ont été adoptées en vue de renforcer le contrôle financier.

Protection internationale

Des conseils juridiques, une orientation et un soutien opérationnel sur diverses questions liées à la protection ont été fournis aux opérations et aux États, y compris sur les obligations juridiques et des droits individuels des personnes prises en charge.

Le HCR a rejoint l'initiative d'identification pour le développement (ID4D) de la Banque mondiale visant à promouvoir l'amélioration des programmes d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil.

À l'appui de la campagne #IBelong visant à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024, le HCR a publié une stratégie globale et un plan de mise en œuvre ainsi qu'un « Document sur les bonnes pratiques concernant les procédures de détermination de l'état d'apatridie ».

Technologies de l'information et de la communication

Le soutien aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le cadre des opérations d'urgence a été renforcé par le déploiement de 25 agents TIC dans des situations d'urgence et la publication de directives opérationnelles améliorées pour le soutien aux TIC dans les situations d'urgence.

Afin de renforcer la sécurité informatique de l'organisation, un programme spécialisé de formation en ligne sur les problèmes de cybersécurité a été publié.

Coordination

Les trois Groupes mondiaux pour la protection, sectoriel pour les abris, et sectoriel pour la gestion et la coordination des camps ont fourni des conseils et un appui sur le terrain aux membres des groupes et aux coordinateurs de terrain dans plus de 25 opérations, y compris par le déploiement de personnel à mobilisation rapide et de spécialistes techniques.

Gestion de programme

De nouvelles politiques et stratégies sur l'institutionnalisation des interventions monétaires au sein du HCR ont été lancées et plus de 700 membres du personnel et partenaires ont été formés à l'établissement et à la gestion d'interventions monétaires.

Des ateliers et des formations ont été menés pour le personnel du programme et d'autres améliorations ont été apportées à la gamme des outils de l'organisation disponibles pour l'application de la gestion axée sur les résultats.

Préparation et intervention d'urgence

Le HCR a augmenté le nombre d'entrepôts régionaux pour assurer une livraison rapide par voies aérienne, maritime et routière aux opérations d'urgence.

Plus de 373 membres du personnel formé figurant sur les listes de réserve d'urgence ont été déployés dans des situations d'urgence.

La capacité de préparation et d'intervention en cas d'urgence a été améliorée grâce à 37 ateliers nationaux et régionaux.

Le HCR a mis au point un nouvel outil de diagnostic, la liste d'alerte pour la préparation aux situations d'urgence (HALEP), pour guider les opérations sur l'amélioration de la préparation aux situations d'urgence lorsque des mécanismes d'alerte précoce indiquent un risque de déplacement.

Mobilisation de soutien

Le niveau de soutien des donateurs au HCR a atteint plus de 3 902 milliards de dollars US, avec un revenu du secteur privé s'élevant à 352 millions de dollars US.

Il existe dans les médias près de 1 000 références par jour au travail du HCR. Le nombre de visiteurs sur les pages du site Internet du HCR a augmenté de 11 pour cent.

Ressources humaines

Le groupe de hauts dirigeants sur le genre, la diversité et l'inclusion a réalisé des efforts importants en vue d'intégrer la diversité de la main-d'œuvre.

Des programmes d'apprentissage en ligne de fond ont été développés dans des domaines clés, tels que les interventions monétaires, la gestion de l'offre et la sensibilisation à la sécurité.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

GESTION FINANCIÈRE

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

Les programmes du HCR sont exécutés dans un contexte de saine responsabilité financière et de contrôle adéquat.

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

La gestion financière au siège du HCR et sur le terrain est renforcée et une infrastructure adéquate de contrôle interne est en place.

Le HCR a continué à renforcer davantage la capacité de gestion financière de l'organisation avec un nouvel ensemble d'orientations, d'outils, de possibilités d'apprentissage et la communication d'informations financières en temps opportun pour la prise de décision. Tout en publiant des rapports financiers exécutifs mensuels pour chaque opération, afin de faciliter les processus de suivi, de supervision, d'analyse et de prise de décision, le HCR a avancé dans l'actualisation de son système de planification des ressources d'entreprise. Cette actualisation est essentielle pour fournir à la direction des informations plus fiables et ponctuelles nécessaires à la prise de décision, afin de permettre aux ressources d'être déployées le plus efficacement possible. Dans ce contexte, le HCR utilisera l'outil Gouvernance, Risque et Conformité (GRC) pour assurer une conformité réglementaire, avec une séparation marquée des tâches à tous les niveaux de l'organisation et des applications commerciales critiques, tout en surveillant les transactions financières en permanence.

Outre une formation régulière sur la gestion financière et la réalisation de missions visant à appuyer les opérations sur le terrain, le HCR a lancé un nouveau programme d'apprentissage de base en comptabilité pour consolider davantage les compétences financières des membres de son personnel. Une nouvelle formation en ligne a été mise à la disposition du personnel en vue d'améliorer la compréhension des concepts clés de fraude et de corruption et la manière dont ces actions peuvent avoir un impact négatif sur les activités et les opérations du HCR.

De nouvelles instructions sur les procédures financières régissant les interventions monétaires ont établi des politiques et des procédures standard, afin d'améliorer la gestion financière de ces interventions, avec des contrôles financiers appropriés. Ces instructions permettent une gestion plus efficace des interventions monétaires, fournissent des conseils sur l'administration de l'argent et assurent la cohérence des procédures au sein de l'organisation. Les procédures financières sont intégrées tout au long du processus d'exécution des interventions monétaires, depuis la budgétisation, l'enregistrement et l'approbation des transactions financières; le décaissement des fonds; le rapprochement des comptes du grand livre; et le suivi et les rapports à l'administration générale de l'aide monétaire apportée par le HCR.

Le HCR a établi un groupe de travail pluridisciplinaire afin de rationaliser les politiques et procédures existantes qui régissent la planification, l'affectation et la gestion des ressources du HCR, tout en adoptant parallèlement de meilleures pratiques qui ont évolué au fil du temps. Une politique et des procédures révisées de planification et de gestion des ressources devraient être publiées en 2017. Un engagement institutionnel visant à réviser de manière approfondie le système de Gestion axée sur les résultats (RBM) a été initié, et un groupe de travail interdivisions pour lancer le processus a été mis sur pied.

Au cours de l'année, le Comité des contrats du siège a examiné 564 demandes. Le HCR a préparé plus de 180 rapports financiers sur les contributions reçues des donateurs et a présenté neuf rapports sur les états financiers et 21 rapports budgétaires aux organes directeurs, y compris ExCom, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (BSCI) et la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. En 2016, le BSCI a publié 34 rapports d'audit interne contenant un total de 166 nouvelles recommandations, tandis que le HCR a mis en œuvre et clôturé un total de 191 recommandations formulées au cours de la période précédente.

DOMAINE PRINCIPAL

Les comptes sont tenus dans le plein respect des normes IPSAS et le HCR s'efforce d'en bénéficier au maximum.

Des états financiers conformes aux normes IPSAS ont été publiés en 2016. Grâce à la mise en œuvre réussie des normes IPSAS, le HCR a adopté de meilleures pratiques en matière de rapports financiers, a posé les fondements d'une plus grande transparence et d'une gestion plus judicieuse de ses ressources. Les publications régulières des nouvelles normes ou des normes révisées par le conseil d'administration de l'IPSAS sont adoptées selon le cas et bénéficient aux rapports financiers du HCR. En appliquant les nouvelles normes comptables IPSAS 34-38, le HCR a reconnu la nécessité de réviser ses relations contractuelles actuelles avec des partenaires nationaux, afin de répondre aux exigences potentielles de reconnaissance dans les états financiers du HCR. Le HCR a révisé sa Politique sur la comptabilisation des biens, des installations et des équipements en vue de remédier aux défis rencontrés dans l'application des normes IPSAS pertinentes. Suite aux efforts continus visant à rationaliser et à uniformiser les processus financiers, le HCR a procédé à la révision des comptes du grand livre dans le plan comptable.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE PROTECTION INTERNATIONALE

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

Les opérations du HCR fournissent aux personnes prises en charge une protection de qualité et défendent efficacement leurs droits.

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

La capacité et la réponse en matière de protection globale sont renforcées grâce à un appui opérationnel direct et à un meilleur suivi.

Renforcer les politiques et les lois relatives à la protection et les solutions

Le HCR a renforcé le dialogue avec des partenaires extérieurs, y compris des États, des organisations internationales et de la société civile, des organisations non gouvernementales, des agences des Nations Unies et des universitaires, afin d'accroître la compréhension et le respect des droits des personnes relevant de sa compétence et de promouvoir des solutions. Le HCR a publié des orientations juridiques, des positions publiques, des documents et des analyses en vue de promouvoir et d'attirer l'attention sur les normes juridiques et les meilleures pratiques internationales.

Le siège du HCR a fourni des conseils et des orientations aux opérations dans les pays et aux États, notamment sur l'étendue des obligations juridiques et des droits individuels. En particulier, le HCR a rejoint l'initiative d'identification pour le développement de la Banque mondiale (ID4D) pour attirer l'attention sur l'importance de l'ODD n°16.²⁸ et plaider en faveur de l'amélioration des programmes d'enregistrement civil et de statistiques de l'état civil dans le cadre de la planification nationale du développement. L'organisation s'est fortement engagée dans le processus qui a conduit à l'adoption par 193 gouvernements de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, qui investit le HCR de la responsabilité de s'engager avec les États et toutes les parties prenantes concernées dans la mise en œuvre et l'élaboration d'un Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) pour les situations impliquant de vastes mouvements de réfugiés.

Le HCR a également publié une Stratégie globale et un plan de mise en œuvre pour la campagne visant à mettre fin à l'apatridie 2016-2018 et publié un document sur les bonnes pratiques concernant les procédures de détermination de l'état d'apatridie²⁹, en vue d'appuyer les efforts des États pour protéger les apatrides et faciliter leur naturalisation. Le HCR et l'UNICEF ont lancé une coalition pour assurer le droit de chaque enfant à une nationalité.

Fournir une protection opérationnelle et un appui et un leadership en termes de solutions

Le HCR a régulièrement fourni des conseils et des orientations opérationnels et juridiques sur une grande diversité de questions liées à la protection. Des orientations opérationnelles écrites ont été publiées sur des thèmes clés, comme par exemple les réfugiés qui fuient les conflits et la violence; la protection des données; le caractère civil et humanitaire de l'asile; la migration mixte. Le HCR a continué d'appuyer les gouvernements dans l'élaboration d'un projet de loi sur les questions liées à l'exclusion, à l'annulation, à l'extradition et à la cessation.

Le HCR a déployé 42 experts à l'appui de 29 opérations, afin de combler les lacunes en capacités pour répondre aux problèmes de protection dans les domaines de la détermination du statut de réfugié, de la violence sexuelle et de genre, de l'apatridie, de la protection de l'enfance, des solutions globales et des voies légales, et de l'enregistrement. En outre, le dispositif élargi de déploiement en vue d'une réinstallation, fort de 307 experts, a répondu aux besoins opérationnels dans le monde entier.

Le HCR a publié « Les lignes directrices opérationnelles sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne » et l'annexe jointe sur les PDI, ainsi qu'une note interne pour les représentants du HCR sur le leadership en matière de protection dans les situations d'urgence humanitaire complexes. Ces documents permettront un engagement plus prévisible du HCR dans les situations de PDI.

Le processus de consultations mondiales des jeunes réfugiés (GRYC), qui a débuté en 2015, a abouti à une consultation mondiale à Genève en 2016, qui a réuni de jeunes réfugiés et les jeunes du pays d'accueil ayant participé à des consultations nationales. La consultation mondiale a servi de forum structuré pour que les jeunes puissent partager les résultats de leurs consultations nationales, identifier les défis régionaux communs, mettre l'accent sur les actions menées par les jeunes et proposer des solutions aux défis identifiés. Les recommandations et les actions de base qui ont été générées dans le cadre du processus GRYC sont conçues comme un cadre visant à guider les acteurs humanitaires dans la formulation de politiques, d'orientations et de programmes spécifiques aux jeunes.

Le soutien du HCR aux programmes d'éducation a entraîné l'inscription de 117 000 enfants non scolarisés supplémentaires dans les écoles primaires dans le cadre du programme « Educate A Child » mis en place dans 12 pays et à l'inscription de plus de 7 000 étudiants dans l'enseignement supérieur grâce à des bourses DAFI et à des apprentissages connectés dans le monde entier. Il a également

28 Prévoit une identité juridique pour tous, y compris l'enregistrement gratuit des naissances.

29 HCR. Good Practices Paper – Action 6 : Establishing Statelessness Determination Procedures to Protect Stateless Persons, juillet 2016.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE PROTECTION INTERNATIONALE (cont.)

convoqué un groupe consultatif de haut niveau sur le genre, le déplacement forcé et la protection, afin de développer des moyens innovants d'atténuer les risques pour la protection, de renforcer les capacités, d'améliorer la protection des réfugiés et des autres personnes relevant de sa compétence et d'autonomiser les femmes et les filles.

Le HCR a mis au point des programmes d'apprentissage ciblés sur la migration mixte, la détermination du statut de réfugié, les informations sur le pays d'origine, les techniques d'entretien, les mesures de protection communautaires et la protection des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI), afin de renforcer la capacité de son personnel à répondre efficacement à des problèmes de protection spécifiques. Les ateliers et les séances de formation se sont révélés efficaces pour contribuer à améliorer les capacités des partenaires et des fonctionnaires, ainsi que pour promouvoir l'échange de connaissances et la collaboration.

Renforcer la gestion globale de la protection et des solutions

Dans le cadre de l'orientation du HCR vers une planification pluriannuelle, l'organisation a soutenu les efforts visant à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de protection et de solutions pluriannuelles et à multiples partenaires dans six pays pilotes. En vue de renforcer une planification, une programmation et un suivi de la protection axés sur les résultats, un programme d'apprentissage s'inscrivant dans le cadre du Programme pour la protection (P4P) a été lancé dans trois opérations pilotes. Ce programme P4P vise à accroître les capacités d'équipes multifonctionnelles dans les opérations sur le terrain et à les soutenir dans leur élaboration intégrée de programmes et de solutions pour la protection.

Vingt-trois opérations dans les pays ont bénéficié d'un appui ciblé et spécialisé dans les domaines de la protection de l'enfance et de la violence sexuelle et de genre, grâce à des déploiements et à des missions de soutien. Une aide a été apportée à ces opérations pour élaborer des programmes de qualité de lutte contre la violence sexuelle et de genre et de protection de l'enfance dans le cadre de leurs stratégies d'intervention d'urgence et de protection et de solutions à long terme. Cette approche a permis d'améliorer les résultats de protection pour les réfugiés, les PDI et les enfants apatrides.

Fin 2016, grâce aux déploiements d'effectifs et au recrutement de personnel supplémentaire sur le terrain, le HCR a réussi à traiter près de 161 000 dossiers en vue d'une réinstallation, soit un nombre record, et une augmentation de 20 % par rapport au chiffre de 2015 de 134 044 dossiers. Le projet d'innovation pour la réinstallation (Resettlement Innovation Project) a été lancé dans le but de veiller à ce que les activités de réinstallation du HCR soient plus stratégiques, efficaces et adaptées, tout en préservant la qualité et l'intégrité du processus. Le Groupe central pour la Syrie, composé de 27 États participants, a joué un rôle essentiel dans la mobilisation du soutien à la réinstallation à grande échelle, en mettant à l'essai de nouvelles approches de traitement et en établissant un lien avec les États accueillant des réfugiés, voisins de la République arabe syrienne.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

La mise en œuvre du programme du HCR est appuyée par la fourniture ponctuelle, efficace et prévisible de services d'information et de télécommunication

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

Les opérations du HCR sur le terrain ont accès à des réseaux et instrument fiables, rapides et sûrs de technologie de l'information et de communication.

Le HCR a continué d'améliorer et de moderniser son infrastructure globale de technologies de l'information et de la communication (TIC). Fin 2016, tous les anciens systèmes Novell avaient été remplacés par une infrastructure Microsoft plus avancée. La redondance du réseau et basculement automatique entre les VSAT et les fournisseurs locaux de services Internet (FAI) ont été traités dans plus de 200 bureaux sur le terrain. En partenariat avec Vodacom, le HCR a érigé une tour 3G dans le camp de Nyarugusu en République-Unie de Tanzanie, afin de fournir une connectivité mobile pour les réfugiés, et a identifié des sites pour héberger 33 points d'accès de connexion pour les réfugiés en Grèce, en partenariat avec NetHope, Disaster Tech Lab et Vodafone.

Une mise à jour importante de l'outil de gestion et de traitement des nouveaux dossiers de réfugiés du HCR, proGres in Partnership, a été lancée en août 2016. À la fin de l'année, cet outil avait été déployé dans 15 opérations, où il est utilisé par un certain nombre de partenaires du HCR, y compris des gouvernements d'accueil, afin de standardiser les pratiques d'enregistrement et de gestion des dossiers dans toutes les opérations. Le nouveau Système global de gestion biométrique de l'identité (BIMS) a été déployé dans 24 opérations, plus de 1,1 million de réfugiés ayant été inscrits avec succès. Un système de distribution utilisant BIMS pour vérifier l'identité biométrique des personnes venant chercher des denrées alimentaires au point de distribution a été mis à l'essai dans le camp Kakuma au Kenya. Cette nouvelle approche offre une alternative plus rapide, plus sûre et plus efficace en termes de ressources aux processus conventionnels de distribution d'aliments. Le HCR a également continué d'améliorer les systèmes internes d'information et de télécommunication. Il a mis en place un système simplifié de vidéoconférence basé sur le Cloud (WebEx) dans ses opérations et mis à jour l'outil de planification des ressources organisationnelles, MSRP, pour mieux répondre aux besoins de gestion des ressources humaines.

Le HCR a intensifié ses efforts pour atténuer les risques de cybercriminalité et de piratage avec la mise en place d'un outil de protection contre les logiciels malveillants dans le monde entier et avec l'amélioration de la sécurité du réseau de Genève en déployant un système sophistiqué de détection d'intrusion comme mesure préventive. En collaboration avec le Centre global d'apprentissage, le programme de sensibilisation à la sécurité de l'information, un cours complet d'apprentissage en ligne, a été élaboré pour sensibiliser les utilisateurs du HCR à la cybersécurité et l'importance de sauvegarder les données des personnes prises en charge conformément à la Politique sur la protection des données du HCR.

Dans le cadre de sa réponse d'urgence solide, le HCR a élaboré des directives opérationnelles pour l'appui aux TIC dans les situations d'urgence et amélioré le système de suivi des candidats disponibles pour des déploiements d'urgence. En 2016, le HCR a déployé 25 agents TIC dans des communautés humanitaires dans de multiples situations d'urgence simultanées, ainsi qu'un coordinateur principal d'urgence dans le domaine des TIC, afin de superviser la prestation de services TIC dans la situation du Soudan du Sud.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE MÉCANISMES DE COORDINATION HUMANITAIRE

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

Le HCR fait un usage efficace des mécanismes de coordination humanitaire et contribue à leur amélioration.

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

Un leadership efficace est établi pour la coordination des groupes et des organisations aux niveaux global et opérationnel.

En 2016, le HCR a dirigé 25 groupes de protection au niveau des pays et autres mécanismes de coordination de la protection interorganisations dans le monde entier. Quelque huit groupes nationaux de protection ont été co-dirigés aux côtés d'un homologue du gouvernement et huit groupes supplémentaires ont été co-animés par des Organisations Internationales Non Gouvernementales (OING). Le Groupe mondial pour la protection a continué d'œuvrer en étroite collaboration avec l'UNICEF, le FNUAP, l'UNMAS et la Commission nationale pour les réfugiés, les organisations chefs de file dans les domaines de la protection de l'enfant, de la violence sexuelle et de genre, du déminage, du logement, de la terre et de la propriété, afin d'assurer une intervention cohérente et intégrée en matière de protection.

En s'appuyant sur des consultations approfondies, le Groupe mondial pour la protection a élaboré un cadre stratégique (2016-2019) reflétant l'évolution du système d'intervention humanitaire, afin de guider ses priorités et d'encourager le caractère central de la protection au sein de l'action humanitaire. Ce Cadre, approuvé en février 2016 par le Coordinateur des secours d'urgence, offre un large éventail de soutien aux différents groupes pour l'élaboration de normes politiques et d'interventions. Le Groupe mondial pour la protection a également mené l'élaboration de la Politique de protection du Comité permanent interorganisations (CPI) adoptée en octobre 2016. Cette politique met l'accent sur l'engagement interorganisations de contribuer aux résultats collectifs en matière de protection, notamment par la mise au point de stratégies de protection pour les équipes humanitaires dans les pays, afin de remédier aux violations et aux risques les plus critiques et les plus urgents. Une « Note d'orientation provisoire relative à la stratégie de protection pour les équipes humanitaires dans les pays » et une « Liste de contrôle sur l'intégration dans le cycle des programmes humanitaires de la protection et de la responsabilité vis-à-vis des populations touchées » ont été publiées. En ce qui concerne l'orientation globale, le Groupe mondial pour la protection a contribué au « Guide opérationnel préliminaire des solutions durables » et au Cadre de gestion des informations sur la protection, y compris un manuel de formation sur la gestion des informations sur la protection. En outre, le Groupe mondial pour la protection a poursuivi ses efforts visant à mieux intégrer la protection dans l'action humanitaire, en élaborant une trousse d'outils complète d'intégration de la protection pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, ainsi qu'une application d'orientation sur l'intégration de la protection disponible au téléchargement sur Google Play et iTunes App Store.

En 2016, le Groupe mondial pour la protection s'est investi de manière significative dans la mise en œuvre opérationnelle de la protection, en renforçant la capacité de coordination et de gestion des informations sur la protection des groupes, en fournissant des conseils techniques aux pays élaborant des lois et des politiques relatives aux déplacements internes et en aidant les coordinateurs de groupes à intégrer les interventions monétaires dans les programmes de protection par le biais de la liste de déploiement CashCap de la Commission nationale pour les réfugiés. Outre son soutien à la planification, à l'évaluation des besoins et à l'analyse des lacunes des groupes nationaux, le Groupe mondial pour la protection a formé 516 professionnels de terrain, a mené des missions d'appui dans 13 opérations et a déployé du personnel supplémentaire en République centrafricaine, en Éthiopie, en Haïti et au Niger. Le GPC et ProCap ont également entrepris un examen du caractère central de la protection dans l'action humanitaire en termes pratiques, en mettant l'accent sur la façon dont le leadership, la coordination et l'engagement dans la protection peuvent être plus stratégiques, alignés et orientés vers une intervention plus forte. Afin de tirer parti des meilleures pratiques existantes et des moyens innovants pour accroître l'efficacité de l'action de protection, une communauté de pratique a été établie pour faciliter le partage d'idées, d'expériences et de connaissances, dans le but de créer une communauté plus inclusive et diversifiée. Fin 2016, cette communauté de pratique comptait 400 membres inscrits.

Le groupe pour la gestion et la coordination des camps (GCC), qui est dirigé conjointement par le HCR dans les situations de conflits et par l'OIM dans le contexte des catastrophes naturelles, a soutenu 15 groupes nationaux et structures similaires dans le monde en 2016. Dans 9 des 10 groupes dirigés par le HCR, l'OIM a co-dirigé ou co-facilité la coordination des groupes au niveau national ou infranational.

En 2016, en s'appuyant sur un financement interne, le HCR a maintenu la capacité de soutenir les groupes nationaux dirigés par lui. Deux agents d'intervention rapide de réserve étaient disponibles en vue d'un déploiement. En outre, la coordination des groupes et la gestion des informations ont permis neuf missions de soutien sur le terrain au Tchad, en Irak, au Niger, au Nigéria et au Yémen, ainsi qu'une mission interorganisations conjointe en République démocratique du Congo, y compris quatre missions d'appui au groupe de coordination et de gestion des camps en Irak, afin de répondre aux besoins de capacité accrus en matière de planification et de mise en œuvre dans le cadre de la crise de Mossoul.

Suite aux recommandations de l'évaluation de 2015 sur le co-leadership et la gouvernance du Groupe mondial pour la gestion et la coordination des camps, un groupe consultatif stratégique intérimaire a été créé en juin et officialisé en septembre 2016, afin de fournir des conseils et une orientation stratégique à ce groupe. L'organisation ACTED, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC), LWF et la Commission nationale pour les réfugiés sont les premiers membres à siéger à ce groupe consultatif. Le Groupe mondial pour la gestion et coordination des camps, le groupe consultatif stratégique intérimaire et les membres du groupe ont également finalisé la Stratégie globale du groupe pour la période 2017-2021, qui consolide et clarifie la position du groupe sur un certain nombre de problèmes, tels que la localisation, le rôle du groupe dans les environnements autres que des camps et la coordination par zone. Le cadre a également

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE MÉCANISMES DE COORDINATION HUMANITAIRE (cont.)

bénéficié de la participation du Groupe mondial pour la gestion et la coordination des camps au Forum humanitaire mondial et s'est inspiré des engagements de la Grande négociation (« Grand Bargain » en anglais).

Pour renforcer la capacité des responsables de camp et des acteurs humanitaires sur le terrain, le groupe mondial a développé un programme de formation en ligne sur la gestion des camps qui a été mis à l'essai fin 2016 dans certaines opérations. Les Lignes directrices sur les centres collectifs³⁰ préparées par le groupe de gestion et de coordination des camps ont également été traduites en arabe pour répondre à la demande croissante de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Une méthodologie pour le suivi, l'analyse et l'information systématiques des parties prenantes en poste sur le terrain par le biais d'évaluations multisectorielles a été mise au point en 2016 et mise en œuvre dans un certain nombre de groupes pour la gestion et la coordination des camps et les opérations nationales du HCR. Le Système de suivi des sites consigne des informations essentielles sur les communautés déplacées résidant collectivement dans différents endroits. Il a été adapté pour être utilisé sur de nouveaux sites de déplacement pendant l'urgence de Mossoul en Irak et pour renforcer les systèmes existants qui suivent 3 millions de PDI issues de conflits intérieurs précédents dans tout le pays. Le HCR a également élargi un partenariat clé avec CartONG pour transformer les modèles de profils de sites hors ligne pour les groupes nationaux en profils de sites interactifs en ligne.

Afin de faciliter la coordination de l'assistance et la prise de décision fondée sur des éléments probants dans les sites et les zones d'installation relevant de la compétence du groupe pour la gestion et la coordination des camps, et afin de partager les données disponibles et pertinentes pour les autres groupes et la communauté humanitaire dans sa globalité, la plateforme « Operational Data Portal » (ODP) du HCR a été adaptée pour que les pays du groupe pour la gestion et la coordination des camps dirigé par le HCR puissent s'en servir de site Internet standard pour le partage d'informations. La première page de pays élaborée par ce groupe concernait l'opération en Irak³¹, qui a également bénéficié de l'élaboration d'un tableau de bord interactif en ligne pour donner un aperçu de la situation générale des déplacements³², tout comme l'opération transfrontalière Syrie/Turquie³³. Ces outils de gestion des informations seront étendus à d'autres pays, en conjonction avec des exercices de suivi des sites.

En 2016, le Groupe sectoriel mondial des abris, qui est dirigé conjointement par le HCR dans les situations de conflit et par la FICR dans le contexte des catastrophes naturelles, a aidé 26 groupes nationaux ou mécanismes similaires, dont 12 sont dirigés par le HCR. Le HCR a fourni des services de coordination aux 382 partenaires participant à ces groupes. Ce Groupe a continué de mettre en œuvre sa Stratégie 2013-2017, qui donne la priorité à l'assistance aux groupes nationaux avec le soutien du Service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO).

L'équipe de soutien du Groupe sectoriel mondial des abris présente différents types d'expertise de différentes agences et aide les groupes nationaux par le biais de missions et d'un soutien à distance. Les membres HCR de l'équipe de soutien du Groupe ont fourni plus de 760 jours de soutien aux groupes nationaux pour les abris, notamment par le biais de 20 missions sur le terrain en Irak, au Yémen, en Afghanistan, en République centrafricaine, en République arabe syrienne et dans d'autres pays. Grâce à son mécanisme de mobilisation rapide, le Groupe a été en mesure de déployer des coordinateurs d'abris formés et expérimentés dans des groupes nouvellement activés, moins de 72 heures après une activation ou une demande officielle d'activation de groupe. Le HCR a introduit un nouveau mécanisme de mobilisation rapide qui a permis le déploiement d'un soutien à moyen terme (jusqu'à 4 mois) avec un préavis très court (48 heures). Ce mécanisme a fait une différence importante dans la préparation et la coordination de l'intervention humanitaire pour répondre aux déplacements causés par l'offensive de Mossoul en Irak. Le HCR continue d'investir dans des initiatives de renforcement des capacités visant à accroître le nombre de personnes disponibles à déployer en tant que membres d'une équipe de coordination de groupes, grâce à une formation en coordination et en leadership et à la formation en coordination des abris humanitaires dispensée par la FICR et le HCR, en collaboration avec l'Université Oxford-Brookes.

Chaque année, le Groupe sectoriel mondial des abris mesure la satisfaction de ses partenaires par le biais d'une enquête. En 2016, 85,5 pour cent des 187 personnes ayant répondu à cette enquête étaient satisfaites ou très satisfaites des services offerts par ce groupe. Le Groupe a contribué au Sommet mondial sur l'action humanitaire et à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Les recommandations formulées lors de ces forums ont été partagées avec les partenaires lors de la réunion du Groupe et guideront le travail de ce dernier pour les années à venir. La réunion du Groupe a réuni 107 participants de 43 agences différentes, le plus grand nombre à ce jour. Le Groupe réalise actuellement une évaluation externe de la mise en œuvre de sa Stratégie 2013-2017. Le Groupe consultatif stratégique du Groupe sectoriel mondial des abris fournit une orientation générale à ce dernier et, comptait, en 2016, dix membres et de deux coprésidents. Parmi les membres de ce groupe consultatif, dont les coprésidents étaient la FICR et le HCR, figuraient l'organisation ACTED, Care International, CRS, Habitat for Humanity, l'OIM, InterAction, la Commission nationale pour les réfugiés, Save the Children, ONU-HABITAT et World Vision International. Les communautés de pratique et l'équipe d'assistance du Groupe sectoriel mondial pour les abris ont officiellement été lancées en 2016 pour apporter leur soutien aux groupes nationaux. Des groupes de travail ont été mis sur pied pour aborder des questions telles que les abris et l'argent liquide, en s'appuyant sur les projets d'abris en 2015-2016, en élaborant un ensemble harmonisé de normes de construction, en examinant la question de la violence sexuelle et de genre dans les programmes d'abris et en examinant les pratiques concernant la livraison d'articles non alimentaires. Le HCR a également continué de renforcer la capacité interne en matière de coordination des groupes, en formant 70 membres du personnel du HCR, des consultants et des membres de la main-d'œuvre affiliée dans le cadre du programme CO-LEAD sur la coordination des groupes.

30 <http://www.globalccmcluster.org/tools-and-guidance/publications/collective-centre-guidelines>

31 <http://iraq.ccmcluster.org/>

32 <https://ccmiraq.github.io/FSMTdashboard/>

33 <https://unhcr-xborder-turkey.github.io/ISIMM/>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

GESTION DE PROGRAMME

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

La performance opérationnelle du HCR dans les principaux domaines programmatiques est principalement orientée vers les résultats qui sont eux-mêmes suivis et analysés afin d'éclairer la prise de décisions et l'allocation des ressources au niveau opérationnel.

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

La performance opérationnelle est supervisée et analysée en mettant l'accent sur les résultats et l'appui est fourni sur le terrain pour une meilleure orientation vers les résultats

Le HCR a amélioré la gestion des programmes en mettant l'accent sur la consolidation des systèmes et outils de gestion axée sur les résultats, la capacité d'analyse des programmes et le renforcement de la bonne exécution des programmes dans les situations d'urgence. La prise de décision fondée sur des éléments probants a été renforcée grâce à une analyse détaillée de la conformité des données et grâce aux revues des programmes. Cette amélioration s'est accompagnée d'une nouvelle simplification du processus de la revue à mi-parcours et des instructions des programmes. En outre, les plans des opérations pour 2018 ont été réduits d'environ 35 pour cent. Parallèlement à des progrès significatifs dans la rationalisation des résultats et des processus de revue, le HCR a continué de faciliter une gestion axée sur les résultats (GAR) efficace en simplifiant et en améliorant ses outils et systèmes, y compris le portail Global Focus Insight (GFI), pour permettre de générer de nouveaux rapports sur les populations et un meilleur affichage des cartes. Le personnel du HCR a continué de recevoir une formation sur la GAR institutionnelle et les outils de gestion de l'organisation, tels que les logiciels internes Focus Client, Focus Reader et GFI Self-Service.

Le HCR a mis à jour le *Manuel des programmes* qui a été publié en 2015 et en a publié une version française en 2016. Ce manuel constitue un guide de référence complet visant à guider la gestion axée sur les résultats. Les deux versions ont été mises à la disposition de l'ensemble du personnel du HCR, par voie électronique, et quelque 150 personnes travaillant dans des opérations en Europe, en Afrique francophone, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont participé à des ateliers visant à renforcer la capacité de gestion des programmes dans les opérations sur le terrain. Pour améliorer le suivi et la qualité des données, le HCR a mis à l'essai un outil global de suivi et de reporting et a examiné les systèmes de suivi existants à l'échelle de l'organisation. Ces initiatives ont conduit à la création d'un Groupe consultatif de suivi chargé d'harmoniser les approches de suivi.

En 2016, le HCR a lancé la *Politique sur les interventions monétaires* et la *Stratégie pour l'institutionnalisation des interventions monétaires* au sein du HCR et a formé 700 employés et partenaires pour considérer de manière systématique et responsable les interventions monétaires dans tous les secteurs techniques. Le HCR a mis au point un outil innovant d'évaluation des mécanismes de prestation monétaire (CDMAT) pour aider les opérations à évaluer l'adéquation des mécanismes de prestation monétaire. Le CDMAT a été utilisé en Grèce pour appuyer un nouveau système de gestion des espèces visant à répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés vulnérables en Grèce.

DOMAINE PRINCIPAL

Les stratégies globales du HCR en matière de santé publique, de zones d'installation et d'abris, de moyens de subsistance et d'accès sûr à l'énergie éclairent la planification opérationnelle et la mise en œuvre des activités dans ces domaines techniques.

En vue d'améliorer l'impact de la protection et la qualité des services, le HCR a travaillé avec un large éventail de partenaires, y compris avec des gouvernements, des agences des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et le secteur privé, pour mettre en œuvre les stratégies globales en faveur des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil. Le HCR a continué à fournir des conseils et des orientations stratégiques aux opérations sur le terrain par le biais d'un soutien à distance, ainsi que de missions et de déploiements sur un total de 4 655 jours. La publication des Directives opérationnelles relatives aux spécialistes techniques du HCR en 2016 a renforcé le cadre général de la gestion des secteurs techniques.

En vue d'appuyer une programmation efficace de la santé, le HCR a établi une base de données améliorée visant à renforcer l'efficacité du suivi de la réorientation des soins de santé et de la prise de décisions dans ce domaine, ainsi que des outils spécifiques pour contrôler le Programme élargi de vaccination (PEV). En réponse aux préoccupations en matière de nutrition, le HCR a élaboré des vidéos d'auto-apprentissage pour la collecte de données mobiles dans le cadre de l'Enquête nutritionnelle standardisée élargie (SENS) qui vise à améliorer le suivi des indices nutritionnels. L'élaboration, avec Save the Children, d'un cadre soutenant les pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) fondées sur des éléments probants a également été finalisée. En vue d'appuyer la sécurité alimentaire des réfugiés, le HCR a lancé en décembre un outil d'analyse et de coordination en matière d'alimentation pour renforcer le suivi de l'aide alimentaire et de sa coordination à l'échelle mondiale, et a élaboré une Stratégie conjointe HCR-PAM sur l'autosuffisance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition 2016-2020. Le HCR a publié des *Directives opérationnelles pour l'amélioration de la santé maternelle lors des opérations de secours aux réfugiés* et a soutenu l'Organisation mondiale de la santé pour élaborer une stratégie régionale en matière de santé spécifique aux réfugiés, demandeurs d'asile et aux migrants d'Europe, avec une trousse d'évaluation sanitaire testée sur le terrain pour les afflux à grande échelle de réfugiés et de migrants.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE GESTION DE PROGRAMME (cont.)

Afin d'assurer une programmation rentable dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), le HCR a mis à jour son système de suivi WASH, ainsi que les logiciels et les orientations pour l'outil des enquêtes standardisées sur les connaissances, les attitudes et les pratiques WASH. Le HCR a également mis au point un outil souple de prise de décision et de budgétisation pour la mise en œuvre de programmes efficaces dans le domaine de l'eau, dont le but est de mesurer le coût global de la fourniture de réseaux d'alimentation en eau dans divers contextes d'accueil de réfugiés.

Grâce à des formations, des orientations et de nouveaux outils sectoriels, le HCR a renforcé la capacité technique de ses opérations, perfectionnant et déployant ainsi des initiatives d'appui. Dans le domaine de la planification des abris et des zones d'installations, le HCR a consolidé les capacités de planification technique dans les opérations, en publiant un catalogue de modèles d'abris, des études de cas sur la mise en œuvre de modèles de zones d'installation, un formulaire d'évaluation de site et une formation en ligne sur les abris et les zones d'installation. L'Organisation a également établi une communauté de pratique pour le personnel formé à l'utilisation de la boîte à outils de planification physique des sites (PSP Toolkit), lancée en 2016.

Le HCR a continué de progresser dans l'élaboration de programmes sur les moyens de subsistance, axés sur les résultats et sur le marché, avec l'appui d'experts basés au siège. En 2016, les Critères minimums régissant les programmes d'appui aux moyens de subsistance³⁴ sont devenus obligatoires, entraînant la suspension des activités de subsistance dans plusieurs opérations nationales, dans l'attente d'efforts visant à satisfaire à des exigences alignées sur la *Stratégie globale pour les moyens de subsistance (2014-2018)*.

Ayant fait avancé le processus consultatif pour réformer les systèmes de suivi des programmes sur l'énergie et les moyens de subsistance, le HCR a, en 2016, testé sur le terrain de nouveaux indicateurs relatifs aux moyens de subsistance et à l'énergie. D'autres améliorations ont été apportées aux méthodes d'évaluation, de planification et de mise en œuvre sectorielles et le projet de crédit carbone au Rwanda a été examiné en vue de guider les futurs programmes. Au Malawi et en République-Unie de Tanzanie, le HCR a aidé les opérations à mettre en œuvre des mesures de lutte contre l'érosion et a aidé les opérations au Ghana, en République arabe syrienne, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe à opérer une transition durable vers l'utilisation de carburants propres.

Le HCR a mené des recherches pour améliorer les interventions du secteur technique dans les situations humanitaires. En renforçant sa base de connaissances et sa capacité à utiliser les interventions monétaires en tant qu'outil efficace de protection et de solutions, le HCR a examiné le potentiel des interventions monétaires pour répondre aux objectifs des interventions sanitaires et WASH³⁵. Le HCR a également entrepris des recherches sur des solutions d'assainissement amélioré et des produits à valeur ajoutée à partir des flux de déchets des réfugiés, ainsi que sur l'utilisation des énergies renouvelables pour le pompage de l'eau afin de favoriser des réductions des coûts de fonctionnement et des avantages environnementaux à long terme. D'autres recherches ont été réalisées sur la santé mentale et sur le bien-être psychosocial et la réponse proposée dans ce domaine, ainsi que sur la gestion de la malnutrition aiguë chez les nourrissons, et sur les tendances et les liens entre les indicateurs nutritionnels.

34 Disponible à : <http://www.unhcr.org/54fd6cbe9.pdf>.

35 [Une étude des interventions monétaires pour les programmes de santé dans les camps de réfugiés](#) et une étude des [Interventions monétaires pour les programmes WASH dans les camps de réfugiés](#).

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE PRÉPARATION ET INTERVENTION D'URGENCE

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

Le HCR se prépare et répond efficacement aux situations d'urgence

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

Des articles de première nécessité sont stockés de manière à pouvoir apporter une aide d'urgence à un maximum de 600 000 personnes dans un délai de 48 heures.

Un élément clé de l'intervention d'urgence consiste à fournir une protection en apportant une aide et en répondant aux besoins fondamentaux urgents et vitaux. La chaîne d'approvisionnement globale du HCR permet à l'organisation de répondre aux besoins de 600 000 personnes relevant de sa compétence dans des situations d'urgence simultanées à travers le monde, des articles de secours supplémentaires pour 150 000 personnes étant en permanence sur les listes d'achats afin de reconstituer les stocks. Sept stocks mondiaux stratégiquement situés à Accra, Amman, Copenhague, Douala, Dubaï, Isaka et Nairobi permettent au HCR de répondre aux situations d'urgence en acheminant des articles de secours par voies aérienne, terrestre et maritime. En 2016, 76 pour cent des livraisons réalisées à partir de ces stocks mondiaux ont été organisées dans les 48 heures avec 21 ponts aériens d'urgence vers la République centrafricaine (1), l'Équateur (2), l'Éthiopie (3), Haïti (1), l'Irak (5), la Jordanie (1), la République arabe syrienne (5) et l'Ouganda (3).

Les articles de secours de première nécessité, d'une valeur totale de 63,8 millions de dollars US, ont atteint 31 pays, la majorité de ces articles permettant d'aider des personnes relevant de la compétence du HCR au Burundi, en Grèce, en Irak, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen. Des entrepôts régionaux à Djibouti, en Grèce, en Serbie et en Ouganda ont été utilisés pour positionner des articles au préalable, à proximité des populations déplacées.

Des agents d'approvisionnement s'assurent que les procédures d'urgence sont appliquées et que la logistique est en mesure d'appuyer effectivement l'intervention pour aider les réfugiés et les PDI. Une liste de professionnels de l'approvisionnement spécialement formés, établie en 2016, a fourni une expertise en matière d'approvisionnement à travers onze déploiements en Éthiopie, en Grèce, en Irak, au Liban, en République arabe syrienne et en Ouganda.

Le HCR a mis à jour les procédures spéciales de passation de marchés et d'approvisionnement applicables dans les situations d'urgence. Un nouveau plafond pour les appels d'offres prévoit maintenant une procédure d'achat simplifiée dans les situations d'urgence, permettant une fourniture plus rapide de services et de biens aux personnes prises en charge. Des accords-cadres garantissent que des articles de secours de bonne qualité peuvent être livrés rapidement le cas échéant. En 2016, 53 nouveaux accords-cadres pour 16 articles de secours avec 24 nouveaux fournisseurs ont été conclus. Une plateforme d'approvisionnement d'urgence et des outils, tels que des cartes, des analyses et des fiches d'information, améliorent le partage d'informations sur les aspects logistiques dans les situations d'urgence.

DOMAINE PRINCIPAL

Une capacité de réserve active (y compris par des listes de réserve), avec un leadership approprié, une expérience en matière de coordination et une formation en protection, peut être déployée dans les 72 heures suivant la déclaration d'une situation d'urgence. L'approche communautaire est encouragée pour favoriser l'obligation de responsabilité envers les personnes prises en charge.

Les déploiements de personnel bien formé par le HCR et les partenaires jouent un rôle crucial dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence. En 2016, 373 déploiements d'urgence dont 147 déploiements de partenaires et 226 du HCR ont appuyé 37 opérations de pays. Le HCR a continué de tenir à jour diverses listes internes et accords de réserve avec des partenaires pour assurer une expertise technique, un leadership et une coordination. Les programmes de capacité de réserve incluent des équipes multifonctionnelles d'intervention d'urgence du siège, dirigées par des coordinateurs d'urgence principaux qui facilitent une exécution rapide et efficace sur le terrain, en plaçant les personnes au cœur de l'intervention. Ces équipes ont joué un rôle clé dans le leadership et la coordination de l'intervention en République démocratique du Congo, en Grèce, en Irak, au Niger, au Nigéria, au Soudan du Sud, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda et ont appuyé la mise en œuvre du Modèle de coordination des réfugiés. Pour assurer la disponibilité de la capacité nécessaire des experts techniques, de nouvelles listes fonctionnelles ont été établies pour les ressources humaines, l'approvisionnement et le programme, des listes de protection et d'administration/de finances devant suivre en 2017.

Plus de 1 200 participants internes et externes ont été formés à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence grâce à un total de 37 ateliers sur les situations d'urgence, y compris trois ateliers sur la gestion des urgences (WEM), un Programme de formation de hauts responsables en matière de situation d'urgence (SELP), un séminaire pour les représentants en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence dans les opérations critiques et 23 formations adaptées aux situations d'urgence (SET), entre autres. Au total, 611 professionnels de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence dans la région Asie-Pacifique ont été formés au cours de 22 activités de formation en face-à-face ou en ligne organisées par le centre de formation à distance situé à Bangkok.

Dans le cadre de l'Appel à l'action pour la protection contre la violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence, le HCR a donné la priorité à la violence sexuelle et de genre dès l'apparition des situations d'urgence. Six agents principaux spécialisés dans la protection

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE PRÉPARATION ET INTERVENTION D'URGENCE (cont.)

fournissent un soutien technique à la prévention de la violence sexuelle et de genre et à l'intervention, et un agent de protection qui se concentre sur la violence sexuelle et de genre fait partie de l'équipe d'intervention d'urgence du siège. En 2016, 10 pays ont bénéficié d'un soutien spécialisé dans le domaine de la violence sexuelle et de genre et trois opérations d'urgence (Rwanda, Ouganda et République-Unie de Tanzanie) ont bénéficié d'un soutien pour des projets multisectoriels de lutte contre la violence sexuelle et de genre.

Le renforcement de la préparation aux situations d'urgence a été une priorité en 2016. Le HCR a mis sur pied une équipe dédiée au sein du siège pour fournir des conseils et un soutien aux opérations sur le terrain dans les pays très menacés par une situation d'urgence nouvelle ou qui se détériore. Les conseils et le soutien mettaient l'accent sur la planification d'urgence et l'élaboration d'outils analytiques, l'intégration des aspects liés à la protection, à l'âge, au genre et à la diversité, à l'argent, aux solutions alternatives aux camps et aux partenariats locaux. Le HCR a présenté la Liste d'alerte pour la préparation aux situations d'urgence (HALEP), un outil clé pour l'alerte précoce et le suivi des risques actuels et potentiels de déplacement, ainsi que l'analyse de la disponibilité et de la capacité à intervenir des opérations du HCR. Les priorités dans le cadre d'une approche conjointe avec les acteurs locaux concernant la préparation aux situations d'urgence ont été identifiées en consultation avec des ONG locales et internationales et sont mises à l'essai dans les opérations sur le terrain, en mettant l'accent sur la cartographie, l'analyse et la planification, la préparation axée sur la protection, le complément des capacités locales et le renforcement des capacités.

DOMAINE PRINCIPAL

Des effectifs de sécurité qualifiés sont maintenus et du personnel de sécurité est déployé dans les situations d'urgence.

L'approche du HCR consiste à rester proche des populations touchées afin d'aider les personnes dans le besoin avec efficacité. Le fait d'opérer dans des environnements où des conflits existent nécessite que l'organisation procède continuellement à des examens et à l'adaptation des mesures de gestion du risque de sécurité. La présence permanente du HCR dans des pays tels que l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie, le Soudan du Sud, la République arabe syrienne et le Yémen ne serait pas possible sans mesures efficaces de gestion des risques, y compris un périmètre de protection adéquat contre les explosifs, des véhicules blindés et des procédures robustes suivies de manière rigoureuse par le personnel formé à cet effet.

En 2016, 269 incidents de sécurité ont été gérés par le personnel de sécurité du HCR qui comprend un service de sécurité composé de 12 membres du personnel au siège, 8 conseillers régionaux en matière de sécurité, 56 conseillers internationaux en sécurité sur le terrain et quelque 200 agents nationaux dans les opérations de pays. Le siège a appuyé les opérations sur le terrain et les opérations d'urgence grâce à 37 missions, soit 513 jours au total.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

MOBILISATION DE SOUTIEN

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

Le HCR mobilise le soutien public, politique, financier et opérationnel des secteurs public et privé par le biais de partenariats stratégiques, d'une communication multimédia, de campagnes ciblées et de stratégies de collecte de fonds efficaces.

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

Les stratégies de mobilisation des ressources sont améliorées afin d'accroître le financement en provenance de sources publiques et privées en regard de la dotation budgétaire du HCR

Une fois encore, le soutien des donateurs au travail du HCR a été remarquable en 2016. Face à des déplacements forcés d'une ampleur sans précédent dans l'histoire récente, le HCR a mobilisé plus de 3,902 milliards de dollars US pour protéger et aider les personnes relevant de sa compétence, soit une augmentation de 541 millions de dollars US par rapport à 2015. Le HCR a continué d'investir dans l'amélioration de ses rapports aux donateurs, en particulier en ce qui concerne les fonds non affectés et affectés de manière souple que le HCR peut redistribuer en fonction des priorités pour répondre aux besoins les plus critiques. Le Rapport global de 2015 et l'actualisation de l'Appel global 2017 ont été repensés de manière à améliorer leur lisibilité, avec une meilleure visualisation des principaux faits, des chiffres et des réalisations. Le HCR a également publié neuf appels supplémentaires, qui demeurent des outils essentiels pour sensibiliser et répondre aux besoins imprévus lorsqu'ils surviennent pendant l'année.

Le HCR a continué d'élargir sa base de donateurs et d'explorer de nouvelles sources de financement innovantes grâce à un renforcement du plaidoyer, de la sensibilisation et de l'engagement auprès des gouvernements et du secteur privé. Les fonds collectés auprès du secteur privé s'élevaient à près de 352 millions de dollars US, soit une augmentation de 24 pour cent par rapport à 2015, et représentaient 9 pour cent du revenu total du HCR en 2016. Le nombre de donateurs mensuels a dépassé 1 million, sur un total de 1,7 million de personnes qui ont fait un don au HCR, assurant ainsi une source prévisible de revenus non affectés à même d'être alloués avec souplesse pour répondre aux priorités les plus urgentes, mais sous-financées. Parallèlement, à des fins stratégiques, le HCR a contacté un nombre croissant de partenaires (entreprises, fondations et philanthropes), qui ont versé des fonds importants à l'organisation, et apporté leur expertise et d'autres ressources non financières permettant au HCR d'améliorer la vie des réfugiés et des autres personnes relevant de sa compétence grâce à des approches innovantes.

DOMAINE PRINCIPAL

Les partenariats avec les États membres du Comité exécutif, les agences de l'ONU, les ONG et le système d'aide humanitaire sont renforcés.

L'élaboration des Orientations stratégiques du HCR 2017-2021, le Sommet mondial sur l'action humanitaire et l'adoption de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants par l'Assemblée générale ont tous souligné la nécessité pour le HCR d'approfondir et de diversifier ses partenariats avec un large éventail de parties prenantes. En 2016, le HCR a maintenu de solides partenariats avec les États membres du Comité exécutif, les Nations Unies et d'autres organisations internationales, grâce à un échange d'informations ponctuelles, une coordination efficace et la production de documents et de rapports de qualité. Le HCR a renforcé son engagement direct auprès des parties prenantes au niveau mondial en organisant 34 réunions et séances d'information pour les États Membres et autres parties prenantes, contre 21 en 2015, et a œuvré aux côtés de ses partenaires pour élaborer le Pacte mondial sur les réfugiés et mettre en place le Cadre d'action global pour les réfugiés (Comprehensive Refugee Response Framework – CRRF).

En 2016, le HCR a poursuivi son engagement auprès des ONG partenaires stratégiques et des États membres au moyen de réunions bilatérales mondiales annuelles, en mettant l'accent sur les défis à la protection des enfants et des jeunes lors des Consultations annuelles avec les ONG et du Dialogue du Haut-Commissaire sur les défis de protection. En outre, il a mobilisé un soutien politique et opérationnel grâce à une coordination active interorganisations visant à répondre aux situations complexes de réfugiés. Par exemple, le HCR a lancé cinq Plans d'intervention interorganisations pour les réfugiés et deux Plans d'intervention pour les réfugiés et les migrants. En 2016, environ 4,1 milliards de dollars US ont été levés grâce à des plans d'intervention interorganisations coordonnés par le HCR, dont 2,7 milliards de dollars US pour les partenaires d'intervention. Le HCR a également largement participé à la préparation de 25 des 30 plans et appels interorganisations de réponse humanitaire.

La participation du HCR aux initiatives interorganisations s'est élargie et des alliances clés ont été renforcées, en particulier avec l'OIM, OCHA, le PNUD, l'UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale. Deux missions de note conjointe HCR-OCHA ont été menées en 2016 au Cameroun et au Soudan, et de nouveaux protocoles d'accord ont été signés avec l'OIT, l'OCDE et Save the Children.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE MOBILISATION DE SOUTIEN (cont.)

DOMAINE PRINCIPAL

La communication externe stratégique est renforcée grâce à des campagnes multimédias ciblées et des mises à jour publiques ponctuelles.

Le HCR a continué à veiller à ce que les voix, les perspectives et les priorités des personnes relevant de sa compétence soient entendues au moyen d'entretiens avec les médias, de communiqués de presse, des notes d'information, d'actualités et de reportages, de vidéos et de publications sur les réseaux sociaux, afin de maintenir l'intérêt du public, des partenaires et du secteur privé, et de mobiliser leur soutien. En moyenne, en 2016, il y a eu chaque jour 996 références médiatiques au HCR, tandis que les pages consultées sur le site Internet unhcr.org ont augmenté de 11 pour cent par rapport à 2015. Le site Internet Refugees Media du HCR, réservé aux médias, a quadruplé sa diffusion de photos, de vidéos et d'infographies destinées à un public toujours plus diversifié, plus de 250 contributeurs sensibilisant 6 581 utilisateurs dans 124 pays, avec pour résultat 94 658 téléchargements. Les efforts coordonnés avec les médias sur les événements et campagnes phares ont mobilisé un soutien supplémentaire en faveur des personnes pour lesquelles le HCR travaille. Ces efforts ont montré comment le HCR peut faire, et fait de fait, une différence. La campagne en cours #WithRefugees a attiré en 2016 plus de 100 partenaires de la coalition et a atteint des niveaux de participation, un soutien sur le terrain et une couverture médiatique sans précédent, en visant à accroître l'empathie et à promouvoir la compréhension. La distinction Nansen du HCR pour les réfugiés a également bénéficié d'un plus vaste soutien de la part de ses partenaires existants, y compris un engagement sur cinq ans de la Fondation IKEA.

DOMAINE PRINCIPAL

Les informations sur les opérations sont rendues accessibles aux parties prenantes extérieures de manière transparente.

Des informations ponctuelles et transparentes sur les opérations du HCR ont été mises à la disposition des partenaires, des donateurs, des médias et du grand public grâce à un éventail de plateformes et de canaux. Le site Internet du HCR (unhcr.org) a été relancé en 2016 de manière à présenter les informations de manière plus visuelle, dans un format plus facile à partager et adapté aux appareils mobiles, ce qui a accru le nombre de visiteurs sur le site. Le site Internet contient des liens améliorés vers la principale plateforme de transparence et de rapports du HCR, Global Focus (reporting.unhcr.org), qui permet d'accéder à des informations à jour sur les plans et rapports opérationnels, les besoins financiers, les contributions reçues et les dépenses, ainsi qu'aux principales publications et au portail d'informations opérationnelles du HCR. Le site Internet Global Focus a enregistré une augmentation du nombre de ses visiteurs en 2016, avec 63 878 utilisateurs uniques issus de 191 pays. En vue d'améliorer l'accès des parties prenantes extérieures aux informations historiques sur les opérations, le HCR a lancé un site d'archives du HCR.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE

RESSOURCES HUMAINES

ENGAGEMENT ORGANISATIONNEL

Le HCR dispose d'un effectif efficace, caractérisé par la diversité et l'équilibre entre les deux sexes.

RÉSULTATS ET ACTIONS

DOMAINE PRINCIPAL

Dans l'ensemble, l'équilibre entre les sexes est atteint.

L'inclusion et la diversité se trouvent au cœur des travaux du HCR. Fin 2016, 10 827 membres du personnel du HCR étaient issus de 154 pays et travaillaient dans plus de 120 pays. L'âge moyen du personnel était de 41 ans et 39 % étaient des femmes. La main-d'œuvre affiliée provenait de 170 pays et comptait plus de 4 000 personnes, dont 55 % de femmes. Le HCR reconnaît la nécessité d'améliorer l'équilibre entre les sexes et l'équilibre géographique au sein des effectifs, afin d'exploiter le talent de notre diversité et de favoriser une culture de travail plus inclusive, en particulier aux niveaux supérieurs.

Le groupe de cadres dirigeants sur le genre, la diversité et l'inclusion a été assisté par un conseiller principal qui a identifié les mesures spécifiques à prendre pour intégrer la notion de diversité dans les pratiques en matière de main-d'œuvre, conformément aux Orientations stratégiques 2017-2021 du HCR. En 2016, le HCR a commencé à mettre en œuvre les mesures recommandées en augmentant notre utilisation des données sur le genre et la diversité dans les décisions en matière de recrutement de la main d'œuvre; en renforçant la responsabilisation des responsables et des dirigeants grâce à l'élaboration de plans d'action sur la diversité; en mettant en œuvre des mesures spéciales pour accélérer la réalisation de la parité entre les sexes; et en intégrant les enseignements tirés sur l'inclusion, la diversité et les préjugés inconscients à tous les niveaux des programmes de gestion et de leadership du HCR.

DOMAINE PRINCIPAL

Les membres du personnel satisfont leurs besoins d'apprentissage.

Les programmes d'apprentissage du HCR en 2016 ont porté sur la création de programmes de certification; de nouveaux programmes d'apprentissage en ligne qui mettent l'accent sur la capacité de préparation et de réponse aux situations d'urgence dans tous les secteurs; et un appui aux groupes et aux partenaires. Les nouveaux programmes d'apprentissage en ligne et autres activités d'apprentissage sur Internet reflètent les domaines prioritaires du HCR, y compris dans des domaines tels que les interventions monétaires, la gestion de l'offre et la sensibilisation à la sécurité. Des progrès ont été réalisés dans le lancement de programmes de certification pour les ressources humaines, les programmes et pour les représentants, les représentants adjoints et les chefs de bureau. Le HCR a également développé une formation spécifique d'appui aux groupes et aux secteurs.

En 2016, les utilisateurs de Learn&Connect, la plateforme d'apprentissage en ligne du HCR gérée par le Centre global d'apprentissage, ont réalisé plus de 16 270 activités d'apprentissage en ligne, dont 10 334 entreprises par le personnel, 4 453 par du personnel affilié et 148 par les partenaires du HCR.

DOMAINE PRINCIPAL

Les affectations sont effectuées en temps voulu et de manière efficace.

En 2016, le HCR a annoncé 1 444 postes vacants, soit une augmentation de 23 % par rapport à 2015. Au total, 609 postes vacants ont été publiés à l'extérieur avec 256 d'entre eux pourvus par des candidats externes, dont 43 % étaient des femmes. Les procédures d'affectation rapide ont permis à 108 nouveaux postes d'être pourvus rapidement en vue de répondre à des situations d'urgence au Nigéria, en Somalie et au Soudan du Sud.

Le HCR a continué à attirer de nouveaux talents grâce à deux programmes de recrutement : EHP (programme humanitaire de base) et Talent Pools (réservoir de talents). En septembre, une nouvelle promotion EHP de 100 participants a débuté le programme de formation pratique d'une durée d'un an. Cette promotion était composée de 60 pour cent de femmes et de 60 pour cent de personnel national, ce qui démontre un engagement à aider le personnel national à remplir des rôles internationaux. En outre, 10 pour cent des recrues étaient issues de la main-d'œuvre affiliée et 30 pour cent étaient des candidats externes, des chiffres reflétant encore davantage l'engagement du HCR pour la diversité et le recrutement de nouveaux talents. Grâce à 15 réservoirs de talents comptant 508 personnes, dont 34 pour cent de femmes, le HCR a répondu aux besoins d'effectifs dans des domaines qui manquaient de personnel, tels que les interventions monétaires et la sécurité sur le terrain.

En octobre, le HCR est passé d'un système de promotion axé sur la personne à un système d'avancement professionnel axé sur le poste, suite à un examen du système, des politiques et des procédures de promotion de l'organisation. Le Haut-Commissaire a créé un groupe de travail chargé d'élaborer un nouveau cadre de missions fondé sur l'approche axée sur le poste.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE GLOBALE RESSOURCES HUMAINES (cont.)

DOMAINE PRINCIPAL

La conformité est atteinte du point de vue des rapports de performance.

Fin 2016, 93 pour cent du personnel du HCR avait réalisé des rapports de performance individuelle pour l'année, contre 94 pour cent en 2015. Le développement et la mise à l'essai de nouvelles fonctionnalités dans le système de gestion des ressources du HCR ont été menés à bien et ces fonctionnalités ont été lancées en mai 2016. Cela a abouti à une procédure et à une présentation allégées de l'évaluation de la performance, permettant une réalisation plus efficace des rapports de performance individuelle en ligne. Le développement du nouveau module a été l'occasion d'aligner pleinement le rapport de performance individuelle en ligne sur les dispositions de la Politique de gestion de la performance.

DOMAINE PRINCIPAL

Le personnel est engagé et satisfait de son travail.

L'enquête sur le bien-être et la santé mentale du personnel du HCR a permis de mesurer le niveau de risque pour la santé mentale et les résultats comportementaux au sein des effectifs du HCR. En réponse au rapport sur l'enquête publié en mars 2016, qui indiquait que 35 pour cent des personnes interrogées étaient « très satisfaites » et 43,8 pour cent « assez satisfaites » de leur travail, la Section du bien-être du personnel a mené des projets pilotes de « devoir de vigilance » en Jordanie et en Indonésie. En plus de sensibiliser aux traumatismes secondaires et à l'épuisement professionnel, ainsi que d'améliorer l'accès au soutien psychologique et à l'assistance pour élaborer des plans d'auto-prise en charge, le HCR intègre des informations sur les programmes de formation disponibles, les conditions de travail et les endroits où le personnel peut obtenir une aide au bien-être dans les programmes d'information destinés aux nouveaux membres du personnel.

Irak. Des Irakiens déplacés arrivent en lieu sûr. Des centaines d'Irakiens déplacés à l'intérieur de leur pays arrivent au camp de Khazer 2 après avoir fui les combats dans la partie orientale de Mossoul. HCR/Ivor Prickett







Rapport d'avancement des priorités stratégiques globales **2016**